lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 176 — SEMAINE DU 11 AU 17 JANVIER 1972 PRIX : 2 F

LE CHOMAGE EN 1972

courrier des lecteurs

Le XI[e] Congrès confédéral C.G.T.-F.O., l'Alliance Ouvrière et « Lutte Ouvrière »

Le numéro 542 d'Informations ouvrières **(journal de l'Alliance Ouvrière) consacre une page entière au compte rendu du XI[e] Congrès confédéral C.G.T.-F.O. dans lequel il est écrit, à propos du texte de Maurice Labi, secrétaire de la Fédé chimie, soutenant l'autogestion des entreprises par les syndicats :** « Il n'est pas inintéressant de signaler que les pablistes de la Ligue et les délégués de la Fédé chimie, militants de **Lutte Ouvrière,** ont soutenu Labi au XI[e] Congrès confédéral ».

J'avoue que cet article m'a déconcerté sur l'attitude des militants L.O. **Je n'ose pas penser et je ne crois pas, que** Informations Ouvrières **puisse écrire des mensonges dans le seul but de faire passer des militants d'une autre organisation pour des intégrationnistes étrangers à la lutte de classes. D'autre part, je ne pense pas, je dois le reconnatre, que** Lutte Ouvrière **soit pour une politique** « clérico-bourgeoise d'intégration des syndicats à l'Etat ». **Pouvez-vous me donner clairement votre position sur la position des militants** L.O. **à ce congrès C.G.T.-F.O. ?**

A. (59-Marpent)

Contrairement à ce qu'écrit I.O. qui, comme à son habitude, prend quelques libertés avec la vérité, les camarades de L.O., ceux de la Fédé chimie comme les autres, n'ont pas soutenu Labi au dernier Congrès de la C.G.T.-F.O.

Non d'ailleurs parce que nous pensons que Labi est plus réactionnaire que Bergeron ou que la politique qu'il préconise est plus réformiste ou plus « intégrationniste » que celle menée par la direction actuelle de Force Ouvrière. Car du point de vue de la collaboration de classes, de la génuflexion vis-à-vis du patronat et de l'Etat, Bergeron est proprement imbattable et, en la matière, sa centrale a toujours quelques têtes d'avance sur la C.F.D.T. ou la C.G.T.

Nous n'avons pas soutenu Labi car nous étions en désaccord avec l'orientation qu'il préconisait. Mais, contrairement aux camarades de I.O. et à leurs alliés « syndicalistes révolutionnaires », nous avons voté systématiquement contre Bergeron et sa clique.

Car présenter Labi comme le représentant d'une politique « clérico-bourgeoise d'intégration des syndicats à l'Etat » pour mieux soutenir Bergeron, comme le font régulièrement les militants de la C.G.T.-F.O. groupés derrière Lambert et Hébert, c'est tout simplement justifier les courbettes opportunistes à la direction confédérale sous un langage pseudo-révolutionnaire. Et c'est là la seule politique que les militants de l'O.C.I. ont jamais menée à F.O.

Après la catastrophe d'Argenteuil

Voilà maintenant presque quinze jours que la tour du quartier du Coudray, au Val d'Argenteuil, où j'habitais depuis sa construction, a explosé, provoquant la mort de 14 personnes, et de nombreux blessés.

La presse qui, sur le moment, exploita de façon assez sordide l'événement (France-Soir **titrait : « 150 morts »... !) est devenue plus discrète ; ayant eu sa ration de morts et de blessés, pour elle l'incident est clos ; et il ne reste qu'à attendre — combien d'années ! — les résultats de l'enquête qui déterminera les responsabilités.**

Aujourd'hui, nous sommes tous relogés sur place, et tout le monde est aux petits soins pour nous. D'abord, chacun est venu spontanément apporter son aide si modeste soit-elle : qui des couvertures, qui de la vaisselle, etc. Puis la Mairie a pris les choses en mains. Plusieurs entreprises de la région auraient même versé au Comité de soutien. (D'ailleurs, dans l'entreprise où je travaille, la direction est allée jusqu'à me proposer d'organiser dans l'usine une quête en ma faveur !)

Mais ces aides — bénévoles ou intéressées, sincères ou hypocrites — ne doivent pas faire oublier que l'accident dont nous avons été victimes n'est pas dû à une catastrophe naturelle, ou à un hasard malheureux : car s'il faudra à la « justice » des années pour en décider (dans le meilleur des cas), nous savons, nous, qui sont les responsables.

Il y a en effet bien longtemps que nous avions constaté et dénoncé (un Comité de locataires s'était constitué pour cela) les conditions aberrantes dans lesquelles nous étions logés. C'est ainsi, par exemple, que dès le début, quand nous avons emménagé dans cette tour, nouvellement construite, nous avons pratiquement dû refaire toute l'installation électrique et une partie de l'installation sanitaire, qui étaient faites en dépit du bon sens ; et nous étions loin d'être les seuls dans ce cas. Et ces détails (que connaissent bien tous ceux qui habitent des H.L.M.) qui pouvaient paraître relativement anodins, prennent aujourd'hui une signification dramatique : car la même incurie régnait à tous les niveaux. On a vu le résultat.

Face à ces problèmes, le Comité de locataires réunissait régulièrement plusieurs fois par mois les habitants de la tour. Et une de ses dernières démarches avant l'explosion avait justement été pour protester auprès de la société gérante « La Lucille » contre l'insuffisance des installations de sécurité (absence d'extincteurs, d'éclairages de secours dans les escaliers, d'issues de dégagement, etc.). Sans résultat bien sûr. Et une prochaine réunion devait décider de l'attitude à adopter. Mais trop tard.

Le Comité de locataires s'est constitué partie civile ; et avec un peu de chance, dans le meilleur des cas, la société « La Lucille » sera dans quelques années condamnée à verser des indemnités. Ce qui d'une part ne rendra pas la vie aux 15 victimes ; et d'autre part n'empêchera pas des dizaines de « Lucille » de toute nature de continuer à prospérer, même si leur course au profit se traduit régulièrement par des dizaines de victimes.

Aujourd'hui, nous sommes relogés dans des immeubles neufs de la cité, et, pour la plupart, nous retrouvons les mêmes conditions que nous avons quittées, et les mêmes problèmes : installations électriques défectueuses, absence totale de systèmes de sécurité, etc. Et l'on peut se demander si la similitude s'arrête là, et si par exemple les installations de chauffage elles-mêmes ne sont pas tout aussi baclées que dans l'immeuble que nous venons de quitter. Pour tous les relogés, chaque incident est source d'anxiété. Les pompiers ont dû déjà se déplacer plusieurs fois pour de fausses alertes.

E. M.

Cette lettre ne fait que confirmer ce que nous avons déjà écrit à ce propos. Si, après le drame d'Argenteuil, on peut parler de scandale, c'est moins celui de telle ou telle société immobilière que celui du système capitaliste tout entier qui, sous prétexte de loger les travailleurs « à bon marché », leur réserve qui les bidonvilles, qui les taudis, qui les garnis miteux, qui les vieux appartements décrépis. Et lorsque des salariés ont le « privilège » d'habiter des logements neufs ces derniers ne restent pas longtemps en état car non seulement les matériaux utilisés sont souvent de qualité médiocre (par économie) mais encore les immeubles sont bâtis en dépit du bon sens, la plupart des normes de sécurité ignorées, les transports qui les desservent ridiculement insuffisants.

Mais pour le patronat ces logements à loyers relativement bas permettent de loger la main-d'œuvre aux abords immédiats des entreprises, dans les grandes villes ou dans leur banlieue. Pas question pour le capital de faire construire des logements corrects, c'est-à-dire plus chers, pour la classe ouvrière soit par le biais de l'Etat soit par le biais d'augmentations de salaires qui permettraient aux travailleurs de trouver des logements plus confortables et d'un standing plus élevé. Cela coûterait trop aux patrons.

Et que cette politique conduise parfois à des catastrophes, comme à Argenteuil, cela les capitalistes ne s'en soucient guère.

Le problème irlandais

vu par notre dessinateur

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. Département Presse Offset 4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à **LUTTE OUVRIERE B.P. 152-06 75-Paris-6[e]**

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

Éditorial

Le chômage en 1972 :

VOILA CE QUE NOUS OFFRE LE GOUVERNEMENT

LE ministre du Travail Fontanet, et avec lui le gouvernement, au Conseil des ministres du 5 janvier ont constaté une « érosion du plein emploi ».

De retour de sa promenade à bord du Concorde **aux Açores, le président Pompidou avait tenté de rassurer l'opinion. Grâce à sa clairvoyance et à celle de son ministre des Finances, la menace de crise s'était dissipée.**

Pourtant, les faits viennent contrarier ce bel optimisme : il y avait 320.000 chômeurs en 1969, 375.000 en 1970, 521.000 en novembre dernier, et les experts en prévoient 100.000 de plus pour 1972. Cela représente 2,3 % des travailleurs au chômage. Fontanet voudrait nous rassurer : les Anglais en ont 3,4 % et les Américains 6 %. Quant à l'Allemagne, ils n'en sont qu'à 1,2 % mais le nombre des chômeurs a augmenté de 29,7 % en un mois.

En fait, cela est plus qu'inquiétant. Si avec 5 ou 600.000 chômeurs la France était une exception, cela ne serait pas très grave. Qu'au contraire, avec un tel chiffre, elle se place parmi les pays « favorisés » voilà qui n'est guère rassurant car cela signifie déjà plusieurs millions de chômeurs à l'échelle de l'Europe.

Face à cette situation, notre gouvernement entend réagir. D'abord par une relance du crédit en abaissant le taux d'escompte et en encourageant les investissements industriels sous forme de crédit d'impôt.

Ensuite, le gouvernement pourrait (sic) **agir sur la consommation en augmentant les prestations sociales, en abaissant l'impôt sur le revenu ou en allégeant la T.V.A.**

Donc, dans un premier temps, favoriser les capitalistes pour qu'ils puissent, malgré la crise, continuer à accroître la production, et les profits qui en découlent, et dans un deuxième temps libérer un peu de pouvoir d'achat pour permettre l'écoulement de cette production. Là, bien sûr, les préférences vont à un allègement de la T.V.A. qui favorise les gros commerçants plutôt que le consommateur. Mais le gouvernement fera ce qu'il pourra, en fonction de l'agitation sociale.

Malgré ces mesures, le gouvernement prévoit une extension du chômage.

Pour en limiter les effets, il a déjà envisagé et mis en application la limitation de l'emploi de main-d'œuvre étrangère. Arithmétiquement et xénophobiquement, ça se défend. Socialement, c'est une autre histoire. Car nous verrons bien si tous ceux qui applaudissent au départ des étrangers qui « mangent notre pain » se précipiteront pour s'emparer des bonnes places rendues disponibles sur les chantiers du bâtiment, dans les fonderies ou dans les mines.

Autre mesure, la formation permanente ! A condition d'être un succès, elle permettrait de reclasser 100.000 chômeurs. C'est loin du compte. Ainsi donc, voilà les brillantes perspectives que nous offre cette société : le chômage pour plusieurs centaines de milliers d'entre nous, un horaire toujours aussi long, des cadences de travail accélérées pour les autres et un niveau de vie réduit pour tous. Car pour les bourgeois qui sont au pouvoir, il s'agit de faire marcher l'économie, et faire marcher l'économie, cela signifie tenir et développer la production de ce qui leur rapporte des profits au détriment de ce qui n'est pas « rentable » même si cela est utile voire indispensable à la grande masse de la population.

Des mesures sont prises pour favoriser l'industrie « rentable » (la production de voitures, d'articles ménagers, voire de matériel d'armement) déjà pléthorique mais concurrentielle sur le plan international, sous la forme de subventions d'Etat plus ou moins déguisées, d'une part, et d'une diminution des coûts de production par une augmentation de l'exploitation (augmentation des cadences et réduction des effectifs), d'autre part. Après un tel effort, il ne restera évidemment plus grand-chose pour la production utile mais qui a le désavantage de ne pas créer de profits immédiats.

Car enfin, on ose envisager le chômage, on ose s'accommoder de 5 à 600.000 travailleurs rejetés de la production, alors qu'il y a tant à faire.

Nous manquons de logements, nous manquons de moyens de transport, d'écoles, de stades, d'hôpitaux. Même en ce qui concerne la nourriture, la plupart des travailleurs sont démunis et doivent manger dans des cantines d'entreprise où la base de l'alimentation est constituée de pommes de terre. Et les enfants de la plupart d'entre eux sont au même régime dans les cantines scolaires.

De plus, depuis trente-cinq ans, pour cette vie au rabais, nos patrons nous contraignent à violer la loi sur la durée du travail qui est de 40 heures maximum.

Alors ! Ose-t-on encore parler de chômage ?

Non, messieurs les patrons, nous n'acceptons pas le chômage car nous n'acceptons pas de faire les frais de l'incurie de votre système économique.

Nous sommes capables de produire ce qui est utile à la société.

Nous voulons vivre de ce que nous produisons. Et nous en avons assez de gaspiller notre énergie à suer vos sordides bénéfices.

LIBÉRATION IMMÉDIATE DES TROIS JEUNES EMPRISONNÉS A FIGUERAS

La Ligue Communiste nous a fait part de l'arrestation en Espagne de trois jeunes Français, emprisonnés à Figueras depuis plusieurs jours. Ils seraient inculpés de propagande politique illégale par la justice de Madrid. « Connaissant les pratiques de la police franquiste, **écrit la Ligue,** nous avons tout lieu d'être inquiets quant aux traitements qui peuvent leur être infligés ». **C'est pourquoi la Ligue communiste** « demande à tous les antifascistes de se mobiliser pour tirer au plus tôt ces camarades des griffes de la police franquiste ».

Lutte Ouvrière s'associe pleinement à cette initiative et à toutes celles qui pourraient intervenir dans les jours prochains. Elle invite ses amis et lecteurs à suivre les développements de la campagne engagée par la Ligue avec notre participation et notamment à se rendre au meeting de protestation qui pourrait se tenir à la fin de la semaine. La solidarité doit s'organiser autour des trois emprisonnés de Figueras pour leur libération immédiate !

EN URSS,

CONDAMNATION DE BUKOVSKI

UN nouveau procès politique vient d'avoir lieu en Union soviétique. Le jeune écrivain Bukovski, arrêté en mars dernier, vient d'être condamné à deux ans de prison suivis de cinq ans dans un camp de travail à régime sévère et de cinq ans d'assignation à résidence hors de Moscou.

Après avoir fait un séjour dans un de ces asiles psychiatriques qui ont la réputation de soigner les contestataires, Bukovski fut condamné une première fois en 1967 pour avoir manifesté en faveur des écrivains Siniavski et Daniel.

Cette fois-ci l'accusation lui reprochait d'avoir diffusé des calomnies contre le régime, en URSS même et à l'étranger. Il aurait répandu le bruit que des intellectuels étaient internés de force en hôpital psychiatrique ! Le physicien Sakharov, défenseur des droits de l'homme en U.R.S.S., aurait même tenté de faire témoigner au procès trois de ces anciens internés forcés.

On comprend que devant de telles « calomnies inventées de toutes pièces », la justice soviétique ait préféré refuser aux journalistes étrangers le droit d'assister à l'audience.

Bukovski, à 29 ans, a déjà payé pendant plusieurs années, et il devra continuer à payer cher, le fait de ne pas s'être vendu au régime. Cette fois ce n'est plus l'asile mais la prison et les camps qui l'attendent. La bureaucratie veut faire un exemple pour réduire toute opposition. Elle n'arrive qu'à mettre en valeur le courage de ces intellectuels face à sa lâcheté et à ses crimes.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 4
— Brundage, le sport et les gros sous.

Page 8
— Portrait d'un homme de main.
— « On n'est pas raciste ».
— Un épouvantail de 500 millions.

Page 9
— Racisme en Lozère.

Page 10
— La formation continue.
— Occupation d'un logement à Issy-les-Moulineaux.
— Grève à la prison de Nîmes.

Pages 12-13
— Le scandale des prisons.

Page 14
— Un lycéen exclu pour ses activités politiques à Toulouse.
— Grève à la faculté des lettres de Toulouse.

Page 15
— Les foyers casernes.
— La misère des hôpitaux.

● Les problèmes de la gauche

Page 9
— Le parti socialiste, la force de frappe et le parti communiste.
— A Stains, le P.C.F. présente son programme.

● Dans les entreprises

Page 16
— Echos des entreprises.

Page 17
— Menaces de licenciement ici, heures supplémentaires là.

Page 18
— Grève à Gévelot.
— Licenciement à Bronzavia.
— Grève à la Cipel.

Page 19
— A Babcock-Atlantique, la direction lock-oute.
— Conditions d'embauche à Renault.

Page 24
— A Roussel-Uclaf : des licenciements collectifs aux sanctions individuelles.
— Les préparations des élections à Renault-Billancourt.
— Chasse au P.D.G. à Bronzavia.

DANS LE MONDE

Page 4
— Les spéculateurs spéculent.

IRLANDE

Page 4
— Un débat qui ne pouvait avoir lieu à la télévision anglaise.

BENGALE

Page 5
— De Londres à Dacca et Islamabad.

U.R.S.S.

Page 6
— Les Juifs en U.R.S.S.

PEROU

Page 7
— Les femmes de mineurs s'organisent.

GRANDE-BRETAGNE

Page 7
— Procès d'anarchistes.

DIVERS

Page 11
— Revue de presse.

Page 20
— Les livres.

Pages 21-22
— Feuilleton.

Page 23
— Cinéma.

Quinze jours à peine après les accords de Washington :

Les spéculateurs spéculent et les monnaies dégringolent

A ce qu'il paraît, l'accord monétaire de Washington devait résoudre la grave crise du système monétaire international. Oh, pas complètement, car même le plus sans-gêne des glorificateurs de cet accord n'eût osé prétendre que le système monétaire était désormais à l'abri des crises. Mais enfin, on claironnait que les dix pays capitalistes les plus riches étaient parvenus à parer au plus pressé ; que la dévaluation du dollar et la réévaluation concomitante de certaines autres monnaies assureraient au moins pour un certain temps une stabilisation ; que la confiance se rétablissant, la spéculation cesserait ; que, en particulier, tous les dollars spéculatifs en vadrouille dans les quatre coins du monde retourneraient aux U.S.A., réduisant ainsi le déficit de la balance de paiement de ceux-ci. Enfin et surtout, que la crise économique qui se dessinait derrière la crise monétaire s'effacerait à la faveur de la solution de cette dernière.

Eh bien, il faut croire que les sommités de l'économie, tout comme les gouvernements qu'ils représentent, sont parfaitement incapables d'arrêter l'écroulement monétaire.

Dans l'univers des papiers-monnaie sans autre valeur que celle que leurs usagers leur prêtent, l'accord de Washington n'avait une chance de donner quelques résultats immédiats qu'à la condition que le bluff marche, que l'illusion de la stabilisation acquise rétablisse la confiance.

Le bluff n'a pas marché. La défiance à l'égard des monnaies papier reste entière. Elle alimente cette nouvelle ruée vers l'or qui a pris plus d'ampleur encore depuis la prétendue solution de la crise. En tout cas, le cours du métal jaune vient d'atteindre un niveau qu'il n'avait jamais atteint antérieurement.

La spéculation continue de plus belle. Les spéculateurs — c'est-à-dire peu ou prou tous ceux qui manient de grandes quantités de monnaies — ne sont, de toute évidence, nullement persuadés de la pérennité de l'échafaudage monétaire de Washington. Ils ont tout l'air, au contraire, de s'attendre à de nouveaux réajustements monétaires à brève échéance. En tout cas, signe de défiance en particulier à l'égard du dollar, ceux qui en possèdent continuent à chercher à s'en débarrasser.

Même si, à cause des réajustements décidés à Washington, il leur faut payer plus cher les monnaies momentanément plus « fortes ». Même le Japon est de nouveau ébranlé par les vagues de dollars spéculatifs qui viennent pour être échangés contre le yen, pourtant c'est cette monnaie qui a le plus « augmenté de prix » par rapport au dollar.

Voilà donc, au-delà de l'optimisme de commande de ceux qui nous gouvernent, au-delà des campagnes de sourires de toutes sortes, ce qui est l'indice de l'avenir qui se prépare, que l'on nous prépare. Et derrière la crise monétaire qui, malgré tous les mensonges triomphants, n'a pas été résolue ni même atténuée, se profile la crise économique avec toutes ses conséquences pour les travailleurs.

Georges KALDY.

Le malade est guéri, disent les gouvernants... mais la Bourse a déjà la fièvre. (Ph. U.P.I.)

Brundage, le sport et les gros sous

A mesure que l'on se rapproche de la date d'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver 1972, à Sapporo au Japon, M. Avery Brundage, président du Comité International Olympique (C.I.O.), se fait de plus en plus menaçant à l'égard des concurrents qui ne se montreraient pas de véritables amateurs, en acceptant de porter des marques publicitaires sur leur équipement ou en recevant des rétributions quelconques, sous des formes déguisées. Cet irrascible rebouteux de la pureté sportive envisage même de supprimer l'appellation contrôlée de « Jeux Olympiques » pour la remplacer par « Championnats du monde ».

Brundage n'en est pas à sa première colère, tant en ce qui concerne le véritable amateurisme que l'influence toujours croissante de la politique sur les stades. Mais sa réaction ne peut être qualifiée que d'hypocrite lorsqu'on considère cet artcile de la Charte olympique :

« Un amateur est celui qui s'adonne et s'est toujours adonné par goût et par distraction, ou pour son bien-être physique et moral, à la pratique du sport sans en tirer aucun profit matériel, directement ou indirectement, etc. »

Or, la réalité infirme complètement cette déclaration. Les vedettes olympiques, pour la plupart, ne peuvent être que des professionnels de fait.

En effet, un champion de classe internationale, s'il veut conserver et rehausser son « niveau » doit s'entraîner de trois à six heures par jour, et même plus, selon les spécialités ; il doit participer souvent à toutes sortes de compétitions internationales, il doit se déplacer d'une région à l'autre, etc. Ainsi, pour préparer les Jeux Olmpiques de Mexico, qui avaient lieu à trois mille mètres d'altitude, on avait créé des centres d'entraînement en altitude pour habituer les concurrents à un régime atmosphérique différent de celui dans lequel ils évoluent quotidiennement.

Par ailleurs, c'est par l'allongement continu de l'entraînement quotidien, par son intensification que s'expliquent, pour une grande part, les améliorations des performances et les records pulvérisés.

Donc, le sportif, qui essaie d'échapper à sa condition sociale, qui veut gagner beaucoup d'argent ou qui cherche la considération, ou les deux à la fois, finit par accepter de devenir une véritable bête de stade, calibrée, surentraînée, à l'aide des derniers cris de la technique. Et, quelquefois tragiquement, comme Bozon, mort l'année dernière sur la piste, les vedettes olympiques sont transformées en commis voyageurs de leur Etat, ou en représentants d'une grosse firme commerciale.

Par conséquent, n'en déplaise à Brundage, tant que toutes les manifestations sportives de par le monde resteront la foire aux muscles qu'elles sont, elles n'échapperont pas à la loi de ce régime qui pourrit tout ce qu'il touche :

Faire de l'argent, encore de l'argent, toujours de l'argent.

Denis BESSON.

IRLANDE :

Un débat qui ne pouvait avoir lieu à la télévision anglaise

LE 5 janvier dernier, un débat sur l'Irlande, se présentant sous la forme d'une « enquête » menée par un « tribunal » passait à la télévision anglaise. Ce ne fut finalement qu'une discussion académique. Mais était-il possible que ce soit autre chose ? Certes, il y avait là Bernadette Devlin, la jeune député d'Irlande du Nord, le pasteur Paisley, fanatique défenseur des protestants, et, à côté d'eux, un certain nombre de personnalités travaillistes, dont M. Wilson, l'ancien Premier ministre. Mais, à part Bernadette Devlin, tous avaient le souci évident d'apparaître comme des gens raisonnables, évitant les excès oratoires, cherchant les positions de conciliation.

C'est ainsi que l'on vit M. Wilson dire qu'il faudrait bien un jour envisager une unification de l'Irlande, mais cela, sans conviction, sans indiquer si, sur ce problème, l'ancien Premier ministre avait un programme précis.

Mais, en fait de débat, il ne pouvait pas y en avoir car il manquait les véritables protagonistes de la crise : les membres de l'I.R.A. tout d'abord, interdits sur les ondes, et les représentants du gouvernement de Belfast et ceux du gouvernement anglais qui, eux, boycottaient l'émission.

Cette émission, finalement décevante, avait pourtant été l'objet, avant son passage, d'un débat passionné. Le gouvernement de Heath, trouvant dangereux de permettre une telle discussion à la télévision, en pleine crise en Irlande, n'avait pas caché son opposition, et avait fait toutes sortes de pressions pour que le programme de la BBC fût modifié. La BBC a tenu bon, l'émission est passée. Il est certain qu'en France, pendant la guerre d'Algérie, un tel débat, même quelque peu académique, aurait été impossible.

En attendant, le véritable débat sur l'Irlande, c'est dans la rue qu'il se poursuit. Une série d'attentats à la bombe ont à nouveau réveillé la crise. Et la seule réponse du gouvernement de Heath a été de décider de nouvelles mesures de répression. Dorénavant, il est permis aux soldats britanniques « de faire plus largement usage de leurs armes » ils pourront tirer à vue sur n'importe qui, et en plus des pistolets et fusils dont ils se servaient déjà, ils pourront utiliser la mitraillette.

C'est une véritable provocation. Et c'est à croire que ce que cherche Heath en Irlande, c'est l'aggravation de la guerre civile.

Catherine LORAINE.

DE LONDRES A DACCA ET ISLAMABAD...

Comme larrons en foire

MYSTERE de la géographie politique, le chemin le plus court entre Islamabad et Dacca semble désormais passer par Londres, puisque c'est dans la capitale anglaise que Sheikh Mujibur Rahman s'est immédiatement rendu après sa libération, avant de regagner, via New Delhi, le Bengale oriental où l'attend la présidence du gouvernement. Cette première visite en dit d'ailleurs long sur le rôle que l'impérialisme britannique continue à jouer dans le sous-continent indien, et sur les sentiments d'allégeance que le leader de la Ligue Awami s'apprête à lui manifester.

Sheikh Mujibur Rahman est libre. Le Bengale oriental sera indépendant, mais le nouvel Etat bengali défend déjà des intérêts qui ne sont pas ceux des masses.
(Ph. U.P.I.)

La libération de Sheikh Mujibur Rahman ne constitue en tout cas pas une surprise. On en parlait beaucoup depuis quelques jours, et elle était effectivement dans l'ordre des choses, puisqu'elle correspondait en fait aux intérêts de tous les protagonistes du conflit indo-pakistanais, de New-Delhi comme d'Islamabad.

La situation intérieure du Bengale oriental est en effet préoccupante pour tous les défenseurs de l'ordre impérialiste. Si le gouvernement du Bangla-Desh a jusqu'ici réussi à dominer cette situation, avec l'appui et la bénédiction des troupes indiennes, chacun sait qu'elle reste dangereusement instable, surtout dans un pays où une partie de la population, et en particulier les éléments les plus politisés, restent armés. Or d'éventuels soulèvements populaires dans l'ex-province orientale du Pakistan ne constitueraient pas seulement un problème intérieur pour le nouvel Etat bengali indépendant. Par leur exemple, et le risque de contagion qu'ils représenteraient, ils constitueraient un phénomène inquiétant pour tous les gouvernements de cette partie du monde, et en particulier pour le gouvernement indien. Cela, non seulement pour des raisons géographiques, mais aussi pour des raisons politiques : la partie occidentale du Bengale faisant jusqu'ici partie intégrante de l'Etat indien.

Par le prestique dont il paraît jouir aux yeux du peuple bengali, Sheikh Mujibur Rahman est sans doute l'homme dont la présence à la tête du gouvernement du Bangla-Desh pourrait le mieux garantir un prompt et complet retour à l'ordre, c'est-à-dire la reprise en mains de la situation par un appareil d'Etat bien structuré. Dès son retour de Londres, il va pouvoir s'employer à cette tâche.

Le gouvernement pakistanais est certes moins sensible à cet aspect des choses. Mais il pouvait espérer négocier avec le leader bengali les meilleures relations possibles pour l'avenir entre les deux parties de l'ex-Etat pakistanais uni, les conditions de sécession les plus favorables au gouvernement d'Islamabad. M. Ali Bhutto avait certes peu de moyens de pression directe efficaces à sa disposition. Mais contrairement à ce que les apparences pourraient laisser croire, l'établissement de relations plus ou moins amicales entre le Pakistan et le Bangla-Desh, loin d'être une impossibilité, est, malgré le sang versé depuis des mois, dans l'ordre des choses.

Les dirigeants de Dacca ne peuvent en effet manquer d'être quelque peu gênés dans leur liberté de manœuvre par l'encombrante « amitié » de leur voisin indien. L'armée indienne est en effet toujours présente au Bengale oriental, et l'Inde espère bien pouvoir faire du Bangla-Desh un Etat qui lui soit le plus favorable possible, c'est-à-dire en fait qui soit le moins indépendant possible. Pour s'opposer à cette pression, le meilleur atout des dirigeants de la Ligue Awami reste l'amélioration de leurs relations avec Islamabad.

Le gouvernement pakistanais ne peut manquer de mettre à profit cet état de choses, ni d'utiliser la présence sur son territoire de cet hôte forcé qu'était jusqu'à samedi dernier Sheikh Mujibur Rahman que sa position de prisonnier avait quelques chances de rendre plus compréhensif.

La marge de manœuvre du leader de la Ligue Awami était cependant limitée par le fait qu'il ne pouvait pas faire n'importe quelle concession au Pakistan sans risquer de remettre en cause la popularité dont il jouit au Bengale.

M. Ali Bhutto a manifestement compris à merveille les différents impératifs de la situation, et à la veille de la libération de Sheikh Mujibur Rahman, il a fait une déclaration publique à la presse qui se voulait à la fois un certificat de nationalisme intransigeant, un témoignage d'estime décerné à son futur-ex-prisonnier et sa reconnaissance comme chef du nouvel Etat bengali. **« Mes conversations avec lui ne l'influencent pas,** a-t-il déclaré. **Il sait ce qu'il veut. Il est le chef de son pays et ses pensées sont avec son peuple. »**

Les dirigeants bourgeois ne sont décidément pas à un retournement près pour défendre leurs intérêts, et ce n'est pas la pensée du sang qu'ils ont fait verser qui peut les empêcher de se serrer la main sur des monceaux de cadavres.

François DUBURG.

MEETING LUTTE OUVRIÈRE A LA MUTUALITÉ

La Chine gardienne de l'ordre impérialiste en Asie

L'ENTREE de la Chine à l'O.N.U., le voyage de Nixon à Pékin, l'appui de Mao au dictateur pakistanais Yahya Khan et la convergence des positions chinoises et américaines lors du récent conflit dans le sous-continent indien... ont amené une partie de la gauche et de l'extrême-gauche à se poser de nombreuses questions sur les perspectives de la Chine de Mao, le rôle qu'elle jouait, qu'elle pouvait jouer en Asie.

Sur ce sujet, Lutte Ouvrière a organisé sa dernière réunion publique à la Mutualité. Près de 1 500 personnes y ont assisté, dont l'immense majorité était venue pour entendre ce que nous avions à dire, à part quelques maoïstes ayant placé leur participation sous le signe de leur attachement indéfectible et bruyant à la « Chine Rouge ».

Devant une salle attentive, un premier camarade s'est attaché à retracer les conditions historiques de l'arrivée au pouvoir de Mao-Tsé-Tung, montrant qu'il ne s'était à aucune étape appuyé sur la classe ouvrière. L'Etat construit en 1949 par le Parti « Communiste » chinois plongeait ses racines dans la paysannerie, la petite bourgeoisie des villes et la partie de

la bourgeoisie qui avait rallié le nouveau pouvoir. C'était un Etat bourgeois.

Les relations de cet Etat avec l'U.R.S.S., ont fait couler beaucoup d'encre. Et les violentes polémiques qui viennent de retentir à la tribune des Nations Unies illustrent une fois de plus la dégradation des rapports entre les deux pays. La rupture U.R.S.S.-Chine était inscrite dans la nature même de l'alliance nouée en 1950, alliance au sein de laquelle chaque partenaire défendait exclusivement ses intérêts nationaux. A partir du moment où les intérêts politiques de l'U.R.S.S. et de la Chine ont divergé, le conflit devenait inévitable. C'est ce qu'a montré le second camarade.

Enfin, la deuxième partie de la réunion a été consacrée à l'examen des développements récents de la situation dans l'Asie du Sud-Est, et plus particulièrement des relations entre la Chine de Mao et l'impérialisme américain.

L'entrée de la Chine à l'O.N.U. répond à un très ancien désir de la Chine populaire. Elle est liée au changement d'attitude de l'impérialisme américain par rapport à la Chine. Ce changement s'explique lui-même par la nécessité dans laquelle se trouvent les U.S.A. de mettre sur pied une solution viable pour toute l'Asie du Sud-Est, après leur départ probable du Sud-Vietnam. Et dans le plan qui s'ébauche, dont une première étape est justement le rapprochement Nixon-Mao, la Chine est destinée à jouer le rôle de gardienne de l'ordre impérialiste en Asie.

Les Juifs en U.R.S.S. et la politique de la bureaucratie

Il y a un an presque jour pour jour le monde apprenait avec stupeur que cinq Juifs risquaient la mort à Léningrad pour avoir tenté de quitter l'U.R.S.S. « par la force ».

Aujourd'hui, bien que les condamnés de Léningrad soient toujours en prison, la situation a quelque peu évolué pour les Juifs d'U.R.S.S., notamment sous la pression de l'opinion mondiale. Et même une personnalité peu suspecte d'être favorable au régime russe comme M. Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, se déclare heureux, dans une lettre au Monde du 28 décembre, « que l'U.R.S.S. ait établi sa nouvelle politique concernant l'émigration des Juifs... ».

Depuis quelque temps, l'U.R.S.S. a entrouvert ses portes à l'émigration dont le

(Ph. L.O.)

flot le plus important se dirige vers Israël et celle-ci ne semble pas prête de se tarir malgré les déclarations de Kossyguine qui, lors d'un récent voyage en Norvège, a répondu à un journaliste que « seule une minorité » de Juifs soviétiques souhaitait immigrer.

Selon Israël, l'émigration se fait au rythme d'environ 1.500 personnes par semaine. Si cela n'est qu'une minorité, comme dit Kossyguine, il faut bien constater que cela peut faire, au bout d'un an, une minorité importante. Au pays du « communisme triomphant », les sentiments sionistes, les aspirations nationales de la communauté juive qui compte 2 millions et demi de membres, semblent rester suffisamment vivaces. Assez en tout cas pour qu'un grand nombre de familles préfèrent tout abandonner et voient, dans le départ pour Israël, l'espoir d'une vie meilleure. Il faut croire que, sous le « communisme », version Brejnev-Kossyguine, tout le monde n'est pas si heureux que ça...

Bien entendu, il n'y a là rien de particulier à la communauté juive. L'absence totale des libertés politiques les plus élémentaires, la vie matérielle encore souvent précaire, la tutelle oppressante de la bureaucratie et de la police dans tous les domaines de la vie, affectent l'existence de toute la population soviétique.

Mais l'hostilité que rencontrent les Juifs auprès des autorités provient aussi du fait que nombre d'entre eux sont partie intégrante de l'intelligentsia et que cette intelligentsia, véritable pépinière d'opposants, est la bête noire du régime. Chaque coup porté aux Juifs devient, ipso facto, une menace visant à intimider l'ensemble des intellectuels.

Du régime tsariste...

L'Union Soviétique est une mosaïque de peuples, dotés de langues, de coutumes, de religions différentes. Les Juifs, comme les Arméniens et Ukrainiens, les Géorgiens ou les Biélorussiens, ont derrière eux un long passé d'oppression nationale : l'autocratie des tsars était aussi la dictature des couches dirigeantes grand-russes sur les autres nationalités. Imposant la langue russe dans les écoles et les administrations, contre les langues locales, elle combattait toutes les tendances séparatistes, ou même toutes les manifestations culturelles autres que russes. A l'époque tzariste, la communauté juive, dispersée essentiellement dans les villes d'Ukraine et de Biélorussie, parlant le yiddisch et non le russe, devait souffrir particulièrement de cet état de choses. Pas plus que celle des autres nationalités, l'existence de la communauté juive n'était reconnue. Des entraves étaient mises à la circulation des Juifs sur le territoire russe, le pouvoir cherchant à les confiner dans les provinces périphériques. En 1915, toutes les publications en hébreu étaient interdites, et il fut même interdit de correspondre en yiddisch. A ces persécutions gouvernementales s'ajoutaient les pogroms, expéditions punitives déclenchées dans les ghettos juifs et couvertes par le tsarisme.

...à la révolution de 1917

La révolution de 1917 est donc apparue, pour tous les peuples opprimés de la Russie, comme l'aurore de la liberté. La reconnaissance effective des droits nationaux figure parmi les premières mesures du pouvoir soviétique. Le 15 novembre 1917, la Déciaration des Droits des peuples de Russie proclame le principe du « libre développement des minorités nationales et des groupes ethniques résidant sur le territoire de la Russie ». Le principe du droit des nationalités est à nouveau affirmé dans les Constitutions de 1918, 1922, 1924. La Constitution de 1925 de la R.S.F.S.R. (République fédérative de Russie) reconnaît encore « totalement incompatible avec les lois fondamentales de la république toute oppression des minorités nationales, sous quelque forme que ce soit » et stipule que les citoyens « ont le droit d'utiliser librement leur langue maternelle dans les assemblées, les tribunaux, les administrations et la vie publique » et aussi « le droit de recevoir l'instruction dans leur langue maternelle ». En tout cas, les bolcheviks au pouvoir tenaient à rompre radicalement avec le chauvinisme grand-russe, propre au pouvoir tsariste.

Les premières années de la révolution virent éclore une vie culturelle juive intense : ouverture d'écoles juives, parution de nombreux journaux et livres en langue yiddisch, ou en hébreu, troupes théâtrales juives. Au même titre que les autres nationalités de l'U.R.S.S., les Juifs purent avoir, dans les villes où ils étaient majoritaires, des administrations, des tribunaux, des écoles en langue yiddisch.

Le stalinisme écrase tout

Le développement du stalinisme, l'emprise de plus en plus grande de la bureaucratie, la dictature sanglante du « chef génial » et de ses successeurs ont réduit la légalité soviétique à une coquille vide. En même temps que les droits politiques élémentaires disparaissaient, les droits nationaux subissaient le même sort. Dans sa volonté d'étouffer toute pensée indépendante, le stalinisme en vint très rapidement à étouffer les droits nationaux eux-mêmes, en particulier pour la communauté juive. Car, si Staline n'était guère gêné que l'on chante ses louanges en ukrainien plutôt qu'en russe, il était plus difficile pour sa dictature de tolérer la persistance de la communauté juive : celle-ci, loin d'être concentrée sur un territoire comme les autres nationalités, est éparpillée dans de nombreuses villes, où elle est minoritaire. Admettre l'autonomie, ne serait-ce que culturelle, de la communauté juive, c'était admettre qu'il puisse exister, sur tout le territoire de l'U.R.S.S., puisque cette communauté était assez largement dispersée, des gens entretenant entre eux des contacts directs sur le plan personnel, échangeant des informations, culturelles ou autres. Alors que la bureaucratie, dans son désir de tout contrôler, réglementait strictement les déplacements (les interdisant la plupart du temps), limitait la correspondance d'une région du pays à l'autre, empêchait les échanges, une « autonomie culturelle » pour les Juifs devenait, dans ce régime policier, proprement impensable. Et c'est ce que traduisit Staline sur le plan « théorique » en affirmant qu'un peuple sans territoire propre ne pouvait avoir de droits nationaux. Dès lors, après l'échec de la tentative d'émigration au Birobidjan — qui consistait à tenter de créer, dans cette région d'Extrême-Orient, une République fédérée juive — la communauté juive soviétique assista à l'étouffement progressif de ses droits. Les journaux en langue yiddisch disparurent peu à peu, en même temps que les écoles, les théâtres yiddisch.

Mais il faut noter que, dans ce domaine, la politique de la bureaucratie à

Pendant le procès de Léningrad, il y a un an, des Juifs russes rassemblés devant le tribunal. (Ph. U.P.I.)

l'égard de la communauté juive ne fut pas rectiligne et fluctua au gré des intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S. Pendant la guerre, alors que Staline recherchait l'appui des Juifs, à l'intérieur mais surtout à l'extérieur du pays, on assista à une certaine libéralisation contrastant avec la période antérieure. Cette « libéralisation » devait disparaître avec la « guerre froide ».

Le signal de la liquidation totale fut donné en 1948, avec la disparition totale des dernières maisons d'édition juives. En même temps, le théâtre juif de Moscou fermait ses portes. Salomon Mikhoels, président du « Comité antifasciste juif », formé pendant la guerre, était assassiné par la police et son comité dissout. Pendant des années, la seule publication en yiddisch de toute l'U.R.S.S. devait être la Birobidjaner Stern, tirée à mille exemplaires et diffusée seulement au Birobidjan. Interdiction de fait de parler, de lire et d'écrire sa langue, tel fut l'aspect suave de la dictature stalinienne pour les Juifs d'U.R.S.S. En même temps, un véritable antisémitisme officiel se développait avec le « procès des blouses blanches » qui accusait une série de médecins juifs de complot contre le régime.

Après comme avant Staline : antisémitisme pas mort

Les successeurs de Staline n'ont guère rompu avec ses méthodes dans ce domaine. Si, pour répondre aux critiques occidentales, un certain nombre de livres yiddisch ont été publiés, ni le théâtre yiddisch, ni les écoles, n'ont été rétablis, au mépris des droits inscrits dans la Constitution soviétique.

Cette répression qualifiée hypocritement d'anti-sionisme est le contrepoint à l'intérieur de l'U.R.S.S. de sa position diplomatique au Moyen-Orient.

Mais pour ce faire, la bureaucratie soviétique ne dédaigne pas, à l'occasion, d'utiliser l'antisémitisme plus ou moins avoué comme forme de gouvernement. Que les gouvernements successifs de l'U.R.S.S. aient pu, de la même façon, spéculer sur les préjugés antisémites les plus bas qui subsistent dans une partie de la population soviétique, suffit à les juger et permet de comprendre pourquoi pour de nombreux Juifs d'U.R.S.S., leur pays est devenu une prison dont ils ne cherchent qu'à fuir.

Le retour à Lénine dans ce domaine, signifie la reconnaissance effective des droits des nationalités en U.R.S.S. Cela figure, intégralement, au programme des révolutionnaires, y compris le droit pour les Juifs d'émigrer hors des frontières de l'U.R.S.S. et même en Israël s'ils le désirent, bien que nous soyions convaincus que la « solution sioniste » n'en soit pas une.

André FRYS.

Pérou

Les femmes de mineurs s'organisent

NOUS avons publié dans les numéros 172 et 173 de **Lutte Ouvrière** des textes concernant la répression sanglante dont furent victimes les travailleurs grévistes de la mine de Cobriza.

Les femmes de ces mineurs ont constitué un Comité. Elles ont lancé un appel le 15 décembre 1971 où elles rappellent les conditions du massacre de Cobriza dont le bilan définitif ne peut être encore dressé. Elles signalent également la découverte de cinq cadavres dans une rivière qui s'ajoutent aux trente déjà dénombrés. Et elles poursuivent :

« L'entreprise licencie tous les ouvriers combatifs et les menace : « ou tu t'en vas volontairement, ou nous te faisons déporter au Sepa... ». On arrête nos hommes sous n'importe quelle inculpation et on les enferme pendant trois jours au commissariat. Quand ils reviennent au travail, on les licencie sous prétexte « d'abandon du travail »... Le juge de Coris approuve tout cela. Si les mineurs refusent de signer leur feuille de licenciement, on les arrête de nouveau, comme cela est arrivé à des camarades qui sortaient libres du poste de police.

Ces licenciements par contrainte vont à l'encontre des lois reconnues par la constitution péruvienne. Mais l'entreprise foule aux pieds toutes les lois et, non contente de nous exploiter, elle passe par dessus des lois et cela avec l'aide et l'appui de la police.

. . . . . .

La situation terrible dans laquelle nous nous trouvons avec nos enfants leur importe peu. Nos enfants ont faim et souffrent de maladies.

Frères ouvriers ! Est-ce juste ce que l'entreprise a fait avec nous et avec nos hommes ? Est-ce juste que les militaires appuient l'entreprise dans ces abus et la répression contre les ouvriers combatifs, leurs femmes et leurs enfants ? Vous avez la parole, vous devez dénoncer tout cela et nous aider dans notre lutte.

Nos enfants en âge scolaire ont été expulsés des écoles avant la fin de l'année scolaire pour les « punir » des « crimes » de leurs pères. Ce sont les victimes innocentes de la répression qui s'abat sur leurs pères et sur le peuple. Les enfants chassés ainsi des écoles sont traumatisés par la peur et par la façon dont les traitent les policiers et les soit-disant « assistantes sociales », qui servent les intérêts de l'entreprise minière. On a distribué des certificats d'études à nos enfants, comme s'ils avaient terminés leurs classes. Ces certificats sont signés par le super-intendant de la Zone, ce qui démontre la complicité du ministère de l'Education, qui veut empêcher nos enfants de recevoir une instruction.

Nous, les femmes, sœurs et filles de ceux qui n'avaient pas peur de se battre et qui furent assassinés, emprisonnés ou qui ont disparu, nous nous trouvons dans la rue, avec nos enfants dans les bras, cherchant le pain de tous les jours et où trouver un abri pour la nuit. Qu'est-ce que nous avons reçu jusqu'à présent ? Nous nous sommes heurtés à l'indifférence, mais aussi, ceux qui sont trompés par les journaux, nous ont insultés. On nous appelle « les femmes des ultra-gauchistes » ou encore « des contre-révolutionnaires ». Mais nous comprenons maintenant qu'aucune véritable révolution ne serait d'accord avec ce qui se passe actuellement à Cobriza et dans tous les autres centres miniers de Cerro de Pasco d'où un grand nombre de combattants ouvriers ont été licenciés et envoyés au camp de concentration du Sepa.

Le Comité que nous avons formé pour résister jusqu'à la libération de nos hommes et jusqu'à leur réintégration au travail, lance un appel à nos frères, aux ouvriers conscients et à tous ceux qui ont le courage de dénoncer les injustices commises par l'entreprise minière en complicité avec les forces de police. Nous demandons une aide morale et matérielle pour pouvoir survivre et pour continuer à lutter pour la libération de tous les détenus ainsi que pour une indemnisation aux veuves et aux orphelins de nos frères mineurs, morts sous les balles de la police. »

Les mineurs péruviens lors de la marche effectuée en 1969 pour une augmentation de salaire. (Ph. U.P.I.)

Quant aux autorités péruviennes, après avoir gardé le silence sur le massacre, elles ont été contraintes de prendre position après la publication par la presse péruvienne (notamment **El Commercio)** du communiqué de soutien aux mineurs publié en France par le « Comité solidarité Pérou » et signé, entre autres, de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Daniel Guérin, etc.

Le ministre des Mines a tout simplement déclaré qu'il s'agissait d'une manœuvre « communiste », que les mineurs étaient des « contre-révolutionnaires » mais qu'il ferait une enquête... pour savoir comment les informations sur Cobriza avaient pu sortir du Pérou. La justice des généraux est en marche. La bourgeoisie péruvienne peut dormir tranquille.

J.L.

Grande-Bretagne

La brigade de la colère et les procès d'anarchistes

Un procès politique dont on a peu parlé en France. Nous avons reçu du Comité de soutien aux prisonniers politiques de Grande-Bretagne, le communiqué suivant dont nous publions de larges extraits :

LE 1er décembre 1971, à l'Old Bailey, la « Cour centrale criminelle » de Londres, Jake Prescott était condamné à quinze ans de prison ferme pour participation à une « conspiration en vue de provoquer des explosions » (c'est-à-dire à la Brigade de la colère). Seules « preuves » retenues contre lui : son écriture retrouvée sur TROIS enveloppes ayant servi à envoyer des communiqués de la Brigade de la colère. Son coinculpé, Ian Purdie, était acquitté, mais une affaire de chèques permet de le garder sous les verroux. A noter que, pour des délits relatifs à la même affaire de chèques, Prescott était condamné concurremment à cinq ans ferme...

Les accusés

Dix personnes sont actuellement incuipées de participation à la « conspiration » de la Brigade de la colère. Il s'agit d'abord des « six de Stoke Newington », arrêtés les 22 et 23 août dans ce quartier du nord de Londres : George Buchanan, Hilary Anne Creek, James Greenfield, Anna Mendelson (qui vivaient en communauté dans un appartement à Amhurst Road, où la police aurait découvert l' « arsenal » de la Brigade de la colère), Christopher Michael Bott, et Stuart Christie (tous deux arrêtés alors qu'ils venaient en visite à l'appartement).

Manifestement, c'est de Stuart Christie que les autorités entendent faire la figure centrale du procès des six de Stoke Newington. Déjà le commandant Bond, de Scotland Yard, responsable de l'enquête sur la Brigade de la colère, l'a présenté comme « l'élément moteur principal » de la conspiration. Il a également donné à entendre que l'accusation serait fondée sur... l'ensemble de l'activité politique de Stuart Christie. Il est vrai qu'il s'agit d'une prise de choix pour la police. Condamné en 1964 à vingt ans de prison pour transport d'explosifs par les juges de Franco, il ne dut qu'à l'énergique campagne de solidarité qui fut alors entreprise par l'ensemble du mouvement libertaire européen d'être libéré au bout de trois ans et demi seulement. Rentré en Angleterre, il devint l'un des animateurs de l'Anarchist Black Cross, qui organise la solidarité internationale pour les groupes les plus militants de l'antifascisme libertaire ; il participe à la rédaction de son bulletin Black Flag **et est l'auteur, avec Albert Meltzer, d'un livre :** « The Floodgates of Anarchy » **(littéralement :** « Les vannes de l'anarchie »). **Le commandant Bond a admis que, depuis son retour en Angleterre, il y a quatre ans, Stuart Christie a été placé sous surveillance constante, et a été fréquemment l'objet de fouilles et de perquisitions. C'est dans la voiture de cet homme marqué — et qui le savait bien — que la police affirme avoir retrouvé deux détonateurs au moment où elle l'a arrêté...**

Une démocratie bien tranquille

Les quinze ans reçus par Jake Prescott montrent ce que risquent les six de Stoke Newington et les quatre autres inculpés ; et les cinq ans qui lui ont été infligés concurremment montrent comment la justice anglaise risque de se rattraper pour Ian Purdie. L'importance politique que la bourgeoisie britannique accorde à cette affaire explique la férocité de la sentence. Il s'agit d'une condamnation « pour l'exemple ». La panique (réelle ou entretenue) qu'ont provoqué les actions de la Brigade de la colère dans une partie de la classe dirigeante se manifeste dans le luxe inouï de précautions qui a entouré l'ouverture solennelle du Parlement par la Reine, début novembre.

Il faut voir que la lutte contre « l'ennemi public numéro un » (selon une déclaration de Scotland Yard du 23 juin) permet à la police de redorer son blason, à un moment où plusieurs affaires risquaient de ternir sa réputation. La police de la ville de Leeds, en particulier, semble s'être fait une spécialité des affaires de corruption et de brutalités. En fait, il s'agit de masquer que l'abandon de l'éthique du bon « bobby » britannique est fatale dans la crise que connaît la société britannique. Déjà affaiblie par un chômage massif au moment où son adhésion au Marché commun la force à une reconversion accélérée, elle doit faire face à l'explosion de la situation irlandaise.

L'utilisation systématique de méthodes dépassant largement le simple passage à tabac, et tenant plutôt de formes de torture « sophistiquées », par l'armée britannique en Irlande du Nord, montre bien où débute la brutalisation de la société britannique (voir à ce sujet les interviews publiées dans Le Monde **du 24 décembre 1971). Les autorités semblent prévoir l'extension de cette brutalisation, puisqu'elles ont en projet la création de forces régionales anti-émeutes, dotées de véhicules blindés, qui seraient formées à partir des unités de l'armée territoriale. Ces forces pourront s'occuper des « éléments incontrôlés » qui pourraient surgir en cas d'intensification des conflits sociaux et des haines raciales. L'histoire du gaz C.S. peut servir de parabole : la Grande-Bretagne détient le monopole de sa fabrication dans le monde. Il fut d'abord réservé à l'exportation ; son utilisation, et celle du « lance-patates », fut introduite en Irlande du Nord à partir de 1969. En décembre 1971, la police de Birmingham devenait la première à l'employer en Angleterre, pour s'emparer d'un homme qui s'était barricadé chez lui.**

Comité de soutien aux prisonniers politiques en Grande-Bretagne.

Solidarité, informations : Stoke Newington Six Fund c/o Compendium Books, 240 Camden High Street, London N.W.I.

Le groupe de défense d'Ian et Jake, en dépit des attentions répétées de la police, a repris ses activités, sous le nom de « People seeking Justice for Purdie and Prescott » (« Gens réclamant justice pour Purdie et Prescott »).

Adresse : P.S.J.P.P., 374 Grays Inn Road, London W.C.I.X., 8BB.

Portrait d'un homme de main

JE vais simplement vous signaler... ce qui pourrait vous arriver si vous ne respectiez pas la parole donnée pour ce fameux prêt (de 5.000 F que vous m'avez promis). **Vous m'avez, d'une part, pris pour un con, d'autre part, mis dans une situation intenable. A vous de jouer. Je ne voudrais pas être obligé de me déplacer moi-même avec Bruno et Joly... je serais forcé de leur expliquer des choses embêtantes. »**

Le style, c'est l'homme.

L'homme : Gilbert Le Cavelier, 28 ans, ancien para, gorille du Service d'Action Civique (le S.A.C.), responsable du service d'ordre d' **« Ordre Nouveau »,** indicateur de police, maître-chanteur, appariteur musclé — pardon : responsable des vigiles universitaires de M. Guichard —, utilisé par la C.F.T., et sans doute « contractuel » du S.D.E.C.E.

Associé de l'E.T.E.C., la société gaulliste de chantage et d'extorsion de fonds, il est le seul inculpé encore en liberté provisoire.

C'est beaucoup pour un seul homme ; aussi, pour l'édification du public (ou pour une somme rondelette ?), Le Cavelier n'a pas hésité à s'expliquer dans **L'Express,** en long, en large, et en travers.

Indicateur de police il est manipulé par l'officier de police Boucher : troisième étage de la préfecture, escalier E, bureau 2300, ODE. 91-61. D'ailleurs, l'essentiel de son « travail » à l'E.T.E.C. consistait à **« ficher des personnalités d'extrême-droite et d'extrême-gauche »** en trois exemplaires : un pour l'E.T.E.C., un pour les Renseignements généraux, un pour le gaulliste Lemarchand, l'avocat-barbouze, de l'affaire Ben Barka. En somme, Le Cavelier agissait sous la responsabilité (indirecte bien sûr) du ministre de l'Intérieur Marcellin, dont les services n'ignoraient rien de ce qui se passait à l'E.T.E.C.

Membre du S.A.C., il se targue de relations avec de « hautes » personnalités. Il dit avoir organisé les appariteurs musclés en compagnie de l'ancien chef des mercenaires au Congo. Il touche alors 200 F par jour, plus des primes exceptionnelles pour les « opérations spéciales » : interdiction par la force de réunions, séquestration dans un placard du secrétaire général du S.N.E.S.U.P. **« pour l'empêcher de dire des bêtises »** (au fait, où en est la plainte concernant cette affaire ?). Rien de surprenant : il suffit d'avoir vu une fois la trogne avenante des « vigiles universitaires » mis en place afin d'inciter **« les étudiants à étudier »,** pour comprendre qu'on a affaire à des intellectuels... de la matraque et du coup de poing américain. M. Guichard peut être fier de ses hommes de main.

Décidément, la Cinquième aime le style série noire. ..... (Ph. A.F.P.)

Quant à ceux qui incitent **« les travailleurs à travailler » :** les nervis de la C.F.T. auxquels Le Cavelier ne dédaignait pas de prêter la main (ils le lui rendaient en espèces), ce sont eux aussi des travailleurs... de force !

La conclusion, c'est Chaban-Delmas qui la tirait au Parlement le 26 juin 1969 : **« On a cité les C.D.R. et les S.A.C., que je connais assez bien** (sic) **(...) pour les avoir vus à l'œuvre — et je suis sourcilleux sur ce point, croyez-moi — je peux vous certifier qu'il n'y a là vraiment rien qui menace l'ordre public, la liberté ou la paix civile ».**

On savait déjà que le S.A.C. ne menace pas **« l'ordre public »** ni la **« liberté »** capitaliste.

Et puisque c'est le Premier ministre qui le dit, il faut le croire : ses amis du S.A.C. sont — au même titre que lui ? — des purs (et des « durs » ?).

Gaullistes honorables ou non, crapules de bas étage ou hauts personnages de l'Etat et des affaires, ils ont partie liée ; ils se fréquentent, directement ou indirectement.

Ils sont bien tous à l'image non seulement du système capitaliste mais aussi de la V[e] République, où tous les moyens sont bons pour faire du fric sur le dos de la population laborieuse.

Louis BERTRAND

"On n'est pas raciste"... mais "on ne sert plus les noirs"!

Le **« Latin-Musique »,** avant qu'il ne ferme ses portes sous la pression de « l'anti-boycott ». Une bonne leçon pour les racistes !

(Ph. L.O.)

DEPUIS quelques jours, un café parisien a fermé boutique : le « Latin-Musique », **au 96, boulevard Saint-Germain. Et si les lumières sont éteintes et les portes closes, c'est que le patron-gérant du café, un ancien lieutenant, avait décrété son établissement « only for white », comme on dit dans l'Afrique du Sud de la ségrégation raciale, traduisez par « réservé aux blancs ».**

Certes, l'inscription raciste n'était pas placardée sur la porte de l'élégant café. Mais les Noirs qui y entraient et qui, après avoir vainement attendu qu'un serveur vienne à eux, se dérangeaient pour commander un café ou une bière, se voyaient paraît-il poliment répondre : « On ne sert plus les Noirs » ! **Voilà, c'était aussi simple que cela : au** « Latin-Musique », **on ne servait plus les Noirs !**

Mais attention ! Si « on ne servait plus les Noirs », on « n'était pas raciste » aurait osé déclarer le patron. Voilà une nuance subtile que les Noirs du quartier latin n'ont pas très bien saisie. Dès que quelques-uns d'entre eux, Africains ou Antillais, ont eu droit, au « Latin-Musique », **à la petite phrase soi-disant pas raciste des patrons, ils sont allés chercher des camarades à la rescousse. Et tous ensemble, ils ont organisé un anti-boycott, c'est-à-dire une occupation systématique de l'établissement.** ....

Ainsi, un groupe important de Noirs demeuraient depuis quelques jours en permanence dans l'établissement, attendant — en vain bien sûr — de se faire servir, mais imposant par leur présence muette mais non moins pesante une telle tension dans l'établissement que les quelques consommateurs qui s'y risquaient n'y restaient guère longtemps.

Résultat : quelques jours plus tard, le « Latin-Musique » **— où l'on servait aux Noirs une drôle de chanson — fermait.**

Ce résultat, c'est une belle victoire des Africains et Antillais du quartier qui ont su réagir avec rapidité et détermination, et faire preuve d'une très grande solidarité. Mais si le M.R.A.P. (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, organisation influencée par le P.C.F.) a déposé une plainte auprès de la police économique pour « refus de vente », les policiers du quartier, eux, semblaient ne rien voir dans tout cela que de très normal. « Que voulez-vous qu'on y fasse ? Le commerçant est libre de ne pas vous servir » **aurait déclaré un brigadier à des Noirs, tandis qu'un autre policier, en civil, aurait pour sa part affirmé :** « Ce n'est pas un délit » !

Ainsi si l'on en croit certains éléments de la police de notre soi-disant république démocratique française, la « Liberté-Egalité-Fraternité », qu'on affiche au fronton de tous les édifices publics, irait sans mal de pair avec la « Liberté »... de ne pas servir les Noirs, affichée dans certains cafés ! Bel aveu !

Voilà qui est clair ! Et qui, de plus, correspond bien à la triste réalité. Car si le gérant du « Latin-Musique » **a très rapidement acquis une honteuse célébrité — le café se trouve en plein quartier latin, quartier cosmopolite s'il en est et où les Noirs sont pour la plupart des étudiants qui savent riposter et s'organiser —, il est bien d'autres cafés parisiens où, de la même façon, « on ne sert pas les Noirs »... les Noirs ou les Algériens.**

En France, ce n'est pas comme aux U.S.A. ou en Afrique du Sud, on n'est pas raciste, c'est bien connu... Mais c'est bien connu aussi que des dizaines d'années de la pire des politiques colonialistes, et l'exploitation quotidienne et éhontée de milliers de travailleurs immigrés ont répandu dans une partie de la population des sentiments racistes fortement enracinés, même s'ils n'osent dire leur nom.

Tous les préjugés racistes doivent être combattus avec acharnement. Dans les usines et les quartiers, des affaires semblables à celles du quartier latin doivent être connues et dénoncées. De manière à ce qu'aucun gérant de café ne puisse oser dire : « Chez moi, on ne sert pas les Noirs ».

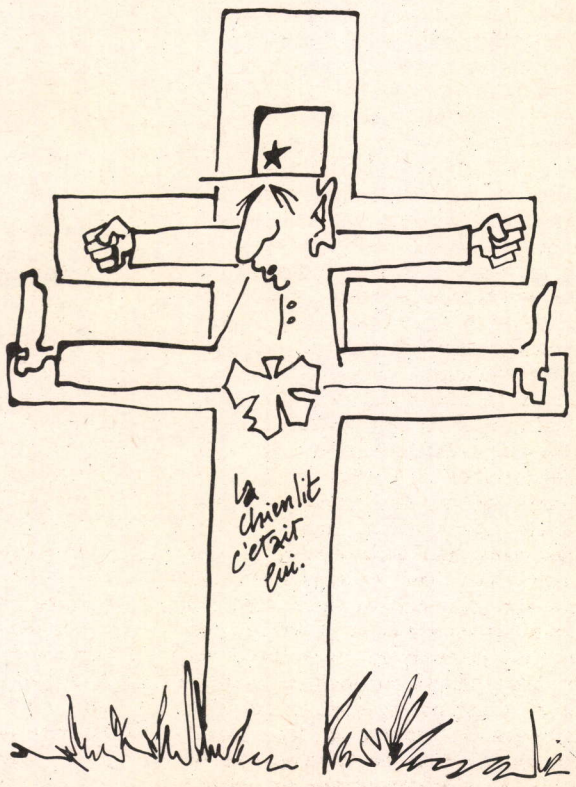
Michelle VERDIER.

UN EPOUVANTAIL DE 500 MILLIONS

LA presse a présenté avec force détails le projet du monument qui sera élevé sur une colline proche de Colombey-les-Deux-Eglises pour perpétuer la mémoire du général de Gaulle. Haute de 43,50 mètres, en granit rose, sur un socle de marbre, une gigantesque croix de Lorraine, dominera le paysage à 10 kilomètres à la ronde. Ce ne sera peut-être pas beau, mais l'objet aura l'avantage de rappeler certaines attitudes du grand homme, avec ses bras de 19 mètres d'envergure.

La construction coûtera la bagatelle de 5 millions de ces francs qu'avait alourdis le général, recueillis par souscription : si vous ne savez pas quoi faire de votre argent...

Nous ne savons pas si les foules se presseront au pied de ce machin. Mais il est sûr que les paysans du coin vont être contents. Jusqu'à présent seuls les bistrots, hôteliers, marchands de cartes postales avaient bénéficié de la renommée du défunt. Maintenant les agriculteurs en auront leur part. Avec un tel épouvantail, ils seront débarrassés de tous les piafs et autres corbeaux à 10 kilomètres à la ronde.



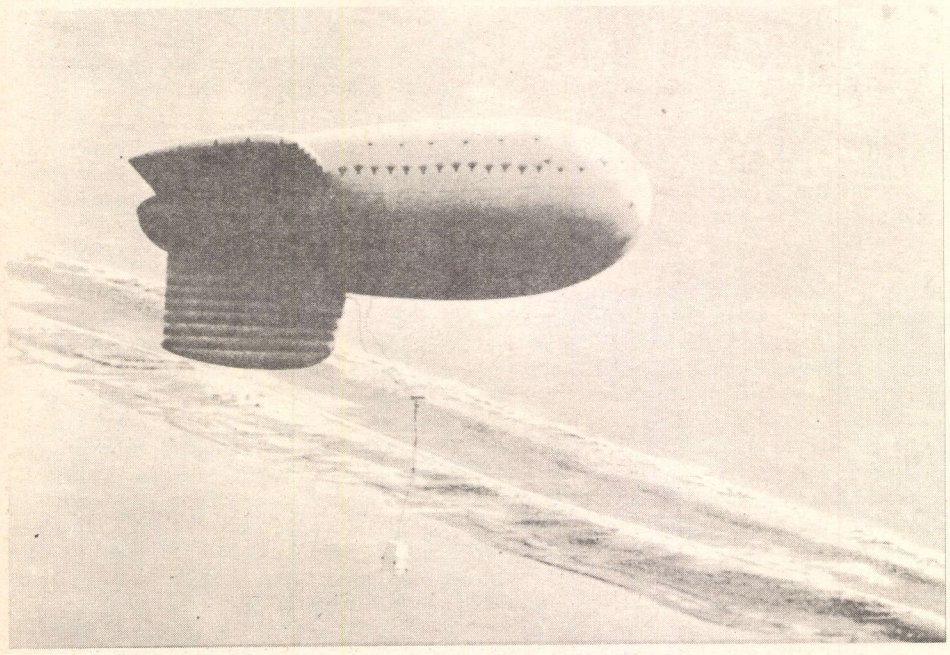
LE PARTI SOCIALISTE, LA FORCE DE FRAPPE ET LE PARTI COMMUNISTE

DANS la prise de position marquée en faveur de la force de frappe de certains leaders du Parti socialiste tels Charles Hernu, auquel semble se rallier François Mitterrand, d'aucuns ont voulu voir un croche-pied au Parti communiste. Ce qui est pour le moins peu probable. Ne serait-ce que parce qu'en l'occurrence le « revirement » des dirigeants socialistes s'est fait moins en fonction du Parti communiste qu'en fonction de ce qu'en pensera la bourgeoisie.

Le Parti socialiste se place en effet dans la perspective de son accession au gouvernement. Il s'agit donc de prouver — encore une fois — son sens des responsabilités, vis-à-vis de la bourgeoisie française auprès de laquelle il postule à un poste d'employé gouvernemental. Il serait peu probable que celle-ci confie ses affaires à un parti qui prétendrait réduire une partie importante des dépenses d'armement, et d'armement atomique en particulier. Car ces dépenses-là rapportent beaucoup à la bourgeoisie.

En bon courtisan tenu pour un temps en exil et sur le point de rentrer en grâce, le Parti socialiste s'apprête à rejeter toute « démagogie », anti-atomiste ou autre, et à renouer avec les traditions gouvernementales qui sont les siennes. De Gaulle n'a-t-il pas usurpé, en effet, un titre — celui de promoteur de la force de frappe — qui revient de fait à un homme « de gauche », P. Mendès-France au temps où celui-ci était président du Conseil ? Mitterrand ne ferait donc qu'assurer une certaine... « continuité socialiste » !

« Depuis douze ans, l'arme nucléaire française existe » **dit l'avant-projet de programme du P.S.** « Il ne s'agit pas de se rallier à la théorie de la force de frappe mais de constater qu'elle constitue aujourd'hui un fait. » **Aussi, en cas d'arrivée au pouvoir, un gouvernement socialiste la conserverait-il ? Mais il s'en servirait... comme arme diplomatique pour réclamer la dissolution des pactes militaires ! Ben quoi, c'est évident non ? Autrement dit, le Parti socialiste est pour le maintien de la force de frappe comme arme « politique », l'objectif restant, à long terme, la disparition de cette force de frappe. Ces contorsions de raisonnement ne sont d'ailleurs pas l'apanage du P.S. Combien de fois Debré, le ministre des Armées, a-t-il déclaré que si la force de frappe française existait, c'était uniquement parce que les autres ne voulaient pas désarmer !**



La bombe atomique française : la majorité du Parti socialiste « constate qu'elle constitue aujourd'hui un fait ». (Ph. U.P.I.)

Charles Hernu, quant à lui, bon garçon soucieux de tendre une perche de gauche à ses compères du Parti communiste, a déclaré à l'appui de sa position qu'un jeune Etat « socialiste », entouré de gouvernements hostiles, aurait dans la dissuasion nucléaire une arme indispensable. D'ailleurs, a-t-il ajouté, que deviendrait le sort des milliers de personnes qui, de près ou de loin, travaillent à la force de frappe, si celle-ci devait être reléguée au rang des accessoires inutiles ? On est « social » ou on ne l'est pas, que diable !

Arguments que le Parti communiste pourraient trouver fort convaincants, surtout si la bourgeoisie, par Parti socialiste interposé, rappelle que la question atomique est pour elle une question décisive quant à l'avenir gouvernemental de M. Marchais et de ses amis.

Pour l'instant, fidèle à son « Programme de gouvernement », L'Humanité **a rappelé son opposition de principe à la force de frappe. Seulement, non content d'être fort vague en la matière,** « ce programme n'est pas à prendre ou à laisser », **comme l'écrit Georges Marchais en introduction...**

Pierre LAFFITTE.

STAINS (Seine-Saint-Denis)

Le P.C.F. présente son programme qu'il sait ne pas pouvoir appliquer

LA réunion avait lieu vendredi 17 décembre dans une école du quartier. Elle ne réunit que trois militants de la cellule, trois gauchistes et trois sympathisants du P.C.F.

L'exposé ne dura guère. Et le débat fut animé par les gauchistes.

La première question demandait ce que signifiait « amener la retraite à 60 ans » ? *Cela veut dire, répondent les militants,* « très vite ».

Pour le salaire minimum : « il est évident qu'aujourd'hui il ne serait pas inférieur à 1.000 F ».

Quant au retour aux 40 h : « il sera progressif comme nous l'écrivons » *(les militants n'ont pas bien lu ! car « progressif » n'est pas spécifié dans le programme) et de continuer* « ce serait de l'inconscience et de la démagogie de dire que cela est possible immédiatement. Bien sûr, il y aura des professions dans lesquelles on pourra appliquer immédiatement les 40 h, mais pour d'autres, il faudra bien attendre deux ou trois ans, et peut-être même faire des heures supplémentaires, car la production nationale aura besoin d'être augmentée... cela pose certains problèmes pour la retraite à 60 ans dans ces branches d'ailleurs... il faut qu'à l'échelle nationale nous soyions en possession de tout l'équipement technique moderne... il faudra donc produire... bien sûr nous donnerons des compensations... un peu plus de congés par exemple... ».

Aussi on nous a ramené chaque fois à la fin du programme, à la partie qui traite des nationalisations, car tout le programme ne pourra être appliqué que grâce aux nationalisations.

« Mais, *demande celui qui présentait le programme en s'adressant aux gauchistes,* croyez-vous vraiment que le P.C.F. puisse arriver seul au gouvernement ?

— Non, ne serait-ce qu'à cause du découpage électoral.

— Il faudra donc s'y trouver avec ceux qui ne sont pas pour les 40 h, avec ceux qui ne sont pas pour la retraite à 60 ans ni pour élever le niveau de vie des travailleurs » *concluent les militants du P.C.F.*

Alors que devient le programme de gouvernement ? Il faudra bien faire certaines concessions, dit l'un, mais nous ne transigerons pas sur la retraite dit l'autre, oui nous resterons fermes sur certains points, disent-ils ensemble, enfin il faudra bien se battre... pour faire appliquer le programme de gouvernement.

Correspondant L.O.

RACISME EN LOZERE

Nous avons reçu du Comité lozérien du **Secours Rouge** un tract dont nous publions des extraits et qui relate les violences policières et racistes dont a été victime M. Ali Miraoui, maître d'internat au C.E.S. de Saint-Chély.

Cet incident et les réactions racistes qui l'ont précédé et accompagné ne sont certainement pas un cas isolé, aussi est-il d'autant plus nécessaire de dénoncer publiquement ceux qui sont portés à notre connaissance.

M. Ali Miraoui, maître d'internat au C.E.S. de St-Chély-d'Apcher (Lozère), samedi 11 décembre 1971, a eu une courte altercation avec le patron d'un bar qui lui refuse l'entrée de son établissement. Pris de boisson, Miraoui s'obstine. Aussitôt, le propriétaire appelle les flics. A l'arrivée de ceux-ci, Miraoui, qui ne les connaît que trop, a toute raison de se méfier. Petite bousculade, quelques injures et l'escouade de flics embarque Miraoui sous les yeux curieux et amusés des autres consommateurs. (Il ne se passe pas grand-chose dans cette petite ville.) Amené au poste de gendarmerie, il est passé à tabac **par trois flics qui, le voyant à leur merci, s'écrient : « Enfin on te tient, sale bicot ! ». Ils s'acharnent sur lui jusqu'à ce que leur hargne trop longtemps contenue se soit apaisée puis ils le jettent au cachot où il n'y a aucun chauffage (à St-Chély-d'Apcher, il gèle à — 10°, — 15° en décembre). On lui donne une seule couverture et il ne recevra aucune nourriture. Le visage tuméfié, le corps roué de coups, Miraoui fait appeler un médecin. Après palabres, un docteur choisi par les flics est introduit dans la cellule. Il constate les coups et fait un certificat dans ce sens, mais, en même temps, il signe un autre certificat attestant qu'un des flics a un doigt cassé. Le lendemain, sa femme, prévenue par les flics, se voit accorder le droit (quel droit !) de le voir et de lui apporter un peu de nourriture. Il passera ainsi la journée de dimanche, enfermé dans sa cellule. Une autre nuit au cachot et le lundi matin, il est amené à Mende pour présentation devant le juge. Les flics ont argué de la légitime défense : bagarre — doigt cassé — réaction des forces de « l'ordre ». Miraoui serait l'agresseur et non l'agressé. Devant la détermination de Miraoui à traduire à son tour les flics en justice, le juge s'étonne incrédule — ce qui donne à penser sur la neutralité de la justice — que les flics aient attendu d'être au poste pour se livrer à leur sale besogne.**

Après cette première comparution, Miraoui est mis en liberté conditionnée le lundi après-midi. Dans le même temps, la direction du C.E.S. de St-Chély-d'Apcher se réunit et, avant que de prendre position sur ce cas, décide de mettre Miraoui en congé maladie pour une huitaine de jours. Cependant, le directeur du C.E.S. et le surveillant général font leur propre relation des faits au rectorat de Montpellier.

QU'ENCOURT MIRAOUI SUR LE PLAN PROFESSIONNEL ?

Au mieux, une mutation d'office (en cas de non-lieu) ou ce qui est beaucoup plus grave l'exclusion définitive de l'Education nationale.

POURQUOI CE CAS EST-IL UN EXEMPLE TYPE DE RACISME ?

1) Parce qu'il n'est pas dans l'habitude des flics de St-Chély de mettre au cachot et de passer à tabac tous les pochards du samedi soir, car dans ce cas ils auraient dû s'en prendre à l'un des leurs à maintes reprises qui a fait des esclandres dans plusieurs cafés de la ville.

2) Parce que la réflexion des flics ne laisse subsister aucun doute (cf. début) et que les réactions d'une certaine partie de la petite-bourgeoisie locale (commerçants surtout) abondent dans le même sens (exemple : « C'est aux Français à avoir la place de surveillant général au C.E.S. », propos tenus par le patron d'un autre café à un jeune de la ville).

3) Il y a action raciste parce que Miraoui a déjà été victime de plusieurs menées du même genre :

L'année dernière — vol d'une voiture — sans aucune preuve, sans respecter la légalité bourgeoise, le directeur du C.E.S. accuse Miraoui. Les flics l'amènent au poste, où ils tentent de lui extorquer des aveux. Celui-ci nie farouchement et fait la preuve de son emploi du temps. Devant ce démenti formel et le soutien de ses camarades de travail, Miraoui est libéré. Quelques jours après, la voiture est retrouvée à Clermont-Ferrand, conduite par un gamin parent du concierge du C.E.S.

Il est manifeste que Miraoui est depuis son arrivée à St-Chély en butte à une hostilité jusqu'à présent latente et qui vient de prendre des formes plus « légales » avec son arrestation.

Le 19 décembre 1971.

Comité lozérien du **Secours Rouge**, Lozère Rouge.

La formation continue :

Beaucoup de bruit pour pas grand chose

GRAND bruit a été fait en ce début d'année 1972 autour d'un problème pas nouveau, celui de la formation continue. C'est en effet depuis plus de deux ans que des discussions entre syndicats, patronat et gouvernement ont été entamées. La promulgation de la loi date de juillet 1971.

Mais c'est à partir de janvier de cette année seulement que le patronat va commencer à cotiser et le gouvernement à subventionner. Seule nouveauté : M. Fontanet, ministre du Travail, y a découvert en cette période d' **« érosion du plein emploi »** des vertus curatives exceptionnelles à l'actuel problème du chômage.

Il suffit de quelques chiffres officiels pour comprendre qu'il y a pour le moins galéjade.

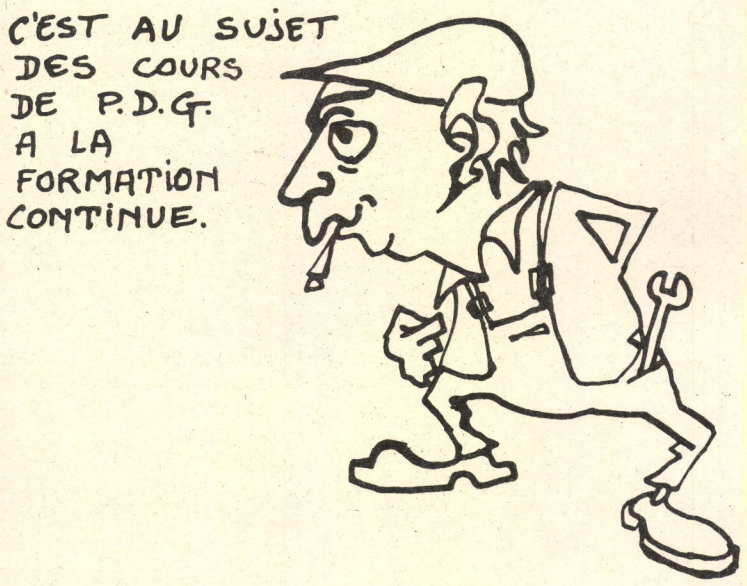
En 1972, le patronat des entreprises de plus de dix salariés versera une cotisation de 0,8 % des salaires, soit un total d'environ 1.650 millions. Le gouvernement de son côté en versera 1.500 millions. Combien de salariés cela permettra-t-il de payer à étudier ?

Si l'on compte les salaires et les charges qui les accompagnent, les frais d'enseignement, certainement moins de 1 % des salariés.

On nous dit que la cotisation patronale sera portée à 2 % d'ici 1976, même en prenant ces chiffres, cela permettrait d'envoyer chaque salarié six mois à l'école tous les... trente ans environ !

Mais il n'est pas prévu d'y envoyer tous les salariés. C'est le patron qui choisira, avec les syndicats, puisque la loi prévoit la consultation obligatoire du Comité d'entreprise.

Le choix sera à l'avance limité par les conditions mêmes de la formation préalable des travailleurs. Il y a, en effet, une partie des salariés, ceux qui sont le plus bas dans l'échelle hiérarchique, qui ne sont guère aptes de par les possibilités qui leur ont été offertes dans cette société, à apprendre et se perfectionner dans le cadre scolaire. Ce qui ne signifie pas, bien entendu, qu'ils ne pourraient pas apprendre sur le lieu même de leur travail, si la préoccupation de tous les instants n'était de leur faire suer le maximum de profits.



Et on peut parier à bon compte que les bénéficiaires de la formation continue seront choisis surtout dans le haut de l'échelle hiérarchique. Il suffit d'ailleurs de regarder ce qui se passe dans les entreprises qui l'ont appliquée avant la promulgation de la loi.

Qui va à l'école se perfectionner ? L'ajusteur que l'on transformera en chrono-analyseur ou en préparateur. Le chef d'équipe à qui on va donner des cours de « relations sociales » pour lui apprendre à commander les ouvriers. Le programmeur, le technicien ou l'ingénieur qui doivent se mettre au courant d'un nouveau matériel ou d'une nouvelle technique. Le cadre qui a besoin de l'anglais pour ses épisodiques rencontres avec des confrères étrangers ou pour la lecture des revues. Et plus les bénéficiaires sont haut placés dans la hiérarchie, moins ils seront nombreux à pouvoir être payés pour aller à l'école, puisque les sommes allouées sont basées sur un pourcentage de l'ensemble des salaires.

Il ne faut donc pas être grand clerc pour voir que la loi sur la formation continue ne permettra pas d'élever véritablement le niveau de connaissances des travailleurs.

Pas plus par exemple que la loi sur le 1 % à la construction n'a permis de régler la crise du logement. Comme cette dernière, la loi sur la formation continue satisfera quelques salariés, surtout parmi les moins défavorisés. Parfois elle donnera aux syndicats un fromage supplémentaire à gérer ou à répartir. Mais elle n'empêchera pas la société capitaliste de ne donner globalement aux travailleurs que la formation strictement nécessaire à ses profits, c'est-à-dire une formation bien en-dessous des véritables possibilités humaines.

Jean LAMARCK.

NIMES

Grève à la prison

APRES la mutinerie dans la prison de Toul, c'est celle de Nîmes qui vient d'être touchée la semaine dernière par une grève sur le tas.

Située dans l'ancien Fort-Vauban, vieux de trois siècles, la prison de Nîmes est particulièrement vétuste et insalubre. Il y subsiste encore des « cages à poules » grillagées qui tiennent lieu de dortoirs.

Aussi, n'est-il pas étonnant que, vivant dans de telles conditions, 430 détenus sur 480, astreints au travail, se soient mis en grève sur le tas en occupant leurs ateliers le 3 janvier.

Leur revendication principale était une amélioration des conditions de détention.

Jusqu'à présent, les détenus n'avaient essuyé que des refus de l'administration. Celle-ci prétendait que le Fort-Vauban était classé monument historique, il n'était pas possible de procéder à des travaux.

Les détenus grévistes ont demandé une commission d'enquête pour prouver le bien-fondé de leurs revendications. Mais la seule réponse de l'administration a été d'appeler les C.R.S. pour encercler la prison et de menacer les détenus de lourdes peines s'ils continuaient.

Employant les mêmes méthodes d'intimidation et de pression que le patronat, le Directeur régional de l'administration pénitentiaire a convoqué les détenus les uns après les autres dans son bureau pour les exhorter à reprendre le travail. En même temps soixante et un détenus considérés comme les meneurs et les plus durs ont été transférés dans d'autres pénitenciers.

Bien sûr, grâce à ces différentes mesures, le travail a repris à Nîmes, mais ceci n'est qu'une fausse victoire pour l'administration pénitentiaire. Car le problème de Nîmes se pose certainement dans d'autres prisons, les détenus ayant pris conscience qu'il leur était possible de manifester publiquement contre leurs conditions de détention.

Vraiment, après Toul, la prison de Nîmes illustre bien notre société qui traite les détenus comme des chiens.

Pierre PLUMIER

ISSY-LES-MOULINEAUX

Occupation d'un logement

A Issy-les-Moulineaux, 13, rue Henri-Tariel, deux familles occupent depuis le début de cette année un pavillon abandonné. Elles expliquent leur situation. La première : « Nous vivons depuis dix-huit mois dans une caravane avec nos huit enfants sous un pont de chemin de fer, rue Camille-Desmoulins à Issy. Nous n'avions ni eau, ni sanitaires, ni aucune commodité. Les promesses que fait la Mairie, nous savons qu'elles sont vaines et qu'il faut attendre des années pour avoir un logement si nous ne sommes pas oubliés ».

La seconde : « Depuis deux ans, je suis séparée de mes quatre enfants parce que je n'avais pas de logement. Depuis deux ans, je vais les voir chaque dimanche en Normandie où ils sont placés dans des familles. Inscrite sur la liste des H.L.M. en tant que « prioritaire » on m'a fait des promesses. Mais quand deviendront-elles réalité ? Dans dix ans ou plus ! Jusqu'ici je vivais dans un meublé de dernière catégorie où je payais 400 NF. Je travaille depuis un an à la S.E.V. Marchal où je gagne 850 F mensuels. Cette situation ne peut plus durer. Je veux élever mes enfants comme je l'ai fait auparavant ».

Les deux familles, appuyées par un comité de soutien, sont décidées à continuer l'occupation tant qu'elles ne seront pas relogées dans des conditions décentes.

Le cas de ces deux familles n'est malheureusement pas isolé. Combien vivent encore dans des bidonvilles, des taudis, des logements exigus ? Combien sont chassés de chez eux par les requins de l'immobilier, combien attendent eux aussi un H.L.M. ?

Il est encourageant que des familles ne se laissent pas faire, n'acceptent plus cette prétendue fatalité et passent à l'action. Mais que demain tous les travailleurs se décident eux aussi à passer à l'action et s'organisent, et l'on verra les responsables se préoccuper du problème du logement.

Des solutions, c'est-à-dire des logements et des capitaux, il y en a mais les requins de l'immobilier et l'administration ne cèderont que contraints et forcés.

Correspondant L.O.

La politique de la Chine et les conséquences du conflit indo-pakistanais

France

Le Monde libertaire
Organe de la Fédération Anarchiste
N° 167 • Janvier 1971 • 2 F

Le Monde Libertaire **de janvier 1972 consacre plusieurs articles au conflit indo-pakistanais. On peut lire sous la plume de Maurice Joyeux :**

La guerre est finie. Aucun des problèmes posés par la situation catastrophique dans cette partie de l'Asie n'est réglé. Seuls, les grands rapaces de l'impérialisme, qui agencent ces combats « classiques », en tireront un bénéfice. Une fois de plus, des hommes sont morts pour rien.

Après avoir reproché aux divers mouvements gauchistes de prendre partie pour tel ou tel camp s'affrontant ainsi pour des « intérêts purement impérialistes, et baptisés révolutionnaires pour les besoins de la cause », **l'auteur ajoute :**

Il n'y a pas et il n'y a jamais eu au sud de l'Himalaya de véritable mouvement révolutionnaire. Bien sûr, en Inde il existe des mouvements communistes ou maoïstes puissants, mais ces groupes sont pourris par le nationalisme, par la tradition, par un spiritualisme ou la résignation prend souvent un caractère avilissant.

. . . . . .

Un mouvement révolutionnaire véritable, avec sa proposition socialiste et libertaire, a autre chose à faire que d'exalter les philosophies contemplatives. Il y a autre chose à faire que de s'extasier sur la non-violence. Il y a autre chose à faire qu'à essayer de s'introduire au sein des masses pour devenir un mouvement de masse car au sud de l'Asie devenir un mouvement de masse consiste à abandonner la logique et à accepter d'être absorbé par de multiples théories d'abrutissement collectif.

. . . . . .

Effort dur qui est l'effort du révolutionnaire. Remontée longue et difficile, qui doit d'abord viser les religions, l'Islam, le bouddhisme comme toutes les sectes qui dérivent de ces deux cultes principaux. Car à l'origine de la stagnation il y a d'abord la superstition. L'effort doit également porter sur le nationalisme, les patries. Ces pays découpés de façon incohérente par l'impérialisme colonialiste se sont affrontés et s'affrontent pour les frontières qui n'ont d'autre signification que les intérêts des pays colonialistes qui les ont tracées.

. . . . . .

La revendication d'un groupe révolutionnaire de l'Asie du Sud n'est pas l'industrialisation à tout prix. Il importe peu que ces pays deviennent un nouveau groupe impérialiste. Il faut prendre le problème à partir du village. C'est d'abord le village qui doit vivre. C'est à partir du village que le fédéralisme doit se créer. C'est au cœur du village que doit s'élaborer la connaissance, se créer les professions qui redonnent aux hommes la force de vivre, la dignité de leur condition.

. . . . . .

L'action d'un groupe révolutionnaire réel dans l'Asie du Sud ne consiste pas à faire une « révolution parlementaire » ni même une révolution sociale dans l'immédiat. Un groupe révolutionnaire consiste d'abord à exister, à faire savoir qu'il existe. A démontrer que seule une transformation profonde peut conduire les populations vers l'avenir, à être présent partout comme un remords pour les tartuffes de la politique de gauche, comme un espoir pour les populations.

Grande-Bretagne

Socialist Worker

Socialist Worker, **n° 252, du 24 décembre 1971, consacre une analyse détaillée aux conséquences du conflit indo-pakistanais, sous le titre :** L'indépendance des Bengalis retardée par la victoire indienne.

La guerre indo-pakistanaise a modifié de façon décisive l'équilibre des forces en Asie du Sud. Elle a également retardé l'établissement d'un Bangla-Desh indépendant pour un bon moment.

. . . . . .

En pratique, le gouvernement provisoire du Bangla-Desh était en grande partie une création du gouvernement indien et les troupes de guérilla stationnées en Inde étaient sous le contrôle direct de l'armée indienne.

Le contrôle de l'Inde était d'une importance vitale. Car le mouvement du Bangla-Desh était une grave menace pour l'Inde. Après tout le principe que l'Inde était censée soutenir dans le cas du Bengale oriental — le droit des musulmans bengalis à avoir leur propre Etat — était le même qui avait été écrasé dans le sang par les Indiens au Cachemire et chez les Nagas.

. . . . . .

L'armée indienne a détruit l'espoir d'un Bangla-Desh indépendant. Le gouvernement indien est passé par-dessus la tête des guérillas et aucune opposition ne s'est élevée à l'intérieur contre cette action.

Le nouveau gouvernement du Bangla-Desh aura tous les signes extérieurs de l'indépendance, mais rien de sa réalité, car il ne peut survivre sans les baïonnettes indiennes. Les troupes indiennes seront obligées d'écraser toute forme d'opposition pour défendre leur fantoche. La première exigence sera le désarmement des guérillas.

. . . . . .

La force politique qui aurait pu se forger dans la lutte pour l'indépendance a été remplacée par une armée étrangère.

Plus vite les guérillas se décideront à chasser le nouvel envahisseur, plus vite la lutte pour l'indépendance recommencera. Sinon, le Bangla-Desh deviendra une prison de pauvres avec des geôliers indiens.

En ce qui concerne la situation en Inde même, Socialist Worker **écrit :**

Les réfugiés, et maintenant la guerre, donnent au gouvernement une merveilleuse occasion de ne pas tenir tout ce qu'il a pu promettre.

Et il ajoute :

Parmi les dirigeants indiens, ce sont les généraux qui ont remporté la gloire. De plus, en plus, ils risquent maintenant de menacer les civils.

Enfin, Socialist Worker, **envisage la possibilité d'un changement dans l'attitude de la Chine :**

Pourtant, dans les luttes à venir entre les guérillas du Bangla-Desh et les troupes indiennes, les Chinois peuvent revenir sur le chemin de la vertu en fournissant des armes aux rebelles dans le cadre de leur politique de lutte contre l'influence russe.

U.S.A.

THE SPARK

A propos de l'entrée de la Chine populaire à l'O.N.U., le journal trotskyste américain The Spark **dénonce la politique pseudo-révolutionnaire de la Chine dans le passé :**

« Bien qu'ils se prétendent communistes et dénoncent les « réformistes » du Kremlin, les dirigeants chinois n'ont jamais essayé de créer une Internationale révolutionnaire pour doter le prolétariat mondial d'une organisation de combat. Cela prouve qu'il existe un monde de différences entre l'attitude des bolchéviks russes de 1917 et celle des maoïstes chinois depuis 1949. Quand les bolchéviks ont pris le pouvoir en octobre 1917 en Russie, malgré leur faiblesse matérielle et malgré la guerre civile dans laquelle ils ont dû combattre contre l'intervention impérialiste, l'une des premières tâches qu'ils ont entreprise fut la construction d'une Internationale communiste, pour aider les travailleurs du monde entier à lutter contre leurs oppresseurs.

Bien sûr, l'Union Soviétique d'aujourd'hui n'a pas grand-chose en commun avec l'Union Soviétique de la révolution russe. Les travailleurs en lutte ne peuvent compter sur aucune aide de l'Etat soviétique. Mais ils ne peuvent certainement pas davantage compter sur une aide de l'Etat chinois. S'ils veulent réellement combattre, et s'ils veulent construire des organisations révolutionnaires, ils ne doivent avoir aucune illusion sur l'aide que pourraient leur apporter la Russie ou la Chine.

La crise monétaire

rouge
hebdomadaire de la ligue communiste

L'éditorial de Rouge **du 31 décembre 1971, signé Ernest Mandel, est consacré aux problèmes économiques et monétaires de la société capitaliste :**

Un puissant vent de panique a dû souffler dans les conseils d'administration et les ministères, pour que les principaux intéressés se montrent satisfaits d'un compromis aussi misérable que celui atteint à Washington. En effet, s'il y a réaménagement des taux de change, aucune des causes fondamentales de la crise monétaire n'est éliminée.

. . . . . .

Le système monétaire international reste en crise. Les deux causes principales de cette crise ne sont point éliminées. Le dollar reste inconvertible par rapport à l'or. Si les banques centrales capitalistes continuent à bouder le dollar comme monnaie de réserve — et comment ne le feraient-elles pas, au lendemain d'une dévaluation en bonne et due forme ! — l'économie capitaliste internationale se trouve ainsi privée d'une monnaie de change internationale.

D'autre part, l'inflation américaine continue de plus belle, vu que l'administration Nixon veut à tout prix éviter que la récession ne se transforme en crise économique grave. Le déficit de la balance des paiements américaine persistera donc lui aussi, même s'il est quelque peu modéré.

. . . . . .

Les capitalistes d'Europe et du Japon n'ont pas osé scier la branche sur laquelle ils étaient perchés : riposter au diktat de Nixon par des mesures massives de rétorsion c'était courir le risque d'une réaction en chaîne qui, par le rétrécissement du commerce mondial et l'aggravation de la récession américaine, aurait fini par frapper douloureusement leurs propres débouchés.

En ce qui concerne la France, Mandel note :

« France-Soir » titre triomphalement : « Crise et chômage évités ». La démagogie étonne, même de la part d'un quotidien de ce genre. Loin d'être évité, le chômage atteint un niveau record depuis plus de vingt ans en France, et ce avant même que la récession n'ait éclaté. Quant à cette récession (c'est-à-dire la crise), elle menace la France non en fonction de la crise monétaire mais en fonction de la récession ouest-allemande qui monte.

Et, en conclusion :

Bref, ce sont toutes les contradictions classiques du capitalisme qui s'expriment, dont les manipulations monétaires et financières peuvent tout au plus modérer les manifestations immédiates, mais qu'elles ne peuvent éliminer ni rendre à la longue plus bénignes.

Dans ces conditions, les deux prévisions formulées au lendemain du 15 août 1971 restent entièrement valables.

D'une part, la bourgeoisie internationale s'efforcera de faire payer les dégâts par les travailleurs. L'offensive contre l'emploi et les salaires réels se généralise. La riposte vigoureuse des métallos ouest-allemands démontre que cette offensive n'est nullement assurée d'un succès certain.

LE SCANDALE D

LA grève des détenus de la Centrale de Nimes, la révolte des prisonniers de Toul, en France ou, quelques semaines plus tôt, celle, atrocement réprimée d'Attica aux U.S.A., ont pour un temps rompu le silence volontaire qui pèse dans toutes les sociétés modernes sur l'univers pénitentiaire. Il faut une mutinerie, généralement cher payée par les détenus, pour que l'infamie des prisons apparaisse malgré le mur de silence. Pourtant, cette infamie est institutionnalisée, quotidienne ; elle est à la base même du système pénitentiaire.

L'inhumanité, la cruauté de la société fondée sur l'inégalité et sur l'injustice sociales, s'exerce sans fard, sans retenue, à l'abri, derrière les hauts murs des prisons.

TOUJOURS PLUS DE PRISONS

En France il y a, à l'heure actuelle, près de 30 000 prisonniers en permanence sous les verrous mais si l'on tient compte des entrées et sorties de prison, c'est près de 80 000 personnes qui passent chaque année par la prison.

Or le rythme d'accroissement de la population des prisons est beaucoup plus rapide que celui de la population en général. Un exemple : entre 1956 et 1962 la population française s'est accrue de 15 %, la population pénale de 70 %. Et ce n'était pas dû uniquement à la guerre d'Algérie puisque le nombre total des détenus est passé par la suite de 30 000 en 1962 à 34 000 en 1968, chiffre maximum. Depuis deux ans ce rythme d'accroissement s'est quelque peu ralenti mais il dépasse encore de beaucoup celui de la population. Aussi l'administration pénitentiaire a-t-elle mobilisé toutes les ressources du calcul prévisionnel pour évaluer le nombre de détenus probable en 1975 et, en conséquence, le nombre de places nouvelles à créer en cellules. Ces calculs portent à 38 500 le nombre des détenus « attendus » et à 12 500 le nombre des places souhaitées pour faire face aux besoins, actuels et futurs. La question a été discutée dans le cadre du VI[e] Plan dont les prévisions sont beaucoup plus modestes faute de crédits.

Bref, la société s'équipe tant bien que mal pour résoudre par l'incarcération les problèmes du maintien de l'ordre et elle prévoit que ces problèmes iront en augmentant. Aussi, de la part de l'administration pénitentiaire, de la part des spécialistes, des criminologues et pénologues comme on les appelle, de la part des magistrats et des juristes compétents, c'est un véritable appel au secours. Ils demandent des crédits, encore des crédits, pour construire plus de prisons, pour payer plus de surveillants (c'est ainsi que l'on appelle désormais, depuis novembre 1966, les gardiens de prison, ce qui prouve une fois de plus qu'il est plus facile et moins coûteux de réformer le vocabulaire que les institutions), plus d'éducateurs, d'assistantes sociales, plus de magistrats, etc. Bref plus de moyens pour la répression et ses corollaires. Le tout étant présenté dans un souci humanitaire car la prison doit correspondre non seulement aux effectifs attendus mais encore au but qu'elle se fixe. Et depuis 1945, la prison a pour but officiel et « essentiel » : **« l'amendement et le reclassement social du condamné ».** Ni plus, ni moins.

Que cette affirmation soit chaque jour démentie, ne gêne pas grand monde si ce n'est les réformateurs et autres juristes libéraux qui, en matière pénitentiaire comme d'ailleurs dans tous les autres domaines, se bornent à corriger certains effets plutôt qu'à s'attaquer aux racines du mal. En fait ces réformateurs constituent aujourd'hui la façade humanitaire derrière laquelle se camoufle la brutale terreur carcérale.

Car, bien entendu, dans la réalité les prisons sont destinées avant tout à réprimer.

FORME MODERNE D'UNE VENGEANCE BARBARE

Sous l'Ancien Régime il s'agissait alors de donner « crainte, terreur et exemple à tous, aux méchants ». Le condamné expiait sa faute dans son corps ou dans son patrimoine selon le verdict. Les peines étaient essentiellement corporelles et infamantes allant du pilori à la mutilation en passant par le fouet, les galères, le bannissement, sans parler bien sûr de la peine de mort appliquée avec des variétés et des nuances de raffinement graduées selon la gravité du crime commis. Mais l'emprisonnement en tant que peine n'existait quasiment pas. Les prisons servaient surtout à détenir les coupables ou prétendus coupables jusqu'au jugement ou jusqu'à l'exécution des peines.

C'est la révolution de 1789 qui va faire de la privation de liberté l'essentiel du châtiment en abolissant toutes les peines corporelles. C'est le point de départ de toute la juridiction moderne en matière pénale. On va établir une classification des crimes, délits et contraventions à laquelle va correspondre toute une échelle de peines de prison et de bagne allant jusqu'à la perpétuité. C'est toujours valable à quelques nuances près.

Bien entendu chaque régime marque de son caractère le système pénitentiaire correspondant. En pleine vocation colonisatrice et civilisatrice, le Second Empire envoie les forçats, jusque-là employés dans les ports militaires de la métropole, défricher les terres incultes et construire dans le sang et la sueur l'infrastructure nécessaire aux colons libres de Guyanne ou de Nouvelle-Calédonie. Comme toujours chez les bourgeois cette entreprise se pare de buts nobles et se donne mission de rédemption : il s'agit ni plus ni moins « d'amender l'homme par la terre et la terre par l'homme ».

Ce qu'ont été ces bagnes est aujourd'hui connu de tous. Bien avant Charrière et le tirage exceptionnel atteint par son livre « Papillon », des journalistes, des écrivains comme G. Darien, l'auteur de « Biribi », comme Albert Londres avaient déclenché toute une campagne pour dénoncer le sort effroyable des forçats, soumis à l'arbitraire et au sadisme des surveillants, décimés par le climat, les maladies, les coups, les châtiments, la dureté des travaux et cette impitoyable machine à broyer les hommes qu'était et qu'est toujours le système pénitentiaire.

Aujourd'hui les bagnes sont abolis, la déportation aussi. Le terme même de travaux forcés a disparu du code pénal remplacé par celui de réclusion. Les condamnés purgent leur peine en métropole dans des maisons centrales spécialisées, du moins en théorie, mais l'abominable système pénitentiaire demeure pratiquement inchangé quant au fond.

Des hommes sont brutalement retranchés du reste du monde, séparés de leur famille, de leurs amis, coupés de leur vie professionnelle et de leurs responsabilités, enfermés seuls ou à plusieurs dans des cellules crasseuses, condamnés à vivre une vie végétative, sans but, sans espoir, humiliés, méprisés, entièrement soumis à l'arbitraire de l'administration pénitentiaire, espionnés et livrés au bon vouloir des gardiens. Le délinquant primaire, c'est-à-dire celui qui est condamné pour la première fois y côtoie le criminel professionnel ; le prévenu, présumé innocent au terme de la loi, peut y croupir deux ans, trois ans et même plus selon la lenteur de l'instruction ou l'arbitraire du magistrat. Et tout ce qui se dit, tout ce qui se fait dans le monde clos des prisons reste ignoré, inconnu du public. Les mutineries, les grèves de la faim sont les seuls moyens dont disposent les prisonniers pour rappeler au reste du monde leur existence et le sort qui leur est fait.

La vérité sur les prisons, elle doit être dite et redite. Un Groupe d'Information sur les Prisons s'est créé récemment à la suite de l'incarcération de nombreux militants maoïstes condamnés de droit commun, qui ont entrepris toute une campagne marquée par des grèves de la faim pour obtenir l'amélioration du sort de tous les prisonniers politiques et de droit commun. Mais les documents livrés sont encore très partiels.

LES SIMPLES PREVENUS : LE TIERS DES EMPRISONNEMENTS

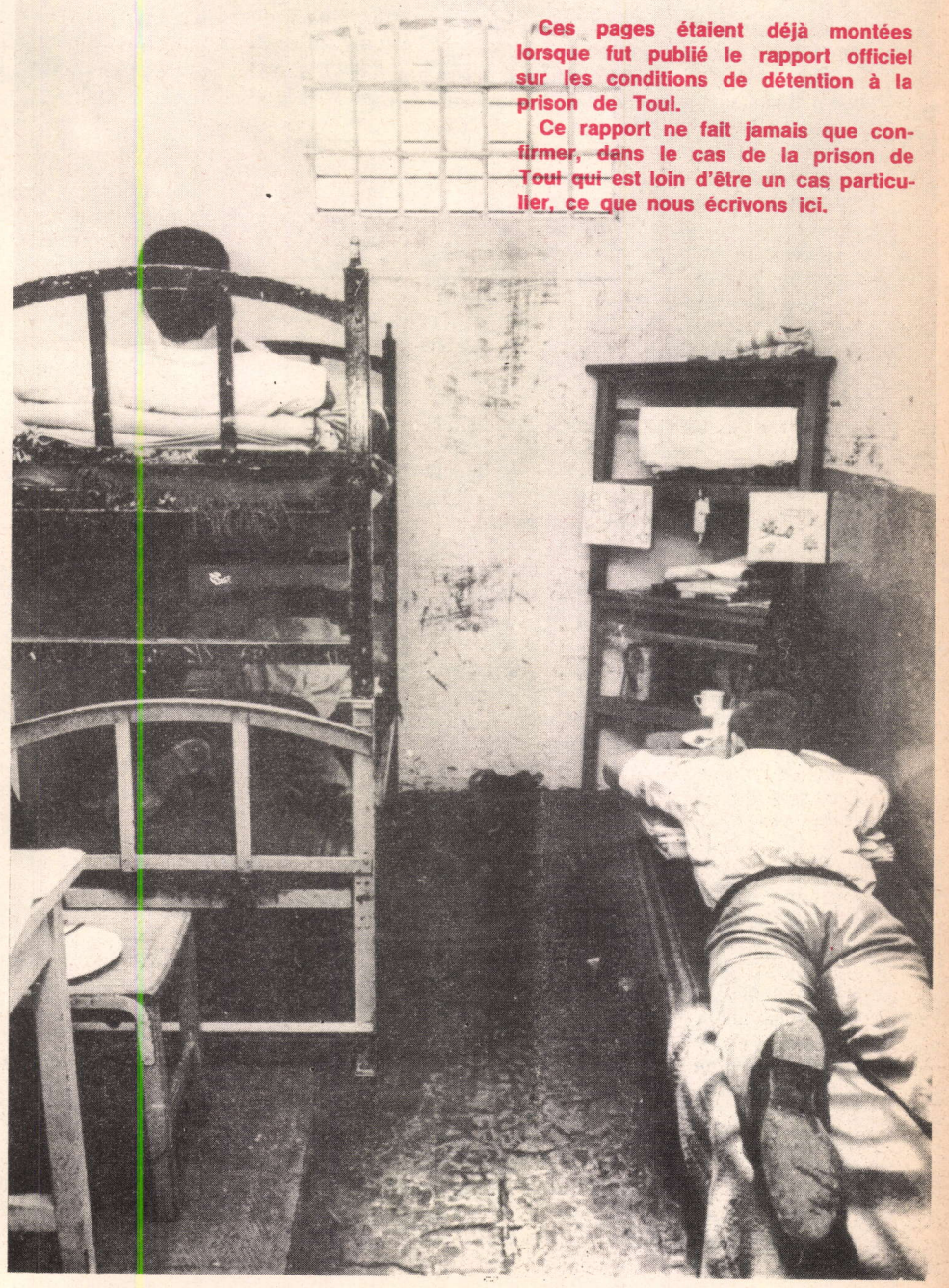
Les prisons en France abritent, nous l'avons déjà dit, de façon permanente plus de 30 000 personnes. Sur ces 30 000 personnes, plus du tiers sont des prévenus c'est-à-dire des gens qui n'ont pas encore été condamnés. Certes le temps de la détention préventive se défalque sur le temps de l'emprisonnement total une fois le jugement prononcé. Mais tous les prévenus ne sont pas condamnés ; certains sont reconnus innocents. D'autres qui n'auraient mérité aux yeux de la loi que des peines plus courtes sont condamnés à un emprisonnement égal à la durée de leur détention préventive pour la forme, simplement pour la forme.

Enfin l'humiliation et le préjudice subis ne donnent pratiquement droit à aucun dommage et intérêt. C'est pour rien, c'est pour une abstraction, l'ordre à l'état pur, que ces hommes ont vécu la prison avec tout ce que cela comporte. Il faut ajouter que c'est parmi les prévenus que le nombre des suicides et des tentatives de suicide est le plus grand. En 1969, sur 22 suicides effectifs recensés en prison, 13 étaient le fait de prévenus. En 1970, sur 19 suicides enregistrés, 14 étaient des suicides de prévenus. En juil-

J'affirme avoir été frappée, dès mon arrivée à Toul par la fréquence extrême des tentatives de suicide : pendaisons, section de l'artère humérale, absorption de cuillers, de fourchettes, de tubes de néon, etc. Souvent les détenus étaient transférés sans que je les ai jamais vus (..).

Personnellement, je suis allée, un jour de ma propre autorité, sans qu'on me le demande, dans une cellule où un homme était attaché. Il avait tenté de se suicider par pendaison le 22 février 1971, parce que, pour des raisons administratives, il ne pouvait écrire à sa concubine, avec laquelle il vivait depuis cinq ans au moins, et dont il avait plusieurs enfants.

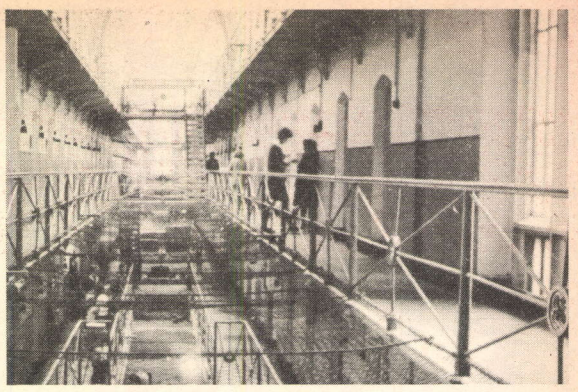
(Extrait du rapport de Mme Rose, psychiatre de la Centrale de Toul.)



Ces pages étaient déjà montées lorsque fut publié le rapport officiel sur les conditions de détention à la prison de Toul.

Ce rapport ne fait jamais que confirmer, dans le cas de la prison de Toul qui est loin d'être un cas particulier, ce que nous écrivons ici.

ES PRISONS



let 1970, une loi a été votée qui réaffirme le principe suivant lequel la détention préventive — qui ne peut en principe dépasser 4 mois — n'est possible que pour les cas exceptionnels. Mais c'était déjà le cas avant et cela n'empêche pas le nombre de prévenus de représenter au 1er janvier 1971, 30 % de la population pénale.

Quant aux conditions qui conduisent les hommes au suicide, à la folie ou à la mutinerie, elles peuvent difficilement être recensées. Car les facteurs matériels ne font que s'ajouter aux facteurs moraux. On dénie au prisonnier le droit d'être un homme, on porte atteinte à sa dignité quotidiennement. Et cela se traduit surtout dans les rapports avec les gardiens.

Car ces gardiens, qui sont souvent le seul contact que les prisonniers ont avec le monde extérieur, sont eux-mêmes profondément marqués par la vie carcérale, déformés, abrutis ou avilis par leur fonction même. La pratique permanente de la répression abime non seulement ceux qui la subissent mais encore, et au moins autant, ceux qui l'exercent. L'univers pénitentiaire, que l'on soit d'un côté ou de l'autre des barreaux, est presque le même; il est constitué du même et absurde mélange de peur, de mépris, de violence et de lâcheté. Il émousse la sensibilité, il déshumanise indifféremment prisonniers et gardiens et explique toutes les brutalités, toutes les violences, toutes les folies commises de part et d'autre.

BRISER L'HOMME

A cela s'ajoutent les facteurs matériels qui ont leur importance. Selon une enquête effectuée en 1967, 40 % des prisons n'avaient pas de chauffage, 50 % étaient dépourvues d'installations sanitaires minimums. Une cuvette et (ou) un seau hygiénique placé au milieu de la cellule pour cinq personnes, c'est encore la règle dans bien des prisons. Et il y a pire, comme la prison de Riom, par exemple, qui cumule la crasse et la vétusté, le froid et l'humidité permanente ; elle est réservée par l'administration aux condamnés nord-africains. Comme quoi le

Mais la chose qui m'a le plus écœurée et le plus fait de peine, c'est d'avoir vu les gens attachés pendant une semaine et plus.

Je puis affirmer sous la foi du serment qu'on ne les détachait pas pour manger. J'entendais de mon bureau l'infirmière appeler un surveillant pour les nourrir à la cuiller. Un surveillant m'a dit lui-même combien cela lui était désagréable, outre le surcroît de travail que cela représentait. Certains témoignages disent même qu'on les laissait dans leurs excréments ; je ne l'ai pas vu.

(Extrait du rapport de Mme Rose, psychiatre de la Centrale de Toul.)

racisme se retrouve partout. On a construit des prisons-modèles. La plus récente est celle de Fleury-Mérogis qui est destinée à accueillir, dans la limite des 3.000 places prévues, les condamnés de Paris et de la région parisienne. C'est la prison qu'a visitée Jean Ferniot, celle qui lui a fait dire : « Je regrette que toutes les prisons de France ne ressemblent pas à Fleury-Mérogis ». Pour lui, cette prison « pourrait passer pour une université avec longs couloirs clairs, salles spacieuses, larges terrains de jeux » (sic !). Mais si Ferniot a vu les ateliers où les jeunes délinquants apprennent la mécanique automobile, s'il a vu les salles de classe où des éducateurs « remarquables », précise-t-il, se chargent d'enseigner aux détenus, il n'a pas vu l'autre aspect de la prison. Le quartier des isolés où le prisonnier est seul dans sa cellule vingt-trois heures sur vingt-quatre, relié au poste de surveillance par un système de hauts-parleurs et de microphones qui permet à tout instant au surveillant de correspondre avec n'importe quel détenu sans avoir à déranger un gardien et sans que le détenu puisse refuser la communication. Ce système permet au gardien d'entendre tout ce qui se dit ou se fait dans la cellule et la sono est si puissante que l'on peut entendre le détenu respirer.

Et dans cette prison-modèle, où l'on cogne d'ailleurs comme dans toutes les prisons, il existe aussi un lieu spécial moderne appelé « cellule de contention » où l'on calme le détenu récalcitrant. Le détenu est allongé par terre sur une paillasse spéciale, attaché avec des sangles sur le milieu du corps et, la nuit, on fixe les mains et les pieds à la sangle centrale. On lui fait boire du sirop additionné de valium et, si cela ne suffit pas, on lui fait une piqûre. Et, bien sûr, à côté de cette institution particulière à Fleury, il y a comme partout ailleurs le cachot, le mitard comme l'appellent les prisonniers, prison dans la prison, où l'on mange normalement un jour sur deux, et où l'on est exposé en permanence aux coups des gardiens.

Car si les châtiments corporels ont disparu du texte de la loi depuis plus d'un siècle, ils n'ont pas disparu de la réalité. On tabasse dans les prisons et parfois on y assassine.

Et puis, il y a le travail qui doit, paraît-il, amender le prisonnier, faciliter sa réadaptation sociale en lui donnant le goût de vivre selon la loi. Ce travail qui est une obligation donne lieu à une surexploitation éhontée. Qu'il soit employé aux services généraux de l'administration ou par des concessionnaires extérieurs, le prisonnier gagne un salaire dérisoire dont une partie, la moitié environ, est prélevée par l'Etat pour les frais de fonctionnement et le reste divisé en trois, un pécule disponible, un pécule de réserve (qui ne doit pas excéder 200 F et que l'on remet au prisonnier quand il sort) et un pécule de garantie qui revient encore à l'administration. En fait, le détenu dispose, selon les cas, de sommes qui vont de 10 F par mois, pour un travail de huit heures, à 250 ou 300 F dans certains travaux et prisons mieux payés. Qu'il se fasse en atelier ou en cellule le travail est bien entendu toujours monotone : coller des étiquettes, empaqueter des objets publicitaires, tresser de la paille, etc. Et pourtant, bien des détenus le réclament, moins par nécessité pécuniaire que pour rompre la mortelle oisiveté de la prison. Au 1er janvier 1970, 43,8 % des prisonniers ne travaillaient pas. Et, malgré tous les discours de l'administration pénitentiaire sur la rééducation professionnelle, et la réinsertion sociale seul 1,73 % des prisonniers suivaient une formation professionnelle.

● N'ont le droit de faire de sport, ici, que les détenus qui ont obtenu un « galon » (une année de détention sans sanction). Vraiment, **y a-t-il besoin de tant de crédits pour leur donner un ballon et les occuper de temps en temps au football dans les immenses cours de l'établissement ? Ne trouvez-vous pas justifiée leur revendication :** « du sport pour tous » ?

● Ne trouvez-vous pas inhumain que des garçons de 18 ans soient enfermés toute la journée seuls dans une cellule de 3 mètres sur 2 mètres, occupés à des travaux dérisoires ?

● Le règlement de cette prison interdit aux détenus d'avoir plus d'un certain nombre de photos : c'est ainsi que j'ai dû soigner pour « troubles mentaux » un jeune homme à qui on en avait enlevé une — celle de son petit frère — que sa mère venait de lui envoyer. Je me pose la question : qui cette photo va-t-elle déranger ?

(Extrait du rapport de Mme Rose, psychiatre de la Centrale de Toul.)

FABRIQUE D'ASOCIAUX ET DE CRIMINELS

En fait, prison-école, prison-hospice, prison ouverte, prison à régime progressif, prison centrale ou prison-modèle, la prison reste la prison. Non seulement l'individu qui en sort n'est ni amendé ni réadapté, mais il en sort vaincu, plus déphasé, plus asocial, parfois plus corrompu qu'il n'y était entré. La prison est une fabrique de récidivistes. Non seulement le nombre de prisonniers augmente parce que la criminalité augmente mais encore le nombre de récidivistes augmente. Cela seul suffit à réfuter les arguments des partisans du système pénitentiaire.

Priver un homme de sa liberté, faire de lui un être dépendant sans responsabilités, sans activité, l'humilier, le briser, le rabaisser, le dépouiller de sa dignité, tels sont finalement les seuls buts de la prison. La société fait payer cher, très cher leur action à ceux qui n'ont pas respecté la règle. Et elle le fait payer d'autant plus cher que cette règle est elle-même injuste et sans autre fondement que le maintien d'un ordre social inégal.

Nous n'avons pas de « très durs » à la Centrale Ney.

Peu de criminels (80 % sont ici pour vols de voitures, conduite sans permis, etc.), surtout parmi les jeunes ; le problème des adultes est un peu différent ; je signale qu'il y a là très souvent de véritables malades mentaux dont la place n'est absolument pas en prison (...).

Je vais brosser ici, brièvement, le portrait-robot de mes clients, et les livrer à vos réflexions :

Issus de foyers désunis, fils de père alcoolique, rejetés par un beau-père ou une belle-mère, ou trimballés de l'Assistance publique en nourrices, de centres éducatifs en prisons pour enfants. Certains se débrouillent seuls dans la vie à partir de l'âge de douze ans (...).

Beaucoup commencent à être en prison dès l'âge de 14 ans. Dès qu'ils en sortent, avec un pécule en poche de 100 F en moyenne, et toutes les portes fermées devant eux, ils n'ont qu'une chose en tête : réaliser ce beau rêve caressé pendant toutes ces années de détention — rouler à toute allure dans une belle voiture. Ils volent une voiture et retournent en prison : ils deviennent alors de « dangereux récidivistes ». Ils ne peuvent pas, comme les enfants de bourgeois (dont je suis), prendre la voiture de papa, maman !

Quand on pense que des gens qui détournent des centaines de millions bénéficient de lois d'amnistie, et que ces garçons en sont là !...

(Extrait du rapport de Mme Rose, psychiatre de la Centrale de Toul.)

La population des prisons est composée dans son immense majorité d'individus issus des milieux les plus pauvres et les plus frustres de la société. 83 % des prisonniers n'ont qu'une instruction primaire et 10 % sont complètement illettrés. 7 % seulement ont un niveau secondaire ou supérieur. Les truands organisés, les professionnels de la drogue, de la prostitution et du jeu, vont rarement en prison, ils ne constituent en tout cas qu'une faible, une infime proportion des détenus.

63 % purgent des peines infligées pour atteinte à la propriété, dont 50 % de vol simple. 11 % pour attentats aux mœurs, 7 % pour atteintes graves contre les personnes. Ce sont pour la plupart des sous-prolétaires, des marginaux qui ont du mal à s'adapter à la société industrielle, des asociaux, des êtres faibles souvent désemparés. Le pourcentage de jeunes y est très important. 58 % des détenus ont moins de 30 ans et, selon le rapport officiel de l'administration pour 1970, le vol est l'infraction la plus fréquemment commise par les jeunes délinquants.

Voilà quels sont les êtres sur lesquels s'acharnent notre société.

Cela suffit à la juger.

Nous n'avons pas mentionné les détenus politiques non pas parce qu'ils sont amalgamés aujourd'hui par la justice elle-même aux prisonniers de droit commun mais parce que le problème des prisons est avant tout, et en permanence, un problème social qui touche l'ensemble de la société et pas seulement les éléments politisés.

On a pu dire d'un peuple qui en opprimait un autre qu'il n'était pas un peuple libre, on peut en dire autant de la société. Une société qui prive de liberté les plus faibles de ses membres, n'est pas une société d'hommes libres.

A L'IMAGE D'UNE SOCIETE POURRIE

Il n'y a pas de bon système pénitentiaire. Il n'y a pas de bonne prison. Il y a une société pourrie, fondée sur l'inégalité et l'injustice, maintenue par la force de ses flics, de ses tribunaux et de ses prisons, une société qui a institutionnalisé le vol sous la forme de l'exploitation de l'homme par l'homme et qui engendre en permanence le crime, le vol, la violence et la corruption. Cette société-là peut bien s'arroger le droit de juger et de condamner ceux qui ne peuvent pas subir l'oppression dans les normes prescrites, mais elle ne peut, en aucun cas, lutter réellement contre la criminalité. Car c'est bien là le fond du problème. La criminalité est inséparable aussi bien dans la forme que dans le fond de la société qui lui donne naissance. Les malheureux qui hantent les prisons sont, dans leur immense majorité, des gagne-petit du vol et de la violence ; ils sont le sous-produit direct d'une société en pleine décomposition. La société capitaliste, quel que soit le nombre de flics, de magistrats ou de prisons qu'elle peut mettre en fonction, est bien incapable de réduire ou de supprimer la criminalité, car la criminalité c'est elle-même qui l'engendre nécessairement et en permanence.

C'est pourquoi toutes les nations avancées, sans exception, se caractérisent aujourd'hui par une augmentation régulière de la criminalité. C'est pourquoi le nombre des prisons et des établissements pénitentiaires est en progression constante dans tous les pays. On peut dire que la prison constitue aujourd'hui l'image la plus concrète de la violence organisée que la société inflige aux individus, à tous les individus.

On peut remplacer les barreaux par des vitres incassables, camoufler les murs d'enceinte et baptiser s'il le faut les gardiens éducateurs, on ne changera rien quant au fond à ces institutions barbares, symboles de l'autorité et de la peur des possédants, que représentent aujourd'hui comme hier la prison et le système pénitentiaire.

Le monde que nous, socialistes, voulons construire ne connaîtra pas cette infâmie.

Colette BERNARD.

TOULOUSE

Un lycéen de "Lutte Ouvrière" exclu pour ses activités politiques

AU lycée Pierre-de-Fermat, à Toulouse, le proviseur a déjà appliqué la circulaire Guichard. Un camarade, militant de Lutte Ouvrière, a été renvoyé du lycée par l'administration et ce à cause de ses activités politiques. L'administration posait comme préliminaire à sa réintégration sa signature du règlement intérieur, où ne figurent pas les textes garantissant la liberté d'expression et votés par la commission permanente. Ce serait d'après le surveillant général un « oubli ».

Des tracts ont été diffusés dans les lycées de Toulouse et une assemblée générale de lycéens avait lieu jeudi 16 décembre pour envisager les actions à mener pour la réintégration de notre camarade.

Les syndicats d'enseignants, il est important de le noter, ont refusé de se prononcer clairement sur sa défense. Quant à la Fédération Cornec, elle n'a pas davantage pris position.

Jeudi 16, une centaine de lycéens étaient présents et décidaient de se joindre à la manifestation de l'après-midi, manifestation de grévistes de la Faculté des lettres de Toulouse et des étudiants en médecine.

A partir de la manifestation du jeudi 16, les lycéens de Fermat reprennent courage : vendredi, un tract est distribué dans tous les lycées de Toulouse appelant les lycéens à se tenir prêts pour lundi 20, jour du Conseil de discipline qui doit se prononcer sur l'exclusion définitive. Le vendredi soir, une réunion du Comité de lutte décide un sit-in le lundi à partir de 16 h. Le lundi, 250 lycéens s'installent dans le hall de Fermat : on chante, on scande des mots d'ordre. L'atmosphère est à la fête.

Pendant le Conseil, notre camarade, à qui on a refusé la participation de ses camarades, démontrera comment l'administration a fait faux témoignage sur faux témoignage. Un délégué des élèves qui témoignait en sa faveur est accusé par le censeur d'être de connivence avec les gauchistes. Excédé, le délégué s'en va en claquant la porte. Vers 20 h 30, le jugement du Conseil est rendu : exclusion définitive. C'est la colère parmi les lycéens présents et aussitôt on décide d'appeler à la grève pour le lendemain.

A 8 h, le mardi, un tract est distribué, et vers 8 h 30, le cortège des grévistes s'ébranle dans les couloirs de Fermat, grossissant à chaque classe où entrent les élèves.

A 10 h, 250 à 300 lycéens défilent en criant « Fermat en grève », « censeur démission », etc.

On élit le Comité de grève : notre camarade est élu président. On organise la grève. A 14 h il est décidé qu'on appellera à une assemblée générale des lycéens à l'intérieur de Fermat en grève. On organise des équipes de diffusion devant les lycées à la sortie de midi. On rédige des affiches que l'on fixe à tous les murs. A 13 h 40, le hall est envahi par les lycéens. Des camarades venus des autres lycées viennent avec nous pour passer dans les classes de Fermat et décider les hésitants à sortir. L'assemblée générale se tient dans le hall : une motion est votée : « les lycéens de Fermat en grève demandent la réintégration immédiate de leur camarade de **Lutte Ouvrière** renvoyé pour activité politique ». Les Comités de lutte des autres lycées la signent. On décide de porter la motion dans le bureau du censeur, en manifestation. Mais sans attendre, le censeur était parti le matin. Les lycéens décident alors d'aller chez le proviseur : son bureau est fermé aussi.

A 16 h, la grève se termine ; en effet, l'administration a bien prévu son coup : on est à la veille des vacances. Les lycéens décident de se retrouver à la rentrée pour continuer le combat.

Correspondant L.O.

transports en commun

VILLEURBANNE

Les usagers ont construit leur abri

LES Buers est un quartier situé au Nord-Est de Villeurbanne. Ce sont essentiellement des travailleurs et leurs familles qui résident dans ce quartier-dortoir de la banlieue lyonnaise.

En ce qui concerne les transports en commun, le quartier est mal desservi. Il n'y a qu'une seule ligne de bus (la 27) qui emprunte d'ailleurs un trajet tortueux, obligeant les usagers voulant rejoindre leur lieu de travail à de nombreuses correspondances. De plus, avec l'hiver, l'absence d'abris se fait cruellement sentir : les attentes sont longues et pénibles, et de nombreux usagers en ont eu assez de cette situation.

Afin de montrer leur mécontentement, le Comité d'Usagers des Transports de Villeurbanne-Les Buers a construit lui-même un abri « de protestation ». C'est ainsi que les usagers de la ligne 27 eurent la surprise de voir, au matin, à leur arrêt habituel : un abri. On pouvait lire sur l'abri : *« Cet abri de protestation a été construit par le Comité d'usagers des transports en commun de Villeurbanne-Les Buers... en attendant un vértiable abri de l'O.T.L. ».*

L'accueil des usagers devant cette initiative fut très sympathique. Les chauffeurs des bus tinrent aussi à marquer leur accord à cette revendication des usagers. Les prises de parole faites par les militants du Comité d'Usagers pour expliquer les problèmes des transports du quartier furent écoutées avec attention par les usagers qui attendaient le bus. Des tracts furent distribués dans les bus par les usagers eux-mêmes. Les réflexions des habitants du quartier étaient unanimes : *« Des abris aux Buers, c'est ce qu'il nous faudrait ».* Jusqu'à ce jour (plus d'une semaine après) l'abri est resté en place.

Correspondant L. O.

Grève à la faculté des lettres

LES étudiants de la Faculté des lettres ont fait grève pendant plus d'une semaine. Ils demandaient :

— le dédoublement des cours surchargés ;

— limitation à 30 étudiants maximum des cours ;

— la création de postes de professeurs.

Le mouvement a démarré dans les groupes d'histoire qui sont parmi les plus surchargés. Mais très vite, il s'est étendu à toute la faculté.

Dès le début les étudiants ont élu des comités de grève par section, chargés d'organiser le mouvement. Les comités de grève étaient éligibles et révocables à tout moment. Toutes ses décisions devaient être approuvées par l'A.G. journalière.

Si le mouvement se déclencha à l'initiative de la Ligue Communiste, il devint très vite l'affaire de tous, et ce malgré l'U.N.E.F. qui freinait des quatre fers, mais fut finalement obligée de se rallier à la grève.

Bien que n'appelant pas à la grève, les syndicats d'enseignants affirmèrent leur soutien aux étudiants et les professeurs participèrent aux débats organisés par le comité de grève sur différents thèmes, tel que le rôle de l'historien dans la société.

Mais les étudiants étaient conscients que leur mouvement ne se limitait pas au problème de la surcharge des cours. Par la grève ils voulurent montrer qu'ils en avaient assez de la politique de Guichard à l'Université. Souvent le problème des débouchés fut abordé dans les discussions, car, aujourd'hui, l'avenir des étudiants est pour le moins aléatoire.

Comme les vacances de Noël approchaient et que le mouvement risquait de s'épuiser, il fut décidé d'arrêter la grève et de reprendre la lutte à la rentrée sous d'autres formes.

Cependant, l'avant-dernier jour de grève, le jeudi 16 décembre, fut celui de la manifestation dans la rue. Plus de 1.500 étudiants en lettres (la grande majorité de la manif'), en médecine et enfin des lycéens (qui exigeaient la réintégration d'un camarade, exclu de son lycée car il est militant Lutte Ouvrière) *ont défilé dans les rues de Toulouse.*

Même si la grève est terminée, les étudiants ont montré qu'ils n'avaient pas l'intention de se laisser faire et que Guichard devrait compter avec eux.

Correspondant L. O.

les hôpitaux

CLAUDE BERNARD (PARIS XIXe)

La santé vit de la charité

LA pénurie de personnel et de matériel dans les services hospitaliers de l'Assistance Publique de Paris est connue. Mais ce qu'on sait moins, c'est le manque de crédits pour le matériel d'entretien et de réparation. Depuis plusieurs années déjà, les crédits se trouvent épuisés bien avant la fin de l'année. En 1971, ils ont encore été diminués et, dans certains hôpitaux, la caisse était vide dès le mois de juin. Depuis, on bricole comme on peut.

C'est ainsi qu'à Claude-Bernard (Paris-18e) un gros battage vient d'être fait à la télévision à l'occasion de l'inauguration par Chaban-Delmas d'un centre d'enseignement et de recherche — payé grâce à un legs fait par Léon M'Ba, ancien président du Gabon, aujourd'hui décédé — mais on a « oublié » à cette occasion de montrer un certain nombre de choses.

Par exemple on n'a pas montré les peintures écaillées et la crasse de presque tous les services, ni les fenêtres qui s'écroulent dès qu'on tente de les ouvrir et qu'on a repeintes telles qu'elles pour qu'elles apparaissent « propres » de l'extérieur. On n'a pas montré non plus les installations électriques qui datent d'avant-guerre et ne sont absolument pas conformes aux normes de sécurité — on imagine pourtant ce que serait un incendie dans un hôpital ! On n'a pas fait voir non plus l'amphithéâtre des morts, où le toit fuit et où on utilise une lessiveuse les jours de pluie, pas plus qu'un service fermé où on a prélevé les boutons de portes pour les remonter dans un autre que l'on a repeint (les crédits ne permettaient pas l'achat de ces poignées...).

Quant au nouvel institut Léon M'Ba, malgré sa façade flambant neuf, on a aussi économisé à outrance. C'est ainsi qu'on n'a pas installé de groupe électrogène de secours, l'équipement en matériel scientifique est insuffisant, et le personnel chargé de son entretien, presque inexistant, faisant retomber la charge de cet entretien supplémentaire sur le personnel de l'hôpital, personnel à qui l'on doit déjà des semaines et même des mois de congé qu'il n'a pas pu prendre !

Il semble pourtant que les crédits n'aient pas manqué lors de la visite de Chaban : tapis rouge, gardes républicains, champagne, petits fours, on a même mobilisé les garçons des services pour garder les voitures officielles (c'est plus important que les malades !). Quant aux réparations indispensables et pourtant jamais faites, la direction ne sait que répondre « plus de crédits » ! C'est à se demander s'il faut attendre une subvention d'un autre pays sous-développé pour faire tourner l'hôpital...

Correspondant L. O.

les foyers - casernes

PRÉ - SAINT - GERVAIS :

AU FOYER DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Nous avons reçu le communiqué suivant du Comité de soutien aux travailleurs immigrés du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis).

Au Pré-St-Gervais, rue Béranger (n° 30), quatre-vingt-dix-huit travailleurs immigrés sont parqués dans un foyer de l'A.F.R.P. (Association des foyers de la région parisienne).

Pourquoi ?

— Le gérant, **M. Thiellene, est raciste** et exerce à leur encontre une véritable dictature (violences verbales, injures et menaces, appels à la police sous le moindre prétexte dans le but déterminé d'expulser ceux qu'il considère comme indésirables).

— En outre, les travailleurs immigrés ne pardonnent pas au gérant la mort d'un de leurs camarades, ils le rendent en partie responsable car M. Thiellene a refusé d'appeler une ambulance. Mais ceci n'est pas un cas isolé, car le gérant, lorsqu'un travailleur tombe malade, leur refuse systématiquement le téléphone.

Ces travailleurs :

— voudraient voir améliorer leurs conditions d'hébergement, mais l'A.F.R.P., par l'intermédiaire du gérant, reste sourde à toute revendication ;

— sont dans des chambres à 4, 8 ou 10 lits, superposés par deux pour en mettre plus ;

— aucune condition d'hygiène n'est respectée (pas de douches, seulement six lavabos et quatre w-c en service, le réfectoire est beaucoup trop petit...) ;

— dans le grenier transformé en dortoir, le chauffage est insuffisant. De plus, l'humidité est partout présente et des plaques de moisissure couvrent les murs. Ce qui contribue pour certains, en plus d'un travail malsain, au développement de maladies graves (la plus répandue est la tuberculose).

Ces travailleurs ont décidé de poursuivre la grève des loyers tant que le gérant ne sera pas remplacé et jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

En général, la situation des travailleurs immigrés est passée sous silence par l'information (presse, radio) qui développe indirectement une propagande raciste...

C'est à nous de montrer aux travailleurs qu'ils ne sont pas seuls : **et la seule manière de le faire est la solidarité active.**

Pour appuyer la lutte des travailleurs immigrés, un Comité de soutien s'est créé, ouvert à tous ceux qui ont le souci de manifester **une solidarité active.**

REJOIGNEZ-LES :

— pour le remplacement du gérant ;

— pour des conditions de logement humaines et décentes.

Comité de soutien aux travailleurs immigrés de la rue Béranger.

AU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS DES HAUTS-DE-BELLEVILLE (Paris)

Défense des conditions de logement

DEJA, au début septembre ,la direction avait augmenté le loyer de 20 francs par mois afin, disait-elle, de compenser la hausse du coût de la vie. Mais ce n'était qu'un début ! Voici que deux mois plus tard nous recevons un imprimé nous demandant : « Accepteriez-vous que la cantine ferme une demi-heure plus tôt en fin de semaine afin de permettre une meilleure organisation du travail du personnel ? ». **On nous avait déjà retiré un quart d'heure... une demi-heure maintenant ! A brève échéance, c'était le repas du samedi soir en entier qui allait sauter. Aussi, un groupe de jeunes travailleurs fit-il immédiatement circuler dans le foyer une pétition exigeant le maintien de la demi-heure et une réunion fut convoquée pour le 1er décembre. On en profita, tant qu'on y était, pour poser aussi le problème du chauffage, insuffisant au troisième étage... et inexistant à l'annexe. Il fut décidé :**

— de suspendre le paiement du loyer ;

— de boycotter la cantine le lendemain soir.

Aussi, mercredi soir, la plupart des travailleurs restèrent-ils à manger un casse-croûte devant la porte. La direction vint alors s'expliquer devant nous :

— pour le restaurant, visiblement impressionnée par notre attitude, elle coupa la poire en deux. Un quart d'heure seulement serait supprimé ;

— pour le chauffage, elle céda complètement. Plusieurs locataires ayant menacé de ne pas payer tant que la température ne serait pas à 18° dans toutes les chambres, la direction promit que ce serait chose faite dès le lendemain matin.

Dans le feu de la discussion, de nombreux autres motifs de mécontentement apparurent au grand jour. A la fin de la réunion, un comité fut nommé pour défendre les intérêts des locataires face à la direction du foyer. Il réclame notamment :

— que le gérant ne puisse pas expulser un travailleur sans l'accord des autres locataires ;

— que chacun ait le droit de recevoir une fille dans sa chambre sans risquer d'être expulsé ;

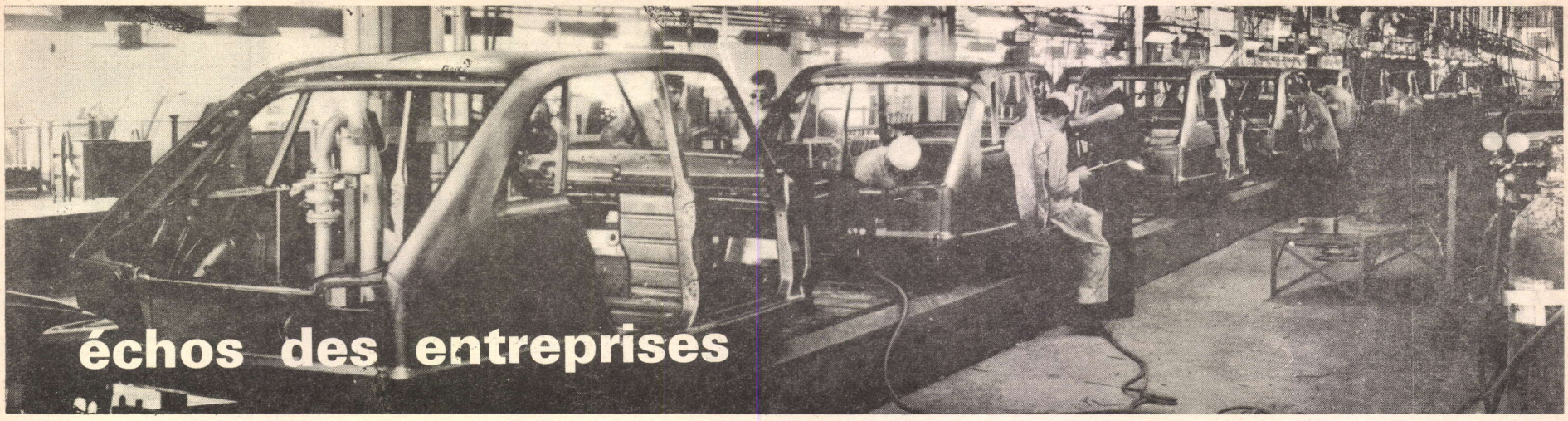
— que les chambres prévues pour une seule personne, et où depuis quelques temps on en entassait deux, soient ramenées à leur destination primitive ;

— que ceux qui ne mangent pas chaque jour au foyer n'aient pas à payer la totalité du prix des repas ;

— que les conditions d'hygiène soient améliorées, ce qui nécessite que la direction embauche plus de personnel... et le paye mieux.

Nous estimons que dans un foyer où 150 personnes paient environ chacune 350 francs par mois, le moins que la direction puisse faire est de satisfaire toutes nos revendications, et nous sommes bien décidés à nous battre jusqu'à ce qu'elle le fasse.

Correspondant L.O.



échos des entreprises

INSÉCURITÉ, MANQUE D'HYGIÈNE

sécurité, connais pas

● *MINES (Fosse Dechy)*

Au cours de la conférence revendicative de la C.G.T. qui s'est tenue le 20 décembre et qui regroupait les délégués mineurs, des chiffres ont été avancés :

— en 1963, le pourcentage d'accidents graves et mortels était de 5,64 % ;

— en 1968, il est passé à 8,60 %.

Et la chose ne s'est certainement pas améliorée depuis. Ce serait plutôt le contraire. En effet, les Houillères sont d'une négligence criminelle en matière de sécurité. Aucun frais n'est consenti. En ce qui concerne le matériel, c'est la politique du rafistolage ou de l'abandon pur et simple.

Actuellement, c'est un mineur sur dix qui risque de trouver la mort au travail ou d'y être gravement handicapé.

Les Houillères ont décidé de presser le citron jusqu'au bout. Jusqu'à ce qu'elles décident de fermer les puits, le charbon doit sortir, même dans des conditions de plus en plus déplorables.

Mais nous n'avons qu'une vie et une santé. Nous ne sommes pas prêts à laisser la direction nous prendre l'une ou l'autre au nom de ses intérêts sordides.

ils cherchent la petite bête

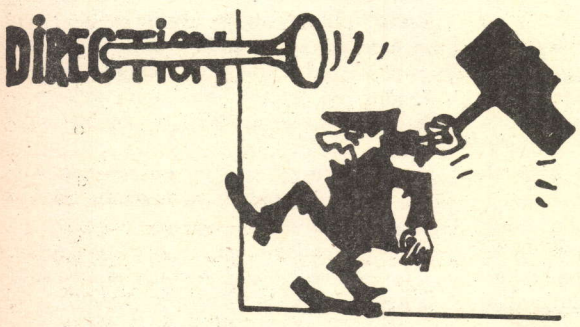
● *ASSURANCES GENERALES (Paris)*

Un grave problème se pose actuellement à la direction ! Comment boucher les trous ?

Pas ceux que vous croyez, laissés par les nombreux employés qui ont démissionné, mais les trous de... punaises.

Si vous désirez accrocher la photo de vos enfants ou les dernières cartes postales reçues des collègues en vacances, histoire de cacher un peu la laideur des murs et d'égayer les bureaux, surtout ne punaisez pas ! Collez-les avec du chewing-gum ou transformez-vous en hommes-sandwiches, mais surtout ne vous livrez pas à ces horribles « dégradations ». Vous risqueriez alors d'être surpris dans votre flagrant délit par vos cadres !

Ceci figure dans la dernière note de service de la direction sur les déménagements mais on se demande qui déménage vraiment !



vitrier !

● *RENAULT (Flins)*

Flins, « l'usine modèle », est chauffée l'hiver. C'est une bonne chose. Malheureusement, il nous est difficile de nous en rendre compte : à cause de tous les carreaux cassés, l'air du dehors peut pénétrer librement, et en ce moment, il n'est pas chaud !

Alors, pour ne pas être transformés en glaçons à la fin de la journée, nous mettons souvent des cartons pour remplacer les vitres manquantes.

Car, pour changer les vitres, c'est toute une affaire : on constate en effet que, plus l'usine s'agrandit, et plus le personnel chargé de l'entretien diminue (!), et les vitriers, entre autres, ne peuvent suffire à la tâche.

En attendant, l'usine ressemble de plus en plus à un vaste bidonville. Et il paraîtrait que c'est l'usine « la plus moderne d'Europe », celle que l'on fait visiter aux chefs d'Etat en tournée !

Dans ce cas, comment doivent être les autres ?

en attendant l'huile miracle, l'huile de coude

● *S.N.C.F. (Paris-Nord)*

A la gare du Nord, avec la mise en service de la nouvelle huile pour le graissage d'aiguilles, la direction avait effectué une sérieuse saignée dans l'effectif employé alors au graissage.

La direction avait décidé que les aiguilles, graissées chaque jour avec l'ancienne huile, le seraient tous les quinze jours avec la nouvelle.

Evidemment, ça ne marche pas. Si la nouvelle huile est de meilleure qualité elle ne tient quand même pas les quinze jours, surtout lorsqu'il pleut. Alors maintenant, on nous fait faire ce travail chaque semaine bien qu'il soit prévu de le faire chaque quinzaine.

En attendant, l'huile de Perlimpinpin de nos charlatans de patrons leur a fourni le prétexte pour faire des économies de personnel sur notre dos.

l'hygiène à Domec...

● *VERRERIE DOMEC (Bordeaux)*

Il y a à Domec trois circuits d'eau différents : le circuit d'eau de ville qui alimente les vestiaires et les douches, le circuit d'eau de refroidissement et le circuit alimenté par les eaux de récupération. Des pompes puisent l'eau d'un puisard qui se trouve au rez-de-chaussée et l'amènent à un bassin au deuxième étage : de ce bassin part le circuit d'eau de récupération qui sert à refroidir les moules et alimente, au four, les robinets du « bacquet ». Ces robinets sont ceux auxquels nous nous lavons les mains, auxquels les verriers lavent les cannes.

Il n'y aurait rien à dire si l'eau du puisard présentait toutes les garanties de pureté nécessaires. Mais c'est loin d'être le cas. Dans le puisard se déverse les eaux usagées qui ont déjà servi à refroidir les moules, se déverse toute l'eau qui traîne par terre, et à laquelle se mêlent parfois urine et crachats. Et c'est cette eau filtrée d'une manière rudimentaire à la sortie du bassin qui coule à certains robinets du four !

Les conditions d'hygiène les plus rudimentaires que nous serions en droit d'attendre à notre travail ne sont même pas assurées. Pourtant, ce fait est connu, il a été dénoncé souvent par de nombreux travailleurs. Mais rien n'a jamais été fait. Sans doute cela coûterait-il trop cher que les robinets soient alimentés par de l'eau propre, de l'eau de ville. Alors mieux vaut récupérer les eaux usagées et s'en reservir. Cela coûte tellement moins cher !

De notre hygiène, de notre santé, Domec s'en moque éperdument. Pour lui, nous sommes juste bons à travailler et à crever au travail.

attention danger : direction nocive !

● *RATEAU (La Courneuve)*

Sous prétexte de maladie, un de nos camarades qui travaillait à la Peinture se retrouve privé de son emploi. En effet, le médecin du travail l'a reconnu inapte.

Quant on connaît les conditions de travail à la peinture, quand on sait qu'on y respire des vapeurs nocives à pleins poumons, on ne s'étonne pas que certains compagnons ne les supportent pas.

La direction, quant à elle, a estimé que ce camarade ne pouvant plus exercer son travail, il y avait rupture du contrat de travail. Elle aurait pu le licencier, ce qui aurait été lamentable, mais elle s'est surpassée. Elle a poussé le cynisme jusqu'à faire pression sur notre camarade pour qu'il signe sa lettre de démission. De cette façon, elle se débarrassait en douceur d'un travailleur et elle évitait de payer les indemnités prévues dans ce cas. De plus, par cette attitude, c'est un avertissement qu'elle donne à ceux de nos camarades de la Peinture qui ne supporteraient pas les vapeurs nocives de la peinture : « si vous ne supportez pas les conditions de travail, vous savez ce qui vous attend ! ». Désormais, il y a un précédent.

Quand nous avons connaissance d'un cas comme celui-ci, nous ne devons pas permettre à la direction de se débarrasser si facilement d'un travailleur. Si un travailleur a gâché sa santé pour le plus grand profit du patron, celui-ci ne doit pas pouvoir le jeter à la rue dans l'indifférence générale.

UNE MAITRISE A MAITRISER

des coups de pied quelque part qui risquent de ne plus se perdre !

● *CITE ADMINISTRATIVE (Bordeaux)*

Au service des Hypothèques, un chef particulièrement rustre tente d'imposer sa dictature. Il harcèle sans cesse les employés avec des tracasseries, sinon des grossièretés.

Pour maintenir les agents sous sa coupe, rien ne le rebute, même pas de prendre des photocopies des erreurs que personne n'est sans commettre !

Fidèle au dicton : diviser pour mieux régner, il essaye par tous les moyens de monter les employés les uns contre les autres. La dernière fantaisie de ce capricieux attardé a été d'enfermer ses agents dans le bureau. La réaction ne s'est pas fait attendre. Les employés se sont réunis et ont décidé d'aller à la direction pour protester contre ces méthodes.

En effet, il est inadmissible de supporter un énergumène de cette espèce.

Nous venons ici pour travailler et gagner notre vie et nous n'acceptons pas d'avoir l'existence empoisonnée à longueur d'année par un chef. Et que cet individu sache que même le plus grand des hommes juché sur le plus haut des trônes n'est jamais assis que sur son cul...

la clé du paradis

● *S.N.C.F. (Landy)*

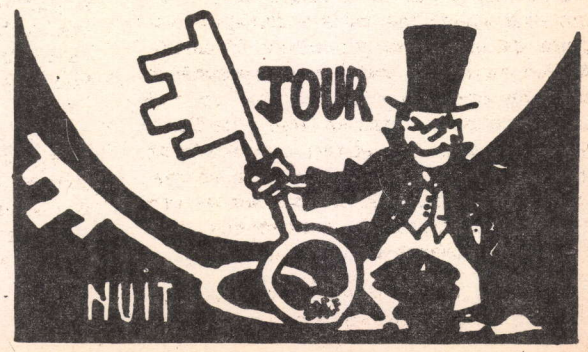
Il se passe de drôles de choses au Landy PEN. Un de nos camarades aurait eu une demande d'explication par un de ses supérieurs suivie d'un blâme avec retenue pour avoir utilisé la clé du service de nuit pour ouvrir les armoires du service de jour, afin de servir au plus vite un camarade en outillage.

C'est bien mal payer le zèle d'un agent à ne pas faire attendre le travail.

Mais ce qui prête à sourire, c'est cette histoire de clés de nuit et de jour, de placards de nuit et de jour, lesquelles ouvrent indifféremment les uns et les autres.

Connaîtra-t-on la clé de ce mystère ?

Certains chefs, quant à eux, n'ont pas encore trouvé la clé de la rentabilisation.



menaces de licenciement ici, heures supplémentaires là

MOTOROLA (Toulouse)

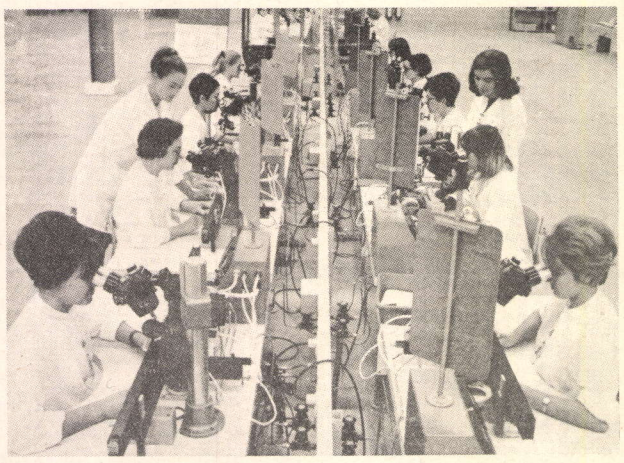
Travail du samedi

LE 20 décembre, le chef de service obligeait l'équipe du matin de l'atelier « Test Final Transistor », qui comprend une vingtaine d'ouvrières, à venir travailler ce jour-là de 6 h à 14 h en heures supplémentaires. Ces heures étaient obligatoires sous peine de se voir supprimer la prime annuelle d'assiduité de 550 F, pour absence injustifiée. Le mécontentement était grand parmi nous.

Nous avertissons aussitôt un délégué C.G.T. pour le mettre au courant de ce qui se passait. Celui-ci n'a rien trouvé de mieux que de nous dire : « Il faut venir travailler car le patron peut vous obliger à faire jusqu'à 54 h par semaine ». **Cette attitude de la part de la C.G.T. ne surprit personne, car elle n'a jamais entrepris une action quelconque dans les ateliers depuis les élections des délégués du personnel (elle a obtenu 54 % des voix au premier collège), même pas lors des licenciements.**

Face à la répression patronale et à la passivité du syndicat, nous sommes donc venues travailler le samedi, excepté deux camarades qui ont refusé catégoriquement de venir. La direction, non contente de nous avoir forcées à venir, ne manqua pas durant toute la journée de montrer son mépris et son cynisme. En effet, la veille, deux ou trois camarades qui n'avaient aucun moyen de transport (le bus du samedi ne fait pas le même parcours) sont allées protester auprès du chef des Relations « Humaines ». Il ne sut qu'ironiser sur leur sort et alla jusqu'à dire : « Eh bien, venez à pied ou prenez un taxi ; moi je viens tous les jours en footing à l'usine ». **Ces camarades durent se lever à 3 h du matin pour faire de l'auto-stop.**

Le cynisme de la direction ne s'arrêta pas là. Elle nous prévint que la cafétéria serait fermée à 8 h pour le petit déjeuner, mais que nous pourrions consommer aux distributeurs de boissons et de sandwiches. Le samedi, nous avons eu la mauvaise surprise de trouver tous les appareils vides et les distributeurs de boissons sans gobelets. Nous étions de plus en plus mécontentes ; les réflexions allaient bon train : « ils se moquent de nous, c'est dégoûtant ! ». **Mais le mécontentement redoubla lorsque nous avons aperçu les deux chefs de service munis de gobelets. Ceux-ci ne se gênèrent pas pour consommer sous nos yeux alors que nous leur demandions des explications et firent des réflexions du genre :** « Ça ne vous fera pas de mal, vous garderez la ligne ».



Pour le délégué C.G.T., elles doivent 54 heures au patron par semaine et pour le chef des Relations Humaines, elles n'ont qu'à venir à pied...

A midi, nous nous précipitons à la cafétéria où l'on nous avait promis un repas. Mais là aussi, nous nous heurtons au mépris de la direction : la porte est fermée. Les protestations reprennent de plus belle y compris un chef de service qui tient à son repas. Enfin, après un quart d'heure d'attente, on nous ouvre la porte. Au menu : un bout de viande en sauce et les choux de Bruxelles du vendredi matin, réchauffés pour la troisième fois. La direction de la cantine a dû sentir souffler le vent de la colère car au dessert elle s'empressa de nous offrir des glaces. (Ces glaces dataient de l'été et il fallait bien s'en débarrasser.) Quant au café, il n'en fut pas question.

Et pour clôturer la journée, à la sortie à 14 h, pas de bus pour rentrer. Le seul bus qui était devant l'usine, était réservé à l'équipe de football. Après de multiples protestations, ce bus fut mis à notre disposition. Et ce jour-là, c'est à 15 h 30 ou 16 h que nous sommes rentrées chez nous.

La colère n'a pas éclaté car depuis quelque temps la direction fait régner un climat de peur dans l'usine en licenciant à tour de bras, mais la plupart d'entre nous ont découvert le vrai visage de la direction, le mépris et le cynisme avec lequel elle nous traite. Certaines parlaient déjà de ne plus accepter les heures supplémentaires. Quant à la C.G.T., elle ne s'est pas manifestée depuis. Peut-être attend-elle que le patron nous impose 54 h par semaine pour réagir ?

Correspondant L.O.

POLYMÉCANIQUE (Pantin)

On fait des économies... sur les salaires

UN secteur en expansion de la Polymécanique (Pantin) vient de subir un coup d'arrêt qui pourrait bien être définitif. Dans cette usine où l'on fabrique les moteurs de mobylette pour l'essentiel, des machines transferts accessoirement, il est envisagé depuis bientôt trois ans de produire des carburateurs de voiture pour Renault. Une société américaine « Carter » a amené ses capitaux et ses plans, et bureaux et ateliers ont été mis sur pied. Des machines spéciales ont été construites, des chaînes installées, des équipes formées. Seulement voilà, Renault ne fait pas de commande... Et depuis quelques jours les ouvriers et ouvrières sont mutés et l'atelier est en sommeil.

Cette léthargie qui semble liée à la « conjoncture internationale » entre certainement pour une bonne part dans la décision de la Polymécanique de faire des économies. Les premiers touchés sont les cadres, les bureaux et agents de maîtrise qui voient leur horaire diminuer avec perte de salaire et promotions bloquées. Même pour les forfaitaires, l'accroissement du salaire en 1971 et 1972 est fixé à 1 %, ce qui est peu en regard de l'augmentation des prix et des augmentations prévues pour les ouvriers. (Il y a un système d'indexation des salaires sur les prix et une augmentation trimestrielle d'au moins 1 % prévue pour ces derniers).

Les mesures ne s'arrêtent pas là. Des chefs d'équipes sont remis aux manivelles. Un contremaître même redevient régleur. Même s'ils ne perdent pas leur salaire, il s'agit là d'une dégradation de leur situation qui aura ses répercussions sur tout ce qui est placé hiérarchiquement en dessous : l'ouvrier sur machine pourra se retrouver au balai, et le balayeur qui voulait se faire embaucher restera à la porte, etc.

Les plus touchés sont pour le moment les plus hauts placés dans la hiérarchie. Paradoxalement, c'est pour 90 % ceux qui étaient du côté du patron lors de la dernière grève et qui ont, au moins pour la maîtrise et l'encadrement, l'habitude de se distinguer par leur attitude anti-ouvrière. L'opinion et les sentiments des ouvriers à leur égard facilite donc dans une certaine mesure la tâche du patron.

Mais les ouvriers conscients de la Poly ne se laissent pas abuser et savent que ce n'est pas pour leur faire plaisir que le patron prend ces décisions, mais pour ses profits. Et ses profits le conduiront peut-être demain à tenter la même chose pour les ouvriers.

C'est donc à lutter qu'il faut se préparer, en mettant autant que possible cadres, maîtrise, bureaux dans le camp des ouvriers plutôt que dans celui du patron. C'est en fait celui-ci qui les y pousse aujourd'hui.

Correspondant L. O.

STARLUX (Clermont-Ferrand)

Jusqu'à douze heures par jour

UNE usine de confection (environ 200 personnes), qui se trouve dans la zone du Brézet, à Clermont-Ferrand. Deux caractéristiques. D'abord la fabrication de vêtements vendus aux bourgeoises de la ville à des prix assez élevés (ex. : un manteau vaut dans les 1.000 F). Ensuite l'exploitation éhontée des ouvriers, surtout des femmes. Elles sont payées 4,08 F de l'heure et travaillent jusqu'à 12 h par jour. Il n'est pas bien difficile de calculer la marge du patron là-dessus.

Bien sûr, son premier souci est de produire toujours plus et pour cela il emploie une maîtrise particulièrement zélée, toujours sur le dos des ouvrières.

Même les cadres ne sont pas à l'abri de la discipline maison. Ainsi, l'ancien chef du personnel s'est vu mettre à la porte parce qu'il attachait trop d'importance à la qualité de la fabrication. Le nouveau, par contre, est bien dans la ligne. Il circule dans les rangs et joue les dictateurs. Personne ne doit lever le nez pour parler ou se reposer. Les presseuses doivent même rester penchées sur leur machine quand elle est fermée. Les mécaniciennes aussi ne doivent pas parler sans risquer des menaces.

Ce chef zélé interdit aux anciennes de donner un coup de main aux nouvelles embauchées, alors que celles-ci ne connaissent pas tous les travaux à faire. Il faut dire aussi que bien souvent le patron profite de ce qu'elles sont nouvelles pour les payer au-dessous du tarif d'embauche sous prétexte qu'elles ne font pas la production.

En outre, il n'est pas question de refuser de faire des heures supplémentaires, et avoir une tête qui ne revient pas au chef de chaîne peut suffire pour se faire mettre à la porte C'est ce qui s'est produit récemment pour une ouvrière pourtant très qualifiée et estimée de tout le monde. A la suite du licenciement les responsables de chaîne ont demandé des explications au directeur en plein atelier et ce n'est pas l'envie qui manquait de filer une volée au chef responsable du licenciement.

Quant au syndicat, ses représentants sont restés muets comme des carpes.

Correspondant L. O.

GEVELOT (Issy-les-Moulineaux)

Grève à l'atelier des plastiques

L'ATELIER du Plastique est le plus moderne de l'usine et même d'Europe. Dans cet atelier on fait des tubes en plastique très résistant en plusieurs diamètres. Ces tubes sont ensuite coupés pour constituer la cartouche de chasse.

Cet atelier se trouve donc à la base de la production de cartouche dans l'usine, et également d'autres usines filiales (Gevelot Bruyères, à Sèvres, Valence, etc.).

Pensant pouvoir arrêter, par la situation qu'ils occupent dans la production, ce secteur de l'usine, les ouvriers du Plastique, au nombre de neuf, décidèrent de se mettre en grève.

Ils se réunirent durant la semaine du 13 au 18 décembre pour préparer leur mouvement.

Le lundi 20, au matin, tous les ouvriers de l'usine rentraient pour se rendre à l'atelier. Sauf ceux du Plastique qui restèrent devant l'entrée, les deux équipes ensemble.

Leurs revendications étaient les suivantes :

1) Augmentation du salaire de base de 100 F par mois pour tous.

2) Augmentation de la prime de nuit de 15 %, ce qui la portait à 30 % au total.

3) Qu'il y ait cinq personnes dans chaque équipe pour conduire les cinq chaînes, et que lorsqu'un ouvrier manque, son équipe reçoive le versement intégral du salaire de l'ouvrier absent pour effectuer le travail supplémentaire. Ou alors, que la chaîne soit arrêtée.

4) Aménagement d'un local pour prendre leurs repas.

5) Aménagement d'un vestiaire avec eau chaude et douche.

A l'issue d'une journée de grève, nos camarades avaient obtenu satisfaction sur les deux derniers points et des promesses sur la troisième revendication.

Compte tenu de ce résultat nos camarades décidaient de poursuivre la grève.

Dès le lendemain, mardi 21, un tract Lutte Ouvrière **appelait au soutien des grévistes.**

« Cette lutte nous concerne tous, puisqu'elle pose une revendication générale qui est 100 F par mois d'augmentation du salaire pour tous. Et tous ensemble, nous pourrons plus facilement faire céder la direction. 100 F pour tous. Tous pour 100 F.

A la même heure, un tract de la section syndicale C.G.T. était également diffusé. La première partie de celui-ci expliquait la grève, en « oubliant » toutefois de mentionner les 100 F. Elle affirmait le « soutien » aux grévistes d'une façon pour le moins originale :

Gevelot : un décor du XIX[e] siècle. (Ph. L.O.)

« Le service Plastique alimente la Chasse (atelier) en tubes plastiques pour les cartouches. La direction, prise par surprise, n'ayant pas fait de stocks, les travailleurs de la Chasse risquent d'être les premiers touchés si le refus de négocier valablement les revendications du plastique persistent... »

Toute la semaine, la tactique de la C.G.T. va consister à parler de la menace du chômage technique et à tout mettre en œuvre pour négocier à tout prix.

Après une semaine de grève, les ouvriers du Plastique ont finalement repris le travail, ayant obtenu en plus de ce qui avait été acquis au premier jour de grève, l'engagement de la direction, de ne faire marcher que quatre chaînes au lieu de cinq, s'il y a un ouvrier absent.

Correspondant L.O.

BRONZAVIA (Courbevoie)

La direction licencie un gréviste

LES débrayages continuent à Bronzavia : cinq semaines désormais, au rythme d'une heure par jour, pour les 150 F pour tous. Mais le patron a décidé de brusquer les choses : l'ambiance dans l'usine était relativement combative, malgré le peu d'ampleur du mouvement général, et ceci surtout parmi les jeunes ; la production était considérablement freinée, beaucoup plus par l'attitude générale des ouvriers, tout au long de la journée, que par l'arrêt de travail d'une heure quotidien (voir **L.O.** n° 174).

Et la veille de Noël, à l'heure de la sortie, la direction a signifié à un jeune qu'il était licencié sans préavis, pour faute grave. Le motif : absences et retards. Un motif qui ne tient pas, surtout pour faute grave : ses absences étaient en effet largement couvertes par des bons de sortie. Avec un tel motif, c'est presque tous les travailleurs qui « mériteraient » le licenciement à Bronzavia !

Non, la direction l'a licencié parce qu'il s'agit d'un jeune qui, malgré son peu d'ancienneté dans l'usine, est un gréviste dynamique, et un syndiqué C.G.T. actif. Elle l'a licencié pour tenter de briser l'ambiance, de museler les jeunes.

Et les syndicats, C.G.T. comme C.F.T., ont jusqu'ici laissé faire : ils proposent bien d'élargir... les revendications, en exigeant désormais, en plus des 150 F, la réintégration de notre camarade, mais sans élargir le mouvement : toujours une heure par jour. Pire, ils ont enfoncé notre camarade : en assemblée générale des grévistes, ils ont commencé par déclarer qu'il était « indéfendable » (sans doute était-il trop combatif à leur gré ?), et ce n'est qu'après que de nombreux jeunes, y compris des délégués C.G.T., aient protesté qu'ils ont inclus sa réintégration dans nos revendications actuelles.

Cela, la plupart des ouvriers de Bronzavia l'ont compris : nombreux sont les jeunes écœurés, qui ont désormais perdu confiance dans les dirigeants C.G.T. et C.F.T., y compris parmi la commission jeunes C.G.T. Et le lâchage des syndicats a fait tomber les illusions de la plupart des travailleurs: Si le mouvement se poursuit, tous ont compris maintenant que C.G.T. et C.F.T. se moquent et du mouvement et des grévistes, et la plupart continuent surtout pour ne pas avoir l'air d'abdiquer face au patron.

Correspondant L.O.

Un meeting des travailleurs de Bronzavia. (Ph. L.O.)

CIPEL (Elbeuf)

Grève aux presses

LA Cipel-Elbeuf emploie environ 250 personnes. Elle fabrique des accus et des boîtiers.

Au début de la fabrication des boîtiers se trouvent les Presses. C'est là ou sont embouties les tôles pour faire les boîtiers, qui ensuite passeront à la Peinture et au Montage. Aux Presses, les 12 travailleurs ont des journées particulièrement dures : cadences très rapides (environ 1,7 seconde par tôle), danger de se couper...

Actuellement, les salaires y sont de 4,49 F de l'heure.

Le mercredi précédant Noël, les ouvrières des Presses ont décidé de se mettre en grève. Elles réclamaient une augmentation de 50 centimes de l'heure, soit un taux horaire de 5 F de l'heure, revendication refusée par la direction.

Dès le début de la grève, les délégués passèrent sur les chaînes expliquer aux autres travailleurs que cette revendication les concernait tous, et leur proposèrent une assemblée du personnel. Mais les discussions montrèrent alors que les autres travailleurs n'étaient pas décidés à se mettre en grève durant la période de Noël. Cependant, il y avait une bonne ambiance dans l'usine. La maîtrise et la direction s'en rendaient bien compte. Ainsi le jeudi 23 il y avait des discussions sur une chaîne, les ouvrières arrêtaient de travailler. Les chefs vinrent souriants : « Alors, êtes-vous en grève ou non ? ». Tout cela sur un ton très poli.

Depuis le 28 décembre, les stocks de boîtiers sont épuisés. La direction a choisit la solution « souple » et se démène pour trouver un petit travail pour occuper les ouvrières de la chaîne Montage boîtiers (environ une soixantaine de personnes) : dépiauter des piles. C'est un travail inutile, mais la direction ne veut pas perdre la face !

Quant aux travailleuses des Presses, elles ont le moral.

Le mardi 28, en réunion du C.E., la direction annonce... une augmentation de 1,5 % à valoir sur les augmentations de l'année. On est loin du compte !

La grève dure depuis près de deux semaines à l'heure où nous écrivons. La direction, sentant que la situation peut très rapidement devenir explosive, agit avec prudence, tablant sur une éventuelle lassitude des camarades des Presses. Mais celles-ci ont le moral, et la direction n'est pas au bout de ses angoisses !

Correspondant L. O.

BABCOCK-ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

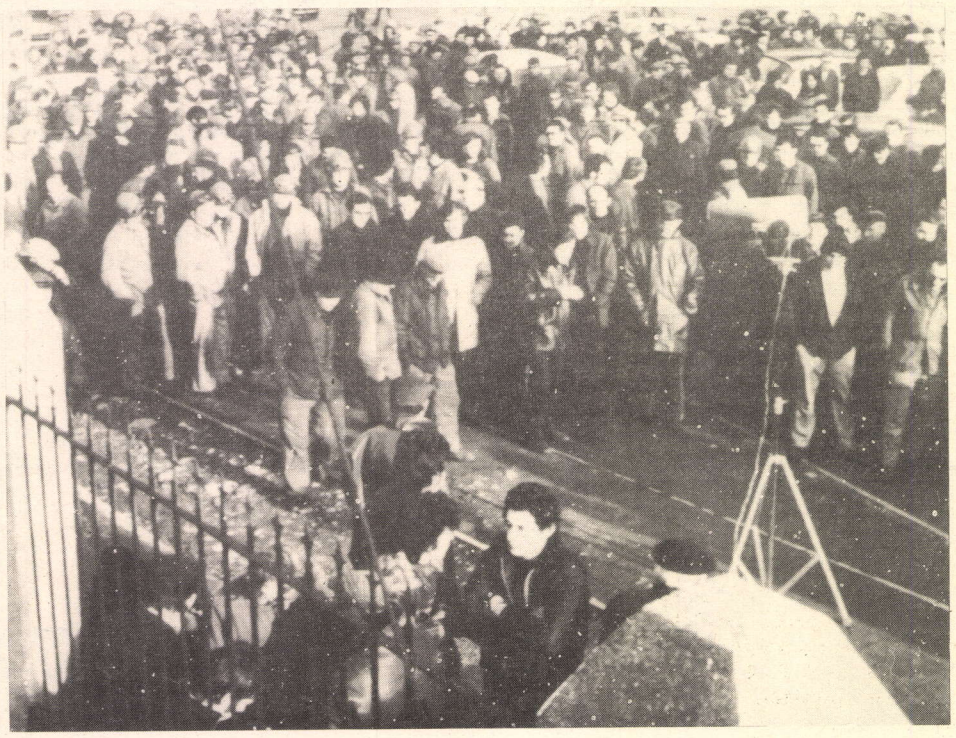
La direction lock oute

POUR la seconde fois en moins d'un mois, la direction de Babcock-Atlantique à Saint-Nazaire vient de lock-outer les travailleurs horaires et mensuels, qui revendiquent le treizième mois.

Cette revendication était posée pour la première fois à la fin du mois d'octobre dernier, par les trois syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. Mais s'ils décidaient de marcher au coude à coude, c'était pour réclamer un treizième mois... par étapes, allant même jusqu'à dire qu'ils étaient « prêts à étudier une programmation pour atteindre cet objectif » ! C'est donc sur la base de cette position très ferme (!) des syndicats que s'engagèrent les premières discussions entre eux et la direction des Chantiers, la direction de Babcock-Atlantique restant dans une position d'expectative, pour voir, disait-elle, ce qui serait accordé aux Chantiers.

L'affaire semblait d'autant plus mal engagée que, dès le début, les trois syndicats des Chantiers menaient séparément les discussions ouvriers horaires-mensuels, et appelaient à des débrayages séparés pour la plupart.

Quant à Babcock, il faut, pour comprendre la situation, faire un petit retour en arrière. C'est en janvier 1968 que le secteur Chaudières des Chantiers de l'Atlantique était cédé à Babcock, bâtiment, matériel et travailleurs compris. Dès ce moment, la direction Babcock entendait imposer aux travailleurs sa discipline maison, tout en s'efforçant de consommer la séparation avec les Chantiers : construction de murs entre les deux établissements, horaires décalés, etc. On vit même, lors du renouvellement de l'accord d'entreprise Chantiers, en 1969, la direction Babcock tenter de s'y soustraire, alors que pour les travailleurs de Babcock, anciennement des Chantiers, il n'était pas question de perdre les avantages acquis aux Chantiers. Ce qui se passe maintenant pour le treizième mois, ressort de la même préoccupation de la part de la direction Babcock. C'est pour elle, ainsi que l'un de ses représentants l'a affirmé aux syndicats, une question de principe et non de finances.



Meeting tenu par les travailleurs de Babcock-Atlantique à la suite du lock-out. (Ph. A.F.P.)

Et, aujourd'hui comme hier, face à cette attitude de la direction Babcock, les syndicats s'inclinent. En effet, les discussions sur le treizième mois, aboutissaient sur le plan Chantiers, à une proposition patronale (*) acceptée le 7 décembre par 88 % du personnel mensuel et 76 % du personnel horaire. Dès ce moment, les travailleurs de Babcock qui n'avaient par contre encore rien obtenu, se retrouvaient quasiment seuls devant leur direction. Ainsi, au lieu d'imposer que les discussions marchent de pair avec les directions Chantiers d'une part, et Babcock d'autre part — ce qui aurait permis aux travailleurs des deux établissements ayant la même revendication de se mobiliser en même temps, de débrayer en même temps, de se sentir ensemble et forts face aux patrons — les syndicats acceptèrent dans les faits la division imposée par les directions.

Le 13 décembre, les travailleurs refusaient les propositions de la direction de Babcock (très inférieures à celles des Chantiers) par 89 % contre, pour les horaires, et plus de 99 % contre, pour les mensuels. 81 % des horaires et seulement 16 % des mensuels, se prononçaient pour continuer l'action. Les débrayages tournants reprenaient, d'une durée très limitée, par corporation. Le 20 décembre, une rencontre entre les syndicats et De Calan, P.D.G. de Babcock, n'aboutissait pas. Et les débrayages tournants continuaient, forme d'action particulièrement chérie de tous les syndicats, mais qui avait déjà montré et son inefficacité et le danger qu'elle représentait, puisque c'est à la suite de tels débrayages entre autres choses que Babcock lock-outait pour quarante-huit heures, le 1er décembre. La direction ne s'était d'ailleurs pas gênée pour menacer de recommencer si les mouvements se poursuivaient.

Et lorsque le 29 décembre, à l'embauche du matin, les travailleurs trouvèrent les grilles de l'usine fermées, ils pouvaient à juste titre en imputer une grande part de responsabilité à leurs syndicats, qui, en pleine connaissance de cause, les avaient menés là.

Mais les travailleurs de Babcock Atlantique restent déterminés à obtenir satisfaction. Et c'est pourquoi, dans ce conflit, il n'est pas sûr du tout que De Calan ait le dernier mot.

Correspondant L.O.

(*) Les horaires auraient le treizième mois par étapes jusqu'en 1974, et les mensuels par étapes jusqu'en 1973. Pour les horaires comme pour les mensuels, le « treizième mois » serait donné en deux versements : 50 % en juin et 50 % en décembre.

conditions d'embauche

RENAULT :

Les contrats provisoires reprennent de plus belle

SI, à Billancourt, le bureau d'embauche est pratiquement fermé, à Cléon et à Flins la Régie embauche du personnel. Mais attention, pas n'importe qui et surtout pas n'importe comment.

En ce moment, à Flins, si le bureau d'embauche est ouvert, les travailleurs algériens, eux, ne sont pas pris. La RNUR applique dès maintenant les mesures de restriction décidées par le gouvernement concernant l'immigration algérienne. Les autres travailleurs, s'ils sont embauchés à Flins, le sont souvent sous contrat provisoire. Pourtant, après mai 1968, comme dans le dernier accord de mars 1970 (chapitre 15, article 43 des dispositions générales) la direction s'engageait *« à ne recourir à cette forme de recrutement (stagiaires exclus) qu'après avoir recherché l'emploi de tous autres moyens permis par sa situation du moment »*. Et plus loin : *« Il est bien convenu que la direction donnera sur cette question toutes les informations nécessaires aux membres des Comités d'établissement intéressés »*.

Pourtant, dans son compte rendu du dernier CCE, Dreyfus ne parle pas des contrats provisoires. De leur côté, les syndicats avaient, avant 1968, comme revendication la suppression des contrats provisoires. Or maintenant, à la veille des discussions sur l'accord, personne ne souffle mot de ce scandale qui se passe tous les jours au bureau d'embauche de Flins en particulier.

Dans sa « plate-forme réaliste » la C.G.T. Renault ne dit rien sur l'article 43 des accords concernant les fameux contrats provisoires. Pourquoi ? Cet article, en définitive, n'engage pas la direction ; c'est elle qui décide de « sa situation du moment ». Si, actuellement, ce sont nos camarades immigrés qui connaissent les contrats provisoires, car ils forment la majorité des O.S., c'est à nous tous que la direction s'attaque en perpétrant ce système d'embauche.

Cela, contrairement à l'esprit de la loi, à l'esprit des conventions collectives qui précisent que l'embauche est définitive après que le travailleur a satisfait à sa période d'essai.

Cet article des accords est inique. Les revendications primordiales à mettre en avant à l'heure actuelle sont :

— suppression pure et simple des contrats provisoires ;

— pas de discrimination à l'embauche.

Les travailleurs de chez Renault ne peuvent accorder leur confiance et leurs suffrages à des syndicats qui accepteraient de signer un accord où la possibilité d'embauche sous contrat provisoire resterait à la direction.

Correspondant L.O.

KARL MARX

par Karl Korsch

CET ouvrage (*) n'est nullement une biographie de Marx ni un exposé systématique de sa doctrine. Korsch, ancien ministre (communiste) dans le cabinet de Front unique de Thüringe en 1923, l'écrivit en 1938 pour une collection « les sociologues modernes » alors que lui-même s'éloignait de plus en plus du marxisme en même temps que du stalinisme. Néanmoins, dans son « Karl Marx », il ne cherche pas à développer ce qui, à son avis, est dépassé dans le marxisme, mais à mettre en lumière ce qui est « toujours vivant ». L'auteur déclare vouloir exposer **« les principes et le contenu de la science sociale marxienne dans ce qu'ils ont d'essentiel, et cela à la lumière tant des événements historiques récents que des besoins théoriques surgis sous l'impact de ces événements »**, les grands thèmes de la pensée de Marx sur la société, l'économie politique, l'histoire.

Malheureusement, on est assez loin du compte. On peut, certes, trouver dans cet ouvrage des réflexions intéressantes : par exemple pour l'auteur la « sociologie » des XIX[e] et XX[e] siècles ne saurait prétendre au titre de science et représente surtout une réaction contre le socialisme moderne. Mais dans l'ensemble, il ne fait que reprendre dans un jargon philosophique souvent pénible des notions classiques : la « propriété », la « liberté », la « patrie » ne sont pas des notions absolues mais n'ont de sens que dans une société globale, les catégories économiques en particulier ne sont pas des principes éternels, les idéaux de la société bourgeoise (la liberté et l'égalité) n'ont de sens que dans la mesure où les véritables rapports entre les hommes restent voilés...

Mais Korsch ne développe jamais à fond ces idées, même celles qui pourraient être les plus fécondes. Son livre se présente plutôt comme une série de remarques, une suite de notations qui tournent souvent à de simples jeux d'esprit : c'est ainsi qu'il compare bien arbitrairement Marx se consacrant à écrire **« Le Capital »** après l'échec de la révolution de 1848 et Lénine combattant le gauchisme après 1920 et le reflux de la révolution européenne. Il oublie simplement ce « détail » que Lénine se trouvait à la tête du premier Etat ouvrier et de l'Internationale communiste !

Ceux qui veulent lire des ouvrages critiques sur Marx et sa doctrine se réfèreront avec plus de profit aux livres de Nicolaïevski ou de Riazanov.

J. HAINAUT.

(*) Karl Marx, de Karl Korsch - Editions Champ libre - 32 F.

LA BASE

par Isabel Alvarez de Toledo

L'AUTEUR de La Grève, **dans son nouveau roman *, nous décrit les conséquences de l'installation d'une base américaine dans un village d'Espagne.**

Les paysans sont expropriés sans autre forme de procès et comprennent rapidement que les belles promesses — en l'occurrence du travail en abondance grâce à l'arrivée des Américains — ne sont que du vent.

Seuls quelques débrouillards arrivent, grâce à quelques appuis haut placés, à tirer parti de la situation, en ouvrant cabaret ou en trafiquant, tandis que, sous l'effet dissolvant de l'appât de l'argent et du chômage, les mœurs se relâchent. Seule perspective pour les filles qui veulent s'en « sortir » : le bordel.

En toile de fond, s'activent les fonctionnaires toujours prêts à accepter quelque pot-de-vin, toujours prêts à regretter que la répression ne soit plus aussi féroce qu'auparavant, puisque les pauvres osent un peu relever la tête.

Le tableau de cette Espagne qui « s'occidentalise », qui s'enrichit — où quelques-uns, plutôt, s'enrichissent — se lit avec intérêt. Les personnages — en particulier une famille de paysans expulsés — sont moins schématiques que dans le précédent roman de l'auteur, La Grève ; **par contre, on n'y retrouve pas, comme dans le précédent roman, la description de la bourgeoisie espagnole et de ses rapports avec l'Etat franquiste.**

La chute de ce roman surprendrait (une bombe tombe « par erreur » sur le village) si l'on ne se souvenait de l'affaire de Palomares (village près duquel un avion porteur de bombes atomiques tomba dans la mer) et de la campagne que dirigea à l'époque l'auteur de ce roman.

S.F.

(*) La base, de Isabel Alvarez de Toledo - Grosset éditeur - 21 F.

O JÉRUSALEM

par Dominique Lapierre et Larry Collins

ON a beaucoup parlé de « O Jérusalem » (*) et généralement pour déverser des éloges sur ce qui devait être un nouveau best-seller.

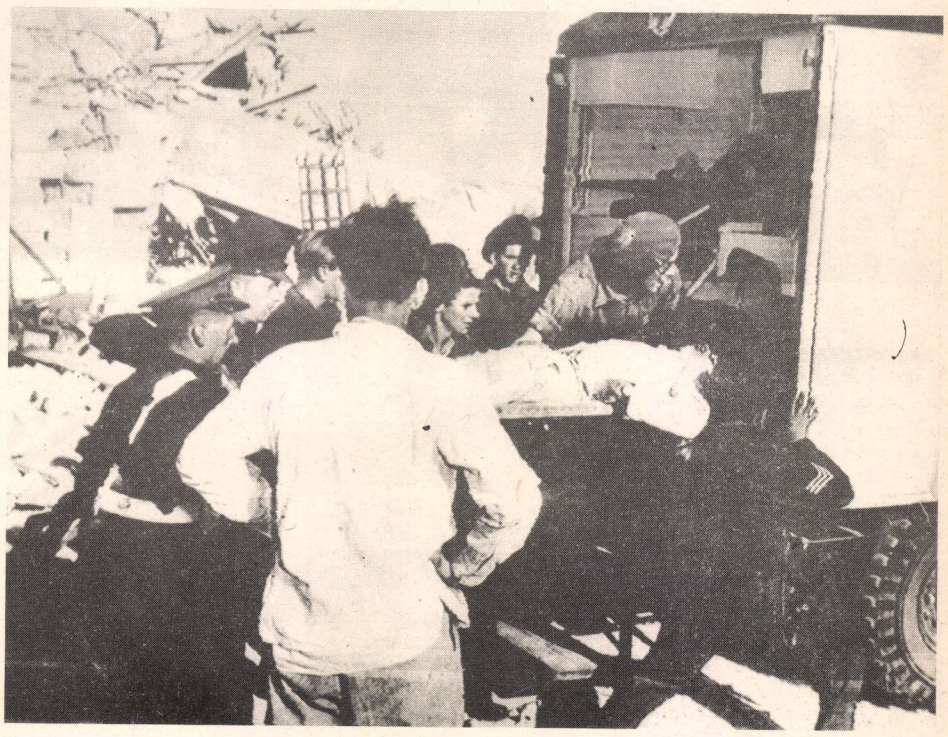
Et pourtant, ce livre épais, qui se fixe pour but de nous tracer une fresque vivante de la naissance de l'Etat d'Israël de 1947 à 1949, épuise son lecteur au bout de quelques pages. Le découpage, le morcellement même du texte rend la lecture fastidieuse, d'autant plus que les auteurs semblent avoir délibérément choisi de nous montrer l'histoire par le très, très petit bout de la lorgnette. Procédant par anecdotes, souvent peu intéressantes d'ailleurs, abusant du style journalistique, on nous livre une succession de petites histoires mais certainement pas une histoire d'Israël. Et nous nous lassons de ces tableaux successifs, brossés superficiellement, qui nous rendent incapables d'acquérir une vision d'ensemble des événements de cette époque, d'en comprendre les raisons.

D'autre part, le parti pris d'objectivité, ce regard prétendument détaché que portent les écrivains sur l'histoire, ne les empêche cependant pas d'afficher un enthousiasme et une incontestable admiration pour ces Juifs dynamiques, énergiques, pleins de hardiesse et parfois d'héroïsme dans leur recherche de fonds, d'armes, de ravitaillement, etc. Et cette attitude de faux détachement devient particulièrement insoutenable lorsque, sans un mot de commentaire, les auteurs nous racontent les attentats à la bombe réalisés par des commandos juifs contre des files d'Arabes attendant un bus, ou contre une foule arabe sur un marché.

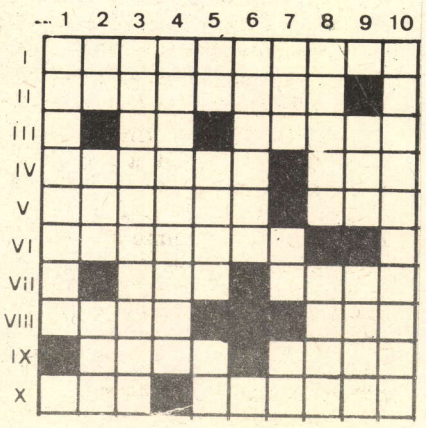
« O Jérusalem » est présenté comme un « formidable récit historique débordant d'aventures, de drames, d'amour, d'héroïsme et de secrets révélés ». Peut-être, mais il n'est rien de plus, et surtout pas un document historique honnête et enrichissant sur l'histoire d'Israël.

L. Plain.

(*)*O Jérusalem,* par Dominique Lapierre et Larry Collins - Robert Laffont éditeur - 32 F.



L'évacuation des blessés après un attentat contre un club d'officiers anglais à Jérusalem en 1947. (Ph. U.P.I.)



HORIZONTALEMENT. — I. Etait lourdement habillé. — II. Conseil inutile. — III. En Arles - Pénétra. — IV. Profanas - Dans l'œil. — V. Sans odeur, dit-on - Se coupe quelquefois au ras du cou. — VI. Quand il est battu, les originaux se tiennent à l'écart. — VII. Il en faut généralement cinq, mais dans l'ordre - Sujet à d'éternelles questions. — VIII. Coule en France - Est signe d'une pression. — IX. Vient du Nord sans passeport - Gros cor qui peut casser les pieds. — X. On peut la voir en peinture - Bouchent souvent un trou.

VERTICALEMENT. — 1. Rupture dans le glacier. — 2. Epelé : conspué - Portait, dit-on, des cornes au cul. — 3. Etat de ceux qui sont souvent noirs. — 4. Ce qu'on fait du porc dans la ville de Royer. — 5. Est très fort - Dans le pastis - Tête d'épi. — 6. Suit souvent le repas. — 7. Possessif - Note - Permet de tracer les grandes lignes d'un projet. — 8. Préfixe - Espèce de machin. — 9. Rivière espagnole - A l'armée, c'est ce qui reste quand on n'est pas tout à fait oublié. — 10. Comprendras.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	M	E	R	I	C	A	I	N	E
II	T	E	M	E	R	A	!	R	E	■
III	T	R	A	V	E	R	S	E	■	R
IV	R	O	S	E	■	R	E	N	!	A
V	A	U	C	U	N	E	M	E	N	T
VI	C	■	U	S	A	■	E	■	T	I
VII	T	O	L	E	R	A	N	C	E	S
VIII	I	P	E	■	V	O	T	O	N	S
IX	O	T	E	R	A	■	■	U	T	A
X	N	A	S	I	L	L	E	R	A	S

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

UNE BIOGRAPHIE D'AKRON

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, " Le bois qui pleure " **est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

La nouvelle précédente, « Une nécrologie d'Akron », **décrivait la vie et les conditions de travail des ouvriers de l'entreprise Summit Rubber et plus particulièrement la vie d'un de ces ouvriers, Jim Morton.**

Dans ce numéro débute « Une biographie d'Akron ». **George Tyler, dont il est question ici, est le futur patron de Summit Rubber.**

Un petit garçon aux yeux étincelants, aux cheveux décolorés par le soleil, aux mains sales, avec une des jambes de ses salopettes retroussée et l'autre pendante et mouillée, s'arrêta à bout de souffle devant l'oncle Abner, qui avait installé son rocking-chair au sud de la grange, pour exposer au soleil ses membres rhumatisants.

— Je les ai, je les ai, oncle Abe, les voici !

Le garçon lui tendait une boîte de conserve rouillée pleine de marc de café où grouillaient et se tortillaient des vers de terre dodus et roses.

— Magnifique, dit l'oncle Abner sans enthousiasme. Laisse-les sous le porche, les poules ne pourront pas les y attraper.

— Il y en a plus de cinq douzaines, oncle Abe. Combien m'en donnerez-vous ?

— Combien en veux-tu ?

— Vous pouvez les avoir pour cinq cents.

— Mais tu es fou ! cinq cents pour une boîte de vers !

— Ça fait un cent la douzaine. Ce n'est pas trop cher. Il y en a soixante-trois. Je vous en donne trois pour rien.

— Tu ne les as pas coupés en deux, ces satanés vers, pour en faire cinq douzaines avec deux.

L'insulte laissa le gamin tout interloqué. Le sang lui monta à la tête et deux veines se gonflèrent sur ses tempes. Il aurait voulu pleurer, mais il mit ses mains derrière son dos, releva les épaules et tint bon.

— Je n'ai jamais trompé personne, dit-il, étouffant d'une colère contenue.

— Eh bien ! je ne peux pas payer cinq cents pour tes vers anémiques. Prends-les et fiche le camp.

— Oncle Abe, dit l'enfant gentiment, regardez-les. Ce sont les plus beaux vers que l'on puisse trouver dans le pays. J'ai passé toute la journée à gratter pour les déterrer. Je me suis levé avant le soleil et je suis descendu jusqu'à Watkins Creek pour vous les chercher. J'ai mis de côté le marc de café d'hier, parce que ça les nettoie et ça les engraisse. Ce ne sont pas de petits vers maigrichons que les poissons dédaignent. Ecoutez, oncle Abe, il faut que j'aie ces cinq cents.

— Je n'ai pas cinq cents à dépenser pour des vers. Je t'en donne deux.

Le garçon resta quelques minutes à sucer sa lèvre inférieure et à la mordre, pendant que son petit cerveau faisait des calculs.

— Si vous les achetez sur la digue, vous payerez deux fois plus pour des vers beaucoup moins beaux. Cinq cents, c'est vraiment pas trop cher.

— Sacredieu, quelle peste tu es, dit l'oncle. Le gamin évalua en argent comptant le coup d'œil amusé du vieillard, et redressa la tête.

— Vous me les prendrez pour cinq francs, dit-il, plein d'espoir.

— Non, deux !

— Bon, dit l'enfant en saisissant la boîte, Hank Perkins me les prendra pour sept.

Il partit, et l'oncle, de surprise, sortit sa pipe de sa bouche.

— Georgie, eh Georgie ! appela-t-il, mais le gamin continuait à s'éloigner. S'il n'est pas le plus entêté et le plus rusé petit diable de tout Grantville, pensa l'oncle Abner.

George vendit ses vers à Hank Perkins pour six cents, et Hank Perkins attrapa une perche de sept livres cet après-midi-là.

— La prochaine fois, oncle Abner me payera le double, dit George.

Tel était George Tyler à cinq ans.

A vingt-deux ans, George Tyler était un beau garçon de six pieds deux pouces, avec une fière moustache, un col haut, et un faible pour les cravates voyantes et les pantalons étroits qu'il glissait, chaque nuit, sous les matelas douteux de chambres d'hôtels aussi variés que modestes. Voyageant de foire en foire, armé d'un flair psychologique très sûr, d'un incontestable pouvoir de persuasion, et de réserves inépuisables de plaisanteries, de patience et d'entêtement, il réussissait à vendre aux fermiers, vétérinaires et détaillants de toute espèce, plus de McBurney's Kentucky Horse Fluid que tous les services de vente de McBurney réunis.

— Hey ! Pop Sherman, comment vont les affaires ce matin ? criait-il en faisant irruption dans le petit bureau enfumé de John Cooper Sherman, Chevaux et Voitures, près du canal d'Akron. Dommage que je ne sois pas venu dans le Summit plus tôt... je suis sûr que vous avez depuis longtemps épuisé notre marchandise. Et comment va votre goutte ? N'avez-vous jamais essayé d'appliquer un cataplasme sur votre pied, quatre cuillers à soupe de fluide dans un quart d'eau chaude, et de grosses chaussettes de laine autour ? Ce qui est bon pour les chevaux doit être bon pour les gens ! Si ça ne vous soulage pas, Pop, je vous donne un gallon entier de McBurney's pour rien, sans blague ! Maintenant, si vous voulez bien me signer une commande de quinze gallons... je repasserai le mois prochain ? A propos, vous ai-je raconté celle du Seigneur et du fermier du Kentucky ? Eh bien ! le fermier arrive au ciel et le Seigneur lui dit...

George se dirigea vers l'écurie avec une commande de vingt gallons dans la poche, il donna le morceau de sucre qu'il avait barboté dans le sucrier de l'hôtel à la jument brune, caressa la croupe luisante du plus bel hongre du jeune Sherman, admira le nouveau poulain, examina en connaisseur le nouveau boghei qui venait d'arriver, et invita Ed à boire un verre avec lui à l'hôtel. Ed est un brave garçon, pensait George, et un jour il sera le propriétaire de toute l'affaire. George se sentait attiré par les gens prospères, chanceux ou influents. Il trouvait naturel de les aimer, comme d'être dégoûté par les pauvres, les déclassés, les mendiants stupides, sans avenir, marqués du signe de l'échec. Il traversa la cour en sifflotant, passa devant le portail, et risqua un coup d'œil dans la cuisine. Esther Sherman y cuisait une tarte aux pommes. Il la regarda silencieusement pendant un instant, puis il dit la première chose qui lui traversait l'esprit :

— Vous êtes vous-même comme une pomme, ça donne faim rien que de vous contempler.

— Quoi... George Tyler ! De tous les gens du monde, vous êtes le dernier dont j'eusse soupçonné la présence en ces lieux, s'écria Esther. Et me voilà avec ce vieux tablier !

Esther était une jeune fille de dix-huit ans, à la figure ronde et joyeuse. Tout ce qui était elle, brillait, luisait, étincelait de jeunesse et de santé : ses cheveux, sa peau, ses dents, ses lèvres.

— Avez-vous reçu mes cartes postales ? demanda-t-il, en entrant dans la cuisine. Il y avait une bonne odeur de pommes, de beurre, de cannelle et de cassonnade chaude.

Esther rougit un peu.

— Mais... oui, dit-elle.

— Mais vous ne m'avez pas répondu.

— Non... je n'avais pas votre adresse. Vous êtes toujours par monts et vaux.

— Allons donc. Vous n'avez tout simplement pas pensé à moi.

— Mais pourquoi penserais-je à vous ? Il y a des choses plus importantes auxquelles je dois penser, dit-elle, malicieusement.

— Mais, moi, j'ai pensé à vous bien souvent.

— Oui ?

— Oui. Chaque fois qu'il pleuvait, j'ai pensé à vous, et songez qu'il y a eu un déluge dans le Missouri.

— Qu'ai-je donc à voir avec le temps ?

— Je ne sais pas. Je n'ai jamais vu une jeune fille rire comme vous. Quand je vous raconte une histoire drôle, vous riez aux larmes. Peut-être est-ce pourquoi je pense à vous quand il pleut. Voulez-vous connaître un secret ?

— Quel secret ? demanda Esther, pétillante de curiosité.

— Allons faire un petit tour en voiture cet après-midi, et je vous le confierai. Je dois essayer la nouvelle voiture de votre frère, je le lui ai promis.

Esther vint pour la promenade en blouse de soie raide à manches bouffantes et coiffée d'un petit chapeau à voilette. Au bout d'un moment, George passa son bras autour de la fine taille de la jeune fille, elle regardait droit devant elle, faisant semblant de ne pas s'en apercevoir. Il lui raconta l'histoire du fermier du Kentucky et du Seigneur qui la fit rire aux larmes. Il attacha le cheval à un arbre et couvrit de baisers les larmes de ses joues, ardemment, adroitement et respectueusement. Savoir embrasser la fille d'un client tout en restant dans les limites de la bienséance, fait partie de la technique d'un fin commerçant. Quand il eut fini de l'embrasser, les larmes continuaient de couler sur son visage.

— Juste ciel, vous pleurez. Qu'y a-t-il donc, mon chou ? demanda George abasourdi.

— Vous êtes si drôle, murmura-t-elle, et elle commença à rire et à pleurer.

Quand il revint au printemps de 1896, il trouva Esther en deuil de son père. Elle avait l'air désemparé et perdu, comme s'il lui manquait l'appui d'un bras solide. Sa robe noire mettait sa peau en valeur, et elle avait aussi hérité de la moitié de la bonne vieille maison de John Cooper Sherman, Chevaux et Voitures.

— Je t'aime, Esther, dit George. Je t'ai toujours aimée. Veux-tu m'épouser ?

— Dites donc, Ed, dit George à Ed Sherman, le nouveau chef de la maison, vous pourriez faire une bêtise plus considérable que celle de me prendre

FEUILLETON

comme associé. Vous connaissez les chevaux et les voitures, mais, à parler franc, vous n'avez pas le sens des affaires. Et c'est là que je peux être utile. J'ai des idées sur la manière de remonter et moderniser la maison Sherman. Je vous parie tout ce que vous voudrez que je peux faire doubler vos bénéfices en un an. Les chevaux et les voitures, c'est très bien, mais les bicyclettes ? Eh bien ! à présent, ce sont les bicyclettes qui rapportent de l'argent. J'ai étudié à fond la question. Vous allez me demander quelle sera ma contribution à notre association ? Je serai franc et loyal. Elle ne sera pas grande, financièrement parlant. J'ai mis de côté sept cent vingt-quatre dollars, c'est tout. Je ne sais pas à combien vous pouvez estimer le petit poids de matière grise que je représente, mais c'est le seul capital dont je dispose à l'heure qu'il est. Je vous fais donc cette proposition, Ed : L'année dernière, « Sherman » a fait un bénéfice net de 4 187 dollars et 42 cents. Je travaillerai pour vous au mieux de mes capacités, et vous n'aurez pas à me payer un dollar pendant un an, si vous n'en gagnez pas six mille. Si je fais monter votre bénéfice à six mille, cette année, vous me prenez pour associé, et tout ce qui dépassera les six mille dollars prévus sera mon salaire de l'année. C'est une proposition honnête, n'est-ce pas ? Vous voyez, j'aime Esther, et elle m'aime, et vous ne voulez pas que votre sœur épouse un type qui est toujours par monts et vaux, et je ne veux pas seulement épouser la moitié de votre firme, je veux la gagner et la faire progresser...

Deux ans plus tard, une nouvelle enseigne se balançait au-dessus de la porte du magasin :

TYLER et SHERMAN
Bicyclettes et Voitures
à vendre et à louer
Six leçons gratuites pour chaque bicyclette
Facilités de payement

La part de bénéfice net de George Tyler fut de 4 263 dollars en 1896, de 5 000 dollars en 1897, et de 6 472 dollars en 1898, dont il investit une partie en valeurs immobilières. Cette année, ils avaient eu leur premier enfant, un garçon qui pesait à peu près dix livres à sa naissance, et qui obligea ainsi son père à offrir des cigares de dix cents à chaque étranger qu'il rencontrait. Cette année-là aussi, Frank Seiberling lança sa fabrique de pneus Goodyear à Akron et trouva moyen de ramasser, à cet effet, un capital de quelque deux cent mille dollars. Il n'y a pas si longtemps, le caoutchouc voulait dire seulement des chaussures, des sacs, des courroies, des emballages ; cela voulait dire aussi la puissante et monopolisante United States Rubber Company, enflée comme un python après un bon repas, d'avoir englouti tant de petites firmes avec leurs brevets et leurs patentes. Mais Goodyear signifiait pneumatiques, quelque chose que la Compagnie avait oublié, ou dont elle n'avait pas voulu. George Tyler, toujours sur le qui-vive, observait la nouvelle entreprise avec l'attention du chien de chasse, qui flaire une piste. Faiblement, mais à coup sûr, il flaira beaucoup d'argent.

Un jour, en mai 1902, George Tyler allongea ses pieds sur le double bureau et se mit à contempler silencieusement son beau-frère qui lisait le pournal du matin.

— Des nouvelles ? demanda-t-il, au bout d'un instant.

— Rien, dit Ed, qui avait pris du poids, et dont le visage avait la consistance de la pâte qui a trop levé.

— N'avez-vous pas entendu Goodyear faire marcher la sirène de son usine ?

— Oui, ils ont fait un tintamarre terrible. J'ai cru qu'il y avait le feu chez eux, mais Charlie m'a dit que c'était une célébration, ou quelque chose d'approchant.

Charlie avait été le garçon d'écurie de Sherman pendant des années, jusqu'au jour où un cheval emballé l'avait piétiné, lui brisant la hanche et deux doigts. George avait gardé l'infirme, en partie par délicatesse d'âme, et aussi parce qu'il était une source riche et divertissante, et parfois utile, de petits renseignements.

— Ils ont fixé leur sirène et hurlé leur victoire au monde, dit George Tyler : la Cour d'Appel des Etats-Unis a déclaré nul le brevet Grant. Rien d'étonnant à ce qu'ils aient mis en marche la sirène.

— Et alors, dit paresseusement Ed ?

George lui jeta un regard agacé :

— Mais réveille-toi donc, Ed, ça change toute l'histoire ! Tant que la Consolidated Rubber tenait ce brevet, toute l'industrie des pneus était pieds et poings liés. Je n'aurais pas voulu avoir les maux de tête de Seiberling ou de Firestone ces dernières années. Plus de procès, de menaces, de litiges qu'ils n'avaient de cheveux sur la tête. Leurs licences retirées, leurs fonds gelés, les bénéfices séquestrés... c'est un véritable miracle qu'ils aient pu tenir le coup avec la Consolidated contre eux. Mais maintenant, les choses se présentent sous un autre jour. N'importe quel type débrouillard qui a des capitaux peut ouvrir une fabrique de pneus et ramasser tout l'argent qu'il veut.

— Dis donc... dit Ed, se réveillant de sa torpeur, et remarquant l'agitation de son beau-frère. Qu'est-ce que ça peut te faire que Goodyear déclenche sa sirène ?

— Ecoute-moi. Ed, dit George, et l'intensité de sa voix était telle qu'elle força l'attention de son beau-frère et lui fit déposer son journal. J'ai beaucoup réfléchi à toutes ces questions. Que dirais-tu si nous vendions notre maison et que nous montions une petite usine de pneus ?

— Tu es fou ? Les pneus, c'est une mode. Je te laisse jouer avec tes bicyclettes, mais moi, je reste attaché à mes voitures à chevaux.

George suça sa lèvre inférieure et la mordit.

— L'autre jour, j'ai lu un discours de Mr. Ranlett Flint. Il dit que l'avenir est aux voitures sans chevaux... et qu'alors, nous aurons besoin de pneus. Un Français, Michelin, a fait sauter dix-neuf pneus dans une course. Si la voiture sans chevaux devient populaire, il leur faudra une nouvelle collection de pneus chaque fois qu'ils iront faire un tour... comme au cheval sa pitance d'avoine. Nous sommes à un grand tournant, ne le vois-tu pas ?

Ed regarda fixement son associé visionnaire et secoua la tête, visiblement ennuyé.

— Ecoute-moi, Ed : J'ai reçu une proposition du vieux Patterson qui veut acheter la maison Sherman pour son fils cadet, il en offre quatorze mille dollars, dont 50 % payables comptant et le reste trimestriellement. Je suis certain qu'il ira jusqu'à seize ou dix-huit mille. Nous pourrons alors acheter le matériel de la Ranley Rubber Tyre qui est en faillite, dans Exchange Street ; machines et tout en tout pour vingt mille dollars comptant, et dix mille en deux échéances de six mois. Maintenant, si je peux les faire descendre à douze mille payables comptant, je suis sûr que Blank et le vieux Harris cracheraient chacun une avance de deux à trois mille dollars garantis par une hypothèque...

— Ah ! tais-toi, interrompit Ed. Tu es fou. Qui aurait l'idée d'acheter une boîte en faillite et d'abandonner une bonne et solide affaire ? Car nous avons fait plus de quinze mille dollars de bénéfice l'année dernière. C'est pas d'la p'tite bière, ça ?

— Plus de quinze mille ! Sainte Vierge, mais ne sais-tu donc pas que Seiberling s'est sucré de plus de cent mille dollars pendant les deux premières années, et ça malgré tous ses ennuis ? Maintenant, avec leur capital de un million, et cent pour cent des dividendes distribués...

— Oui, ça, c'est Goodyear...

— Ce qu'il peut faire nous pouvons le faire. Nous le pouvons. Prends Harvey Firestone. Ce que Firestone peut faire, je peux le faire dix fois, dit George Tyler avec chaleur, et si tu ne veux pas entrer là-dedans, c'est ton enterrement. Le sentiment d'implacable rivalité qui l'animait à l'égard de Harvey Firestone remontait à l'époque où ils étaient tous deux vendeurs de liniment pour chevaux. Le fait que celui-ci gagnait beaucoup d'argent avec ses pneus, tandis que lui en était encore à vendre et à louer de malheureuses bicyclettes, fouaillait son ambition. Il prit un crayon et couvrit une feuille de papier de colonnes de chiffres. Puis il reposa le crayon, et ses pieds remontèrent sur le bureau.

(à suivre)

cinéma

JOHN MAC CABE

de Robert Altman

NON, la construction de la grande Amérique capitaliste ne fut pas romantique. Non, il n'y a pas eu de temps héroïques. Pas de grands sentiments, pas de folles équipées, pas de combats loyaux chez les « pionniers ». La belle, la grande Amérique, l'Amérique prospère s'est bâtie dans la boue et sur le sang des mineurs chinois que les compagnies minières envoyaient vers la frontière canadienne faire sauter les filons de zinc en les chargeant d'explosifs. C'était en 1902 quand « pour un Chinois, on ne pouvait être condamné qu'à une amende au grand maximum de 50 dollars », **quand** « 150.000 Chinois ont été victimes des grandes compagnies construisant les chemins de fer » **(Interview de Robert Altman à** L'Humanité **du 22-12-1971). Les merveilles de la libre concurrence ? Ce furent celles qui permirent aux grandes compagnies d'exproprier les petits entrepreneurs, les « pionniers », à l'aide de tueurs à gages. Non, les aventuriers ne cherchaient pas l'aventure et n'avaient guère de quoi faire rêver. John Mac Cabe est l'un d'entre eux : joueur de poker et souteneur de bas étage. Il n'y a pas de cow-boy ni d'aventurier au regard bleu et intrépide. Les pionniers furent de la même boue que celle où ils pataugeaient. Pas de prostituées au grand cœur, pas d'égéries des hommes des grands espaces. La « belle » tenancière de bordel n'a un regard de rêve que lorsqu'elle fume l'opium... Les bordels des villes nouvelles n'étaient que ce qu'ils furent toujours : les filles de joie y sont sinistres, leurs clients minables. Pas de déhanchement irrésistible à l'entrée des saloons décoratifs où l'on dégaine à la loyale sous l'œil admiratif de la dame de petite vertu juchée sur le piano. C'est bon pour la mythologie. Et nous sommes désormais entrés dans la tradition de l'anti-western.**

Il n'y a jamais eu d'Amérique héroïque. Voilà. Voilà du moins les intentions du réalisateur. Et en somme, elles sont parfaitement louables. Le réalisateur de « M.A.S.H. » a voulu démystifier. Dans une certaine mesure, il peut se vanter d'y avoir réussi. Pas une ombre de romantisme chez nos anti-héros, si l'on excepte toutefois la fin du film qui semble être un pastiche systématique du western. Mac Cabe chevauche péniblement vers un trou infect où l'on grelotte, pour faire son entrée dans une taverne infecte à l'air âcre et visqueux. Et il faut reconnaître que la photographie est suggestive à souhait. Sur ce plan-là, le film est réussi, presque trop, puisque si l'on est un tant soit peu bon public on a presque envie au bout de la première heure de projection de sortir respirer un peu..

Mais à force de vouloir faire de « l'anti », de vouloir réagir, de prendre le contre-pied systématique, il manque quelque chose à ce film. Nous ne sommes guère émus, guère touchés par ces anti-héros sordides même lorsqu'ils deviennent des victimes. L'ouvrage est très étudié. Chaque scène est une espèce de contrepoint réaliste, ou plutôt naturaliste (à la manière du courant littéraire de la fin du XIX[e] siècle), des clichés des films « positifs » américains. Du « réalisme », il y en a à revendre. Les hommes sont laids, on y mange salement comme on fait tout le reste... Mais on a finalement la fâcheuse impression dans cette accumulation systématique, d'assister à un exercice d'école pas tout à fait convaincant. Pour avoir la nausée, nous l'avons. Mais il ne suffit pas de l'avoir pour comprendre une époque et ses personnages. Et si l'on en croit les propos du réalisateur dans ses interviews, son film reste très en deçà de ses intentions. Pourquoi Altman parle-t-il tant de l'exploitation des Chinois à propos de son film, et pourquoi la voyons-nous si peu au cours de la projection ? Bien sûr, si nous sommes avertis, tout cela apparaît en arrière-fond à de très brefs moments, mais d'une manière très obscure voire incompréhensible...

Altman a sans doute voulu faire une espèce de documentaire réaliste sur le passé. Et en effet, ce n'est finalement qu'une espèce de documentaire, bien fait, où la photographie joue très artistiquement de la laideur, où les procédés ménagent même à la fin un certain suspense. Mais la réalité est sans doute plus que la photographie « toute crue ». Et l'on peut faire des films réalistes (comme certains autres « anti-westerns » très réussis l'ont montré) sans se croire obligé de rester dans la description pure et simple du sordide.

Ici, l'humour est trop éphémère, ou trop « au second degré », pour empêcher que l'ensemble ne soit très pesant.

Qu'on délaisse les mythes, c'est une excellente chose. Qu'on montre au grand public le passé sous un éclairage plus véridique, c'est éminemment souhaitable. Mais encore faut-il savoir regagner en compréhension véritable, en poésie, en humour, ou en esprit satirique, ce qu'on a délaissé en romantisme conventionnel.

A notre avis Robert Altman n'y a pas réussi.

Huguette CHEVIREAU.

Rétrospective Charlie Chaplin

LES TEMPS MODERNES

DEPUIS deux mois, Les Temps modernes *sont à nouveau projetés sur les écrans et déjà à Paris 200.000 entrées ont été enregistrées, 500.000 dans toute la France. C'est que ceux qui ont déjà vu des films de Chaplin ont envie de les revoir. Quant aux autres, ils veulent savoir. Et personne n'est déçu.*

Les Temps modernes *datent de 1934-1935 et pourtant rien ne semble vieilli. Charlot garde une étonnante fraîcheur et continue tour à tour à nous faire rire, nous charmer, nous émouvoir. Jean de la lune égaré dans un monde inhumain, Charlot est la victime de quiproquos, de malentendus, et se retrouve dans des situations rocambolesques. Les gags sont irrésistibles : ici, Charlot désorganise une chaîne de montage ; là, obsédé par son travail, ivre d'écrous à visser, il en voit partout, y compris dans les boutons des jupes féminines ; ailleurs, il ramasse un drapeau rouge des travaux publics et se retrouve à la tête d'une manifestation... Sans oublier un éblouissant numéro de music-hall où Charlot, tout à la fois danseur, chanteur et mime, conte dans une langue imaginaire des aventures qui font rire le public aux éclats.*

Mais si les gags sont nombreux, comme dans tous les films de Charlot, ils ne forment qu'une partie de la matière des Temps modernes. Les Temps modernes *sont un violent réquisitoire contre une société où la course au profit est la règle, où le développement de l'industrie, où la machine n'allègent pas la peine de l'ouvrier mais l'asservissent encore davantage : un travail abrutissant, des cadences infernales conduisent tout droit Charlot de l'usine à l'hôpital psychiatrique. Et encore, à sa sortie, ne retrouve-t-il pas son gagne-pain : c'est la crise de 1929, Charlot est un chômeur parmi des millions d'autres, et il connaît la faim.*

Nombreux sont les passages où l'hypocrisie et la mesquinerie des nantis suscitent l'indignation, nombreux sont ceux où l'émotion nous étreint devant les souffrances des couches populaires. Et bien souvent le rire n'est là que pour détendre une atmosphère trop chargée d'émotion, pour éviter que le ton ne devienne mélodramatique. C'est un peu un garde-fou pour brider une sensibilité débordante, tour à tour révoltée et émue devant le sort fait aux travailleurs et devant leur quête du bonheur.

Les Temps modernes, *un film à la fois émouvant et où l'on rit de bon cœur : nous ne pouvons que conseiller à ceux qui ne l'ont pas encore vu de profiter de l'occasion ainsi offerte pour le faire. Ils ne le regretteront pas.*

Isabelle DUBOIS.

télévision

SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 11 janvier

20 h 30 (1re chaîne) :

Hexagone *présente* : « Les cadres ».

Jeudi 13 janvier

20 h 30 (1re chaîne) :

L'actualité en question. *Une émission sur un thème d'actualité, présentée par Etienne Mougeotte.*

22 h 25 (1re chaîne) :

Bienvenue à... François Reichenbach. *Guy Béart reçoit le réalisateur François Reichenbach.*

Vendredi 14 janvier

20 h 30 (1re chaîne) :

Au cinéma ce soir *présente un film de Marc Allégret :* Gribouille, *avec Michèle Morgan, Raimu, Carette. La présentation de ce film sera précédée par la présentation de séquences d'actualités de 1947.*

A ROUSSEL-UCLAF (Romainville)

DES LICENCIEMENTS COLLECTIFS AUX SANCTIONS INDIVIDUELLES

A Roussel-Uclaf, la direction garde le silence sur les licenciements collectifs et marque sa hargne en sanctionnant individuellement.

C'est ainsi que la dernière semaine de décembre, la direction licenciait encore un ouvrier sous un faux prétexte. Cet ouvrier avait demandé à emporter une table qui se trouvait à la destruction. Comme on le sait, le personnel de l'usine a la possibilité, quand il en fait la demande, de récupérer le matériel mis de côté pour être brûlé. Or, sur le bon de sortie de matériel une erreur était commise : on y employait le mot de caisse au lieu de table. Cet ouvrier ayant fait remarquer l'erreur, il lui fut répondu que caisse ou table cela n'avait pas d'importance et qu'il n'y avait donc pas lieu de refaire le bon. C'est donc avec l'autorisation de la hiérarchie qu'il venait charger la fameuse table. On la lui laissait charger aux yeux de tout le monde... et on l'arrêtait à la grille pour vol !

Et voilà, le tour était joué. La direction ne voulait avoir aucune explication de l'affaire.

L'ouvrier en question était un syndicaliste C.G.T. connu de la direction et dont elle voulait se débarrasser.

Le 21 décembre, c'était un pompier de l'Usine I qui était licencié pour « faute grave », sous le motif suivant : coup sur un de ses chefs.

En fait la vérité est différente, car si le pompier a peut-être effectivement bouculé un de ses chefs, il n'y a jamais eu de coups de poing.

Qui plus est, certains du service Pompier ont cru bon de faire croire qu'il était en état d'ébriété. Ce qui a été déclaré faux par de nombreux témoins.

Par « mesure de clémence », le chef du service donnait un jour de mise à pied au pompier et faisait une demande « d'avertissement unique ».

Or ce chef savait fort bien que le pompier avait déjà un avertissement et qu'une telle mesure donnait le feu vert à la direction pour effectuer le licenciement de cet ouvrier.

Il y a maintenant quatre semaines, un ouvrier de l'usine, militant cégétiste connu, était enlevé, frappé et séprivés ou barbouzes on ne sait, car questré par des flics-maison, flics bien sûr ces hommes de main cachèrent bien soigneusement leur identité. La plainte avait été enregistrée immédiatement et la police enquête...

Et savez-vous qui a maintenant des ennuis ? Eh bien, cet ouvrier. La direction le somme de fournir des explications sur son absence du 7 décembre, jour de son enlèvement.

Mais si la direction sanctionne cet ouvrier pour son absence résultant de son enlèvement, elle signera ce forfait.

Ceci est une nouvelle preuve des méthodes de la direction pour effectuer ses licenciements à moindre frais... pour le moment.

Comme on le voit, les scrupules ne l'étouffent pas, mais cela s'ajoute pour les travailleurs de l'entreprise à tous les abus dont elle devra répondre.

LE vendredi 8 décembre, un ouvrier de Roussel-Uclaf (Romainville), délégué du personnel Force Ouvrière, était mis à pied avec demande de licenciement auprès du Comité d'établissement et de l'inspecteur du Travail pour « violences inadmissibles envers des surveillants ». On sait ce qui s'était passé le 2 décembre : des flics maisons voulant interdire la vente de Lutte Ouvrière devant le self avaient essayé d'arracher ses journaux à une vendeuse. Immédiatement, les militants de l'usine présents ainsi que de nombreux membres du personnel étaient intervenus mais sans qu'il y ait de violences.

Le Comité d'établissement réuni sur cette affaire s'était retourné en accusateur contre la direction. Le vote, mis à part celui du directeur de l'établissement, était unanime contre le licenciement. L'inspecteur du Travail, compte tenu du procès-verbal du Comité d'entreprise et d'une enquête, rejetait la demande de licenciement, par une lettre à la direction et au délégué concerné, le 23 décembre.

C'est alors que l'affaire, loin d'être terminée, rebondit. Le 27 décembre dans l'après-midi, quand le chef du personnel convoque le délégué mis à pied, pour lui dire qu'il doit le réintégrer à son poste de travail après la décision de l'inspecteur du Travail, il lui signifie qu'il ne le réintègre pas en vertu d'une nouvelle demande de licenciement faite à son encontre pour les incidents du 6 décembre avec mise à pied immédiate. (Selon la direction, le délégué en question aurait frappé un flic-maison lors de la grève du 6 décembre.)

Le vendredi 31 décembre avait donc lieu une nouvelle réunion du Comité d'établissement pour se prononcer sur la nouvelle demande de licenciement. Séance houleuse s'il en fut où l'on vit M. Hilbert directeur de l'établissement et président du C.E., être à court d'arguments, s'énerver et perdre ainsi toute dignité.

Tous les membres du Comité d'établissement étaient outrés par son attitude. Et comme la première fois, il y eut unanimité contre la demande de licenciement du patron.

Pour l'instant, l'affaire en est là. L'inspecteur du Travail va être appelé à donner encore une fois son avis. Encore une fois, il a tous les éléments pour rejeter cette nouvelle demande de licenciement.

Correspondant L.O.

La préparation des élections à Renault-Billancourt

L'escalade électorale... le mur du çon est dépassé

EN ce moment chez Renault à Billancourt, nous sommes en pleine période électorale. C'est en effet le 13 janvier que les ouvriers et employés du 1er collège seront appelés à voter pour les élections de délégués du personnel. Il faut dire qu'à pareille époque, les syndicats se démènent à qui mieux mieux. Tous les jours, nous avons droit à quatre ou cinq tracts. Que ce soit à l'entrée ou à la sortie, on est sûr de ne pas avoir les mains vides. Dans certains secteurs, c'est aussi l'époque des « débrayages-élections », pour redorer le blason quelque peu terni après un an d'inaction.

Dans cette course aux voix, les syndicats ne lésinent pas sur les arguments, même s'ils sont mensongers et démagogiques. Tout y passe : leur activité dans les ateliers, leurs positions syndicales, leurs réalisations, leurs déclarations, présentées sous le jour le plus favorable et le moins vérifiable.

Mais cette fois-ci la C.G.T. n'y est pas allée avec le dos de la cuillère : elle a fait appel à Kamb, dessinateur de *La Vie Ouvrière* et de *l'Humanité*, pour lui faire faire une bande dessinée. Nous nous faisons un plaisir de la présenter à nos lecteurs :

Comme on voit, la C.G.T. ne craint ni le ridicule, ni la fabulation. En tout cas, la réaction des travailleurs, face à ce conte que ne croiraient pas les enfants en bas âge, n'a pas été favorable à la C.G.T. :

— *« Ils nous prennent pour des mômes. »*

— *« Même pas pour des mômes, pour des imbéciles, oui ! »*

— *« A les entendre, c'est le paradis. »*

— *« Un tract comme ça, ça leur fera plus de mal que de bien. »*

Correspondant L.O.

Scène de chasse à Bronzavia

LE PDG d'une entreprise est un homme qui paraît intouchable.

A Bronzavia, très peu d'ouvriers connaissaient M. Lamit. D'ailleurs celui-ci, ce jour-là, put circuler dans les ateliers sans être reconnu. Le chef du personnel n'avait certainement pas manqué de lui dire que la situation était calme, que de toute manière, les travailleurs débrayaient seulement une demi-heure en fin de matinée.

Toutefois, l'un d'entre nous reconnut le PDG et téléphona aux délégués. Ceux-ci décidèrent un débrayage immédiat.

En quelques instants, tous les travailleurs descendirent dans l'atelier central : et la course commença.

Au début, nous ne savions pas où il était passé. Les ouvriers s'interrogeaient : « Par cette allée ? », « Dans cet atelier ? ». *Enfin dans le dédale des couloirs, nous retrouvâmes notre PDG.*

Les jeunes aussitôt lui emboîtèrent le pas

Lamit, mécontent de l'accueil pourtant chaleureux, se retourna soudain les bras en l'air : « Dehors, vous êtes des grévistes, dehors », *et s'adressant aux délégués, et ensuite à l'ingénieur en chef :* « Faites-les sortir, leur place n'est pas ici ».

Toutefois, nous continuâmes à le suivre. Et en arrivant dans l'atelier central, pendant qu'un groupe ne lâchait pas ses semelles, d'autres travailleurs contournaient les allées et lui bloquaient le passage.

L'après-midi, le moral était bon, et les plaisanteries allaient bon train car : « C'est pas tous les jours qu'on coince un PDG ».